MONTRÉAL
L'E QUÉBEC ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

MONTREAL
QUEBEC AND THE FRENCH REVOLUTION

1789-1805

Archives nationales du Canada
National Archives of Canada

Données de catalogage avant publication (Canada)

Vedette principale au titre :
Montréal, le Québec et la Révolution française, 1789-1805 = Montreal, Quebec and the French Revolution, 1789-1805

Texte en français et en anglais sur 2 col.
« Cette exposition a été présentée pour la première fois à la maison de la Culture du Parc Frontenac du 24 mai au 4 septembre 1989. »

Bibliogr. : p.
Cat. MAS no SA2-186/1989
ISBN 0-660-54825-9

1. Montréal (Québec) — Histoire — Expositions. 2. Québec (Province) — Histoire — 1791-1841 — Expositions. 3. France — Histoire — 1789-1815 — Expositions. I. Archives nationales du Canada. II. Titre : Montreal, Quebec and the French Revolution, 1789-1805.

FC2947.4.M66 1989
971.4'281 C89-099004-2F
F1054.5.M857M66 1989

Archives nationales du Canada
395, rue Wellington
Ottawa (Ontario)
K1A 0N3
(613) 995-5138

©Ministre des Approvisionnements et Services Canada 1989

N° de cat. : SA2-186/1989
ISBN : 0-660-54825-9

En vente au Canada par l'entremise des librairies associées et autres librairies

ou par la poste auprès du
Centre d'édition du Gouvernement du Canada
Approvisionnements et Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Cette exposition a été présentée pour la première fois à la maison de la Culture du Parc Frontenac du 24 mai au 4 septembre 1989. Réalisée par la Ville de Montréal, en collaboration avec les Archives nationales du Canada, le Musée McCord d'histoire canadienne, la Ville de Lyon (France) et Gaz Métropolitain, elle fait partie du programme d'expositions estivales des maisons de la Culture.

Couverture : **Montréal en 1781, vue de l'Île Sainte-Hélène.** (p. 12)
Page de titre : **[Mort de Louis XVI].** (p. 35)

Canadian Cataloguing in Publication Data

Main entry under title:
Montréal, le Québec et la Révolution française, 1789-1805 = Montreal, Quebec and the French Revolution, 1789-1805

Text in French and English in parallel columns.
"This exhibition was presented for the first time at the Maison de la Culture, Parc Frontenac from May 24 to September 4, 1989."

Bibliography: p.
DSS cat. no. SA2-186/1989
ISBN 0-660-54825-9

1. Montréal (Quebec) — History — Exhibitions. 2. Quebec (Province) — History — 1791-1841 — Exhibitions. 3. France — History — 1789-1815 — Exhibitions. I. National Archives of Canada. II. Title: Montreal, Quebec and the French Revolution, 1789-1805.

FC2947.4.M66 1989
971.4'281 C89-099004-2E
F1054.5.M857M66 1989

National Archives of Canada
395 Wellington Street
Ottawa, Ontario
K1A 0N3
(613) 995-5138

©Minister of Supply and Services Canada 1989

Cat. No.: SA2-186/1989
ISBN: 0-660-54825-9

Available in Canada through
Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from
Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

This exhibition was presented for the first time at the Maison de la Culture, Parc Frontenac from May 24 to September 4, 1989. Produced by the City of Montreal, in cooperation with the National Archives of Canada, the McCord Museum of Canadian History, the City of Lyon (France) and Gaz Métropolitain, it was part of the summer exhibition program of the Maisons de la Culture.

Cover: **Montreal in 1781, View of St. Helen's Island.** (p. 12)
Title page: ***Death of Louis XVI.*** (p. 35)

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos	5
Préface	7
Montréal, le Québec et la Révolution française, 1789–1805 par Jacques Lacoursière	13
Présentation de l'exposition par Nicole Lemay	60
Quelques pièces...	68
Un Canada exotique par France Gascon	68
Une révolution dans la mode, par Jacqueline Beaudoin-Ross	70
Un « establishment » lié à la traite des fourrures par Conrad E.W. Graham	74
Lectures suggérées	77
Liste des institutions prêteuses	79

TABLE OF CONTENTS

Foreword	5
Preface	7
Montreal, Quebec and the French Revolution, 1789–1805 by Jacques Lacoursière	13
Presentation of the Exhibition by Nicole Lemay	60
Some Artifacts...	68
Exotic Canada by France Gascon	68
A Revolution in Fashion by Jacqueline Beaudoin-Ross	70
The Fur Trade "Establishment" by Conrad E.W. Graham	74
Suggested Readings	77
List of Lending Institutions	79

4

[Rue Notre-Dame, Montréal]. Robert Auchmaty Sproule (1799–1845). Gravée par William-Satchwell Leney (1769–1831). Publiée par Adolphus Bourne (connu 1820–1854). Montréal, 1830. Lithographie. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Notre-Dame Street, Montreal. Robert Auchmaty Sproule (1799–1845). Engraved by William-Satchwell Leney (1769–1831). Published by Adolphus Bourne (active from 1820–1854). Montreal, 1830. Lithograph. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

AVANT-PROPOS

La ville de Montréal, tout au long de son histoire, a toujours vécu au rythme du monde. Elle a été continuellement sensible aux événements majeurs qui ont marqué l'évolution de l'humanité. Depuis près de trois siècles, elle a été la plaque tournante de la vie économique et culturelle du Canada. Il est alors tout à fait normal que la Révolution française ait eu des échos dans la vallée du Saint-Laurent. Il faut se rappeler qu'au moment où ont lieu la prise de la Bastille et l'adoption de la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen, Montréal est la plus importante ville francophone en Amérique du Nord et, peut-être aussi, en dehors de la France.

En 1789, plusieurs Montréalais et Montréalaises ont des parents et des amis qui vivent dans l'ancienne mère patrie, et il y a moins de trois décennies que le territoire de la Nouvelle-France a été cédé à l'Angleterre. À Montréal, comme ailleurs au Québec, on a continué de s'alimenter culturellement en France. Les encyclopédistes et les philosophes des Lumières sont lus et critiqués en terre canadienne. On suit de près ce qui se passe en France et, souvent, les journaux de Montréal et de Québec consacrent plus d'espace aux nouvelles en provenance de la France qu'à celles qui viennent de l'Angleterre.

Non seulement les Montréalais et Montréalaises s'intéressent au déroulement des événements qui secouent l'ancienne mère patrie, mais ils vivent aussi chez eux les contrecoups de ces événements. On craint ou on espère une reconquête; on appuie ou on rejette les idées révolutionnaires. Rares sont ceux qui demeurent impassibles. Sujets britanniques, ils doivent demeurer loyaux au roi George III. Certains le font sans grand enthousiasme. Quelques-uns s'opposent et se retrouvent en prison.

FOREWORD

Throughout its history, Montreal has always kept in step with the world, attuned to major events that marked the evolution of civilization. For more than three centuries, it has been the central point of Canada's economic and cultural life. It is therefore only normal that the French Revolution would have repercussions in the St. Lawrence Valley. We need only remember that, at the time of the taking of the Bastille and the adoption of the French Declaration of the Rights of Man, Montreal was the largest French-speaking city in North America and, perhaps even, outside of France.

In 1789, less than three decades after New France had been ceded to England, many Montrealers had family and friends living in the homeland. In Montreal and elsewhere in Quebec, cultural links with France remained vital. The encyclopedists and philosophers of the Age of Enlightenment were read and discussed on Canadian soil. Interest in French affairs was keen, Montreal and Quebec newspapers often giving more space to news from France than to events occurring in England.

Not only did Montrealers show interest for events that shook their former homeland, they also felt the impact of these events at home. People either hoped or feared a reconquest. Some supported the revolutionary ideology, others were against it, but very few were unmoved. Being British subjects, they had to remain loyal to King George III. Some did, without much enthusiasm; others protested and were arrested.

Pour rappeler cette période de son histoire par trop oubliée, notre ville ne pouvait que souligner le bicentenaire de la Révolution française, mais sous un angle bien particulier : celui de Montréal.

L'exposition que nous vous présentons illustre bien comment les gens d'ici, à la fin du XVIII[e] siècle, ont vécu les événements qui ont profondément modifié le cours de l'histoire et même aussi un peu le cours de leur propre histoire.

À la veille de célébrer le trois cent cinquantième anniversaire de sa fondation, la Ville de Montréal a voulu, par l'exposition *Montréal, le Québec et la Révolution française, 1789–1805* illustrer un riche moment de son passé, qui augure bien de son avenir.

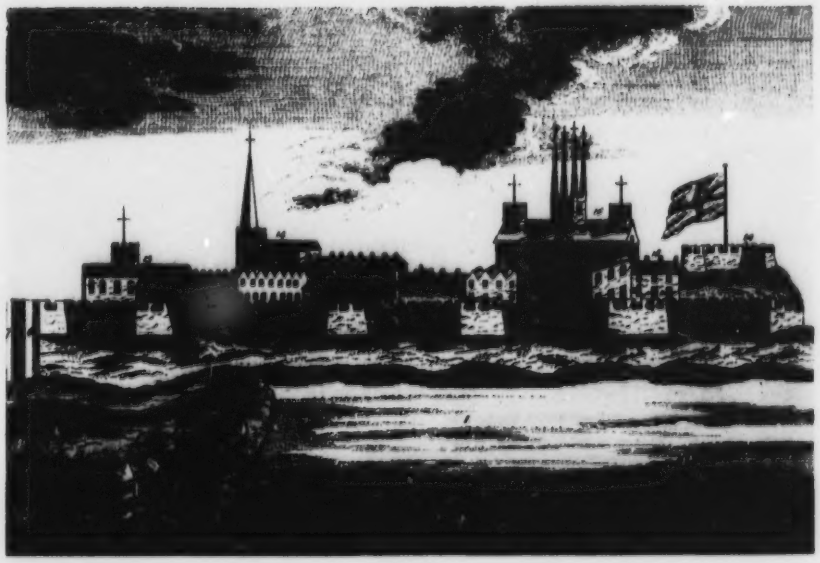
Kathleen Verdon,
Membre du Comité exécutif,
Ville de Montréal.

To rescue this period of its history from oblivion, our city could not but mark the Bicentennial of the French Revolution from a particular viewpoint: that of Montreal.

This exhibition provides a clear image of how, at the end of the eighteenth century, people on this shore of the Atlantic lived the events that changed the course of world history and, consequently, their own history.

On the eve of celebrating the 300th anniversary of its foundation, the City of Montreal wants to bring to light an eventful and auspicious era in its past, with the exhibition *Montreal, Quebec and the French Revolution, 1789–1805*.

Kathleen Verdon
Member of the Executive Committee
City of Montreal



[Vue de la ville et des fortifications de Montréal, Canada]. B. Cole. Publiée dans *The Royal Magazine, or Gentlemans' Monthly Companion*, vol. 11, Londres, septembre 1760. Gravure au trait. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

A Perspective View of the Town and Fortifications of Montreal in Canada. B. Cole. Published in the *Royal Magazine, or Gentlemans' Monthly Companion*, Vol. II, London, September 1760. Line engraving. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

PRÉFACE

Parler de l'influence de la Révolution française sur le Canada et surtout le Québec, serait-ce jouer du paradoxe? Comment un peuple que l'on a prétendu ignorant, conservateur, arriéré de surcroît, soumis à son clergé et à des élites traditionnelles, aurait-il pu mordre aux appâts d'une révolution socio-économique, politique et idéologique aussi radicale? L'heureuse Conquête, bienfait insigne de la Providence, selon le juge en chef Smith, ne cuirassait-elle pas cette société conquise contre l'ancienne mère patrie « marâtre »? Il ne faut pas s'étonner si l'historiographie d'après 1840 et jusque vers 1950 n'épilogue guère sur l'impact de la Révolution française en Canada. Tout au plus y débusque-t-on quelques brèves mentions, telles la propagande du consul Adet ou la pendaison de David McLane en 1797. À vrai dire, ni l'historiographie anglo-canadienne ni l'historiographie canadienne-française n'auraient pu se résigner à constater que beaucoup de conflits socio-économiques et idéologiques déchiraient les deux « nationalités » en présence au Québec ou encore que des idées révolutionnaires imbues d'athéisme auraient pu corrompre un bon peuple dit catholique par culture et par vocation.

Depuis 1950 environ, les historiens anglophones et francophones ont dissipé peu à peu les vieux mythes. En fouillant les archives, en pelant les masques idéologiques figés du passé, ils ont cerné les vrais problèmes historiques. D'abord, l'Amérique n'est pas l'Europe. La « liberté de la frontière » inculque une certaine indépendance à la population. Puis, la Révolution américaine sème déjà des idées « révolutionnaires » parmi la population canadienne : droit à l'habeas corpus, liberté de pensée, de parole et de conscience, assemblée élue et gouvernement responsable. En fait, l'on sait que les Lumières irriguent

PREFACE

Does it make any sense to talk about the French Revolution's influence on Canada, and Quebec in particular? How could a supposedly ignorant, conservative and backward people under the thumb of the clergy and the traditional elite be attracted by such a radical socio-economic, political and ideological upheaval? Surely the Conquest — that sign of Providence's beneficence, according to Chief Justice Smith — insulated the vanquished from the "unnatural" influence of their former motherland. It is not surprising that historiographers between 1840 and about 1950 had nothing to say about the French Revolution's influence on Canada. At most, there were a few brief references to such topics and events as Consul Adet's propaganda or David McLane's hanging in 1797. Neither English Canadian nor French Canadian historiographers seemed to be able to accept the fact that many socio-economic and ideological conflicts divided the two "nationalities" in Quebec or that revolutionary ideas imbued with atheism might have corrupted a people who were said to be good Catholics by both upbringing and inclination.

Since about 1950, Anglophone and Francophone historians have been gradually dispelling the old myths. By combing archives and stripping off the ideological masks of the past, they have uncovered the real historical problems. In the first place, America is not Europe. The "freedom of the frontier" instilled a certain independence in the people. Moreover, the American Revolution was already sowing among the people of Canada such "revolutionary" ideas as habeas corpus, freedom of thought, expression and conscience, elected assemblies and responsible government. During this same period, the Enlightenment thinkers were providing the elite

la pensée des élites à cette époque : présence de leurs œuvres dans les bibliothèques publiques et privées; vente de nombreux volumes, y compris *l'Encyclopédie*, à des particuliers; publication constante d'articles prônant des transformations telles que l'abolition du régime seigneurial et de la féodalité, l'enseignement neutre, le règne de la Justice et de la Raison, la fin des fanatismes religieux, l'existence d'un contrat social entre gouvernants et gouvernés, surtout à compter de 1784–1785.

Bien entendu, ces idées nouvelles influencent les élites au premier chef. Ainsi, la petite bourgeoisie canadienne-française (membres des professions libérales et petits marchands) réclame une Chambre d'assemblée, au grand dam des élites traditionnelles (le clergé et les seigneurs) qui se cramponneraient volontiers au *statu quo* de l'*Acte de Québec* (1774). L'alliance tactique des petits bourgeois canadiens et de la bourgeoisie britannique l'emporte, même si les uns et les autres aspirent à une Assemblée pour des objectifs différents : les premiers ambitionnent le pouvoir sur une colonie canadienne-française relativement autonome; les seconds, sur une colonie essentiellement britannique par ses intérêts et sa population.

Les Canadiens se réjouissent du droit de vote généralisé consenti par Londres : il leur confère une majorité certaine dans un Bas-Canada réduit au Québec actuel. Leur intérêt exige une approche « conservatrice », c'est-à-dire conforme aux traditions et au langage du parlementarisme britannique, mais en fait « démocratique » et « nationale », selon l'expression du gouverneur James Craig (1807–1811), dans la mesure où, au Canada, le vrai peuple élit ses représentants, contrairement au « peuple » restreint des bien nantis qui seuls ont droit de vote dans la métropole. Conférer à la masse les pouvoirs des élites aristocratiques ne convient guère à Londres.

with food for thought: their works were in public and private libraries, private individuals were buying them, including the *Encyclopédie*, and articles were constantly being published arguing for such changes as the abolition of the seigneurial system and of feudalism, secular education, the reign of Justice and Reason, the end of religious fanaticism and the existence of a social contract between governing and governed, particularly from 1784–1785 on.

Of course, these new ideas greatly influenced the elite. Thus, the French Canadian petite bourgeoisie (professionals and small merchants) demanded an elected assembly which was opposed by the traditional elite (the clergy and seigneurs) who wanted to maintain the status quo of the *Quebec Act* (1774). The tactical alliance of the Canadian petite bourgeoisie and British bourgeoisie prevailed even though they both wanted an assembly for different reasons: the former wanted a French Canadian colony that was relatively autonomous; the latter wanted a colony that was essentially English in population and interests.

The French Canadians rejoiced at the extended suffrage granted by London; it gave them a safe majority in a Lower Canada reduced to present-day Quebec. Their interests required a "conservative" approach — that is, one in keeping with the traditions and language of British parliamentarianism — but one that was in fact, as Governor James Craig, 1807–1811, put it, "democratic" and "national" insofar as, in Canada, the "real" people could elect their representatives, whereas only the wealthy had that right in Britain. However, granting aristocratic powers to the masses, particularly in a colony, was not what

102-04116/

Surtout s'il s'agit d'une colonie. La métropole protègera donc ses intérêts au moyen de conseils aristocratiques, auxquels devra s'allier la bourgeoisie britannique pour poursuivre ses projets.

Pourquoi tant parler des institutions parlementaires? C'est que la Révolution française éclate au moment même où l'on sait déjà au Canada que l'Angleterre concèdera bientôt des institutions représentatives. Comment alors s'attendre à ce que les élites canadiennes, même la petite bourgeoisie démocrate — « jacobine » dira-t-on au plus fort des luttes dans les années 1800 et 1830 —, et la bourgeoisie britannique, entièrement dépendante par ailleurs des marchés et du crédit anglais, puissent adhérer à une révolution encore imprécise? Si des deux côtés on applaudit à cette révolution, c'est qu'elle réhabilite la France, dit-on, et la dote d'un système de gouvernement similaire à celui de la Grande-Bretagne. Surtout après la tournure radicale de la Révolution, la petite bourgeoisie canadienne ne peut discerner l'intérêt d'un ralliement à des idéaux trop radicaux, criminels et traîtres au surplus dans un pays officiellement en guerre avec sa mère patrie anglaise contre la France depuis février 1793. Non, l'avenir semble pointer du côté des institutions parlementaires. Il faudra plus de trente ans d'usure et d'échecs pour déchirer le voile sur les véritables intentions britanniques derrière l'octroi d'un gouvernement apparemment représentatif.

Mais le peuple, dans tout cela? Les masses paysannes? Déjà, en 1775–1776, une partie des campagnes a accueilli, abrité et servi les envahisseurs américains : non que les Canadiens soient tombés soudainement dans les bras des « Bastonais » qu'ils trucidaient joyeusement avant la Conquête; mais ces Américains ont instauré l'élection des notables locaux sur leur passage, ont promis l'abolition des rentes seigneuriales, des corvées (là où elles existaient) et des

London had in mind. It thus protected its interests through aristocratic councils, to which the English Canadian bourgeoisie allied itself in order to pursue its own ends.

Parliamentary institutions assumed simply more importance when the French Revolution broke out just as Canada learned that Britain would soon be allowing representative institutions. There was therefore no reason to expect the Canadian elite — even the "democratic" petite bourgeoisie, called "Jacobin" by its opponents at the height of the struggles in the years 1800–1830, or the English Canadian bourgeoisie, which was entirely dependent on British credit and markets — to support a still inchoate revolution. If both groups applauded this revolution, it was because it reportedly rehabilitated France and established a system of government similar to Great Britain's. And as the Revolution turned increasingly radical, the French Canadian petite bourgeoisie could see no advantage in championing ideals that were excessively radical, criminal and, moreover, traitorous, in a country that had officially been at war against France, alongside Britain, since February 1793. The future obviously lay in parliamentary institutions. It would take more than thirty years of attrition and setbacks before Britain's real intentions in granting representative government would be revealed.

But what was the role of the people in all this? The common masses? Part of the countryside welcomed, sheltered and served the American invaders in 1775–1776. Not that the French Canadians suddenly fell into the arms of the "Bastonais" they had cheerfully

dîmes, et ont invité les habitants à confier à une assemblée élective le soin de déterminer les taxes qui les frapperaient !

Le déclenchement de la Révolution française et les rumeurs d'une invasion prochaine, en 1793-1794, ne peuvent que susciter de nouveaux espoirs de libération parmi la masse. Les témoignages sont trop nombreux sur les émeutes qui font rage de 1793 à 1797 et même sur les discours fort violents de certains leaders pourtant... illettrés. L'on sait que la propagande atteint la masse par divers canaux, notamment des lectures collectives, par exemple le dimanche après la messe, des agents et des propagandistes. Si les élites en appellent à la fidélité, à la religion et à la nationalité, les masses rurales demeurent imperméables à ces propos de leurs « exploiteurs » qui, justement, tant par l'État (loi de la milice, loi des chemins) que par l'appât du gain, se mettent à les exploiter davantage.

En soi, le message révolutionnaire français, tout comme la révolution des Lumières auparavant, ne moule nullement la mentalité populaire. Il se greffe cependant sur des conditions socio-économiques, politiques et ethniques objectives. Se réjouir d'une victoire française, c'est en même temps célébrer la défaite des Anglais. Est-ce révolutionnaire? Une chose est sûre : la masse semble disponible dans les années 1790. Mais il lui manque des leaders de prestige, capables d'organiser un projet collectif à l'échelle de la colonie. Les seigneurs et le clergé, par intérêt et conviction, s'y opposent, de même que les bourgeoisies canadienne et britannique, la première parce qu'elle fait confiance aux rouages parlementaires, et la seconde, par intérêt et par attachement aux institutions britanniques. Il faut attendre le début du XIX[e] siècle avant que la petite bourgeoisie ne réussisse la jonction avec le peuple autour d'un

slaughtered before the Conquest; but these Americans instituted popular elections in their wake, promised the abolition of seigneurial rents, corvées (where they existed) and tithes, and urged the habitants to give an elected assembly the authority to set their tax rates.

The outbreak of the French Revolution and the rumours of an imminent invasion in 1793-1794 were bound to raise the people's hope for liberation. There are many accounts of riots between 1793 and 1797 and even of inflammatory speeches by some nevertheless illiterate leaders. Propaganda reached the people through various channels, such as group readings — after Sunday mass, for example — agents and propagandists. Of course, the elite struck back. They appealed to religion and nationalism. But the rural masses remained impervious to their "exploiters," who used both the machinery of the State (*Militia Act, Roads Act*) and the lure of profit to further exploit them.

The revolutionary message from France did not in itself mould popular thinking, any more than the revolution of the Enlightenment had before. However, it did find fertile ground in the existing socio-economic, political and cultural conditions. Rejoicing in a French victory was also a way of celebrating a British defeat, but was that revolutionary? One thing is clear: the masses were ready in the 1790s. They only lacked leaders of stature, who were capable of organizing collective action on a colony-wide scale. The seigneurs and clergy opposed agitation because of self-interest and conviction, the French Canadian petite bourgeoisie because of their faith in the parliamentary process, and the English Canadian bourgeoisie because of self-interest and attachment to British institutions. It was not until the early nineteenth century that the petite bourgeoisie managed to join with the people in supporting a democratic and national ideal

Vue Orientale de Montréal, en Canada.
D'après un dessin de Thomas Patten (connu 1760). Gravée par P. Canot. Publiée par Thomas Jefferys, dans *Scenographia Americana*. Londres, 11 novembre 1768, 2e edition. Gravure au trait. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Publiée pour la première fois en 1762, cette gravure est considérée comme étant la première vue réaliste de Montréal. Elle est l'œuvre d'un officier britannique qui accompagnait le general Amherst en 1760.

An East View of Montreal, in Canada. From a drawing by Thomas Patten (active 1760). Engraved by P. Canot. Published by Thomas Jefferys in *Scenographia Americana*, London, November 11, 1768, 2nd edition. Line engraving. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

Published for the first time in 1762, this engraving is considered to be the first realistic depiction of Montreal. It is the work of a British officer who accompanied General Amherst in 1760.

idéal démocratique et national pouvant s'incarner au sein de la Chambre d'assemblée. Mais on ne sait pas encore qu'on s'engage dans une impasse.

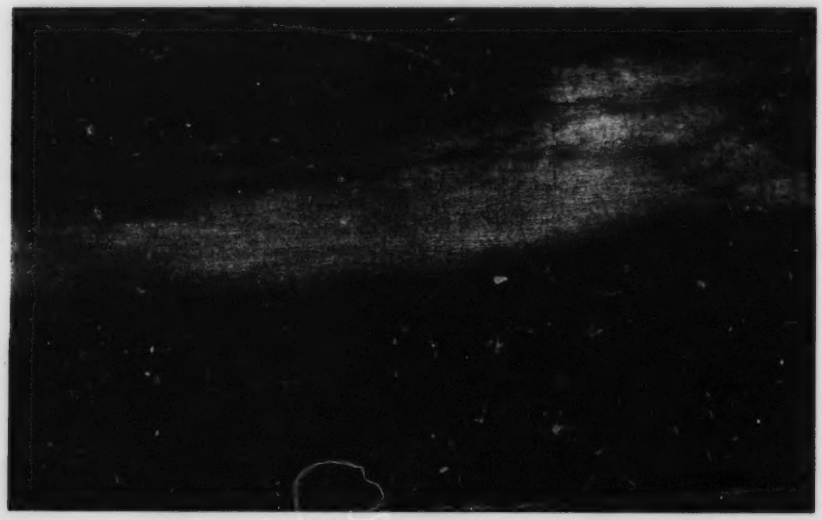
Par la suite, l'influence de la Révolution française se fait de moins en moins sentir. Bien sûr, on peut citer certains documents des Patriotes, retracer leur filiation jusqu'à la Déclaration des droits de l'homme, identifier un penchant pour le républicanisme, reconnaître des idées libérales. Mais le modèle existe déjà, tout à côté, aux États-Unis. Pour l'essentiel, le libéralisme des Patriotes s'inspire du modèle américain, non du modèle français. N'empêche que, dans la mesure où l'on ne peut compartimenter (ni confondre) la Révolution américaine et la Révolution française, on doit reconnaître que cette dernière s'inscrit sur une toile de fond qui colore fortement les luttes bas-canadiennes pour la souveraineté du peuple, pour la liberté politique et pour la liberté de pensée. Mais la réaction est toute proche, comme la marée haute sur la grève du temps.

Jean-Pierre Wallot,
Archiviste national du Canada.

that could be embodied in an elected assembly. They did not yet know that it represented a dead end.

Subsequently, the French Revolution was of diminishing importance. Of course, one could mention certain documents produced by the Patriotes and trace their lineage back to the Declaration of the Rights of Man, identify an inclination toward republicanism, acknowledge liberal ideals, and so forth. But the model already existed next door, in the United States. For the most part, the Patriotes' liberalism was inspired by the American model, not the French. However, insofar as the French and American Revolutions are related — but distinct — historical events, we must recognize that the French Revolution was played out against a backdrop which strongly coloured the struggles of the people of Lower Canada for sovereignty, political freedom and freedom of thought. But the reactionary backlash was fast approaching, like high tide on the shore of time.

Jean-Pierre Wallot
National Archivist of Canada



Montréal en 1781, vue de l'Île Sainte-Hélène. Richard Dillon (1749/50–1827). Huile sur toile. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Montreal in 1781, View of St. Helen's Island. Richard Dillon (1749/50–1827). Oil on canvas. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

MONTRÉAL, LE QUÉBEC ET LA RÉVOLUTION FRANÇAISE, 1789–1805

par Jacques Lacoursière

UNE NOUVELLE SANS SURPRISE

Les lecteurs de la *Gazette de Montréal* lisent, en première page de l'édition du 8 octobre 1789, des extraits d'une lettre qu'un négociant de Bordeaux écrivait à son frère demeurant au Québec. Dans la partie rédigée le 19 juillet précédent, on notait le passage suivant : « Un courrier expédié par un de nos députés nous a annoncé le calme rétabli. Il nous apprend qu'aussitôt qu'on eut connaissance du départ de Mr Necker (ministre d'État aux finances), 200 mille hommes dans Paris s'étaient armés; qu'ils s'étaient emparés de la Bastille, du Château de Bicêtre & de l'Hôtel des Invalides. Le Prévôt des Marchands qui avait voulu faire feu sur le peuple armé, a été mis en pièces sur-le-champ[1]. » Donc, quatre-vingt-six jours après l'événement, les Canadiens apprennent ce qui s'est passé à Paris. C'est là un délai normal, compte tenu qu'à l'époque, il s'écoule habituellement de six à douze semaines avant que les nouvelles européennes parviennent dans la vallée du Saint-Laurent.

La prise de la Bastille, qui marque le début de la Révolution française, cause peu de surprise au Québec. On sait déjà depuis longtemps que le mécontentement gronde dans l'ancienne mère patrie. Aussi bien dans les journaux que dans les correspondances particulières, les nouvelles arrivent régulièrement. Mais on semble incapable de concevoir les profonds changements qui vont bouleverser la France au cours des années qui suivent.

Depuis plusieurs années, les Canadiens avaient pu lire dans les deux journaux hebdomadaires publiés au Québec, soit

MONTREAL, QUEBEC AND THE FRENCH REVOLUTION, 1789–1805

by Jacques Lacoursière

NEWS OF THE REVOLUTION NOT UNEXPECTED

On October 8, 1789, the front page of the *Montreal Gazette* reprinted excerpts from a letter written by a merchant in Bordeaux to his brother in Quebec. A passage dated July 19 read, "A courier dispatched by one of our deputies has informed us that tranquility [sic] is restored. We are likewise told that as soon as (Finance Minister) Mr. Necker's departure was known, 200,000 men in Paris had taken up arms, seized upon the Bastille, the Château de Bicêtre and the Hôtel des Invalides. The Prévôt des Marchands who wanted to fire upon the people in arms, was immediately torn in pieces."[1] It wasn't until eighty-six days later that Canadians learned what had happened in Paris. This was not unusual, given the means of communications of the day; it usually took from six to twelve weeks for European news to make its way as far as the St. Lawrence Valley.

The fall of the Bastille, which marked the beginning of the French Revolution, caused little surprise in Quebec. People knew that discontent had been brewing in France for years. News arrived regularly via newspapers and personal correspondence. Yet few people had any indication of how profound the changes in France would actually be.

The two newspapers published in Quebec at the time, the *Quebec Gazette* and the *Montreal Gazette*, had been printing excerpts from works by French philosophers such as Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot and d'Alembert for several years. Copies of their works could also be found in the

la *Gazette de Québec* et la *Gazette de Montréal*, des extraits des écrits des philosophes français, comme Voltaire, Montesquieu, Rousseau, Diderot et d'Alembert. Les ouvrages de ces écrivains se retrouvaient aussi dans les bibliothèques de plusieurs Canadiens, voire même dans certains presbytères. En 1789, en quelques endroits, on a dû s'amuser à lire les pastiches des principales prières catholiques composés par des révolutionnaires. Comme, par exemple, le « Notre Père du Tiers-État », paru dans l'édition du 2 juillet 1789 de la *Gazette de Montréal*, ou encore l'« Ave Maria du Tiers-État », publié la semaine suivante.

Bien avant la prise de la Bastille, les idées de démocratie, de souveraineté du peuple et de liberté alimentent les conversations. On fait parvenir aux journaux, qui les publient, des réflexions sur le droit du peuple à participer à l'élaboration de sa propre législation. Sous la signature « Sidney », un appel au peuple est lancé dans la *Gazette de Montréal* du 1er janvier 1789 : « Tous les gouvernements portent en eux-mêmes le germe de leur propre dissolution, et les plus

libraries of many Canadians, and even in certain presbyteries. Some eighteenth-century readers would have been amused by parodies of important Catholic prayers like "Our Father of the Third Estate," published on July 2, 1789, and "Ave Maria of the Third Estate" printed the following week.

Well before the fall of the Bastille, the concepts of democracy, popular sovereignty and liberty were the subject of many conversations. Citizens wrote to the newspapers to express their feelings about the people's right to participate in formulating their own legislation. One such appeal, written by a man who identified himself as "Sidney," appeared in the *Montreal Gazette* on January 1, 1789: "All Governments have within themselves the seeds of their own dissolution, and the wisest institutions will not stand, unless defended by a spirit of liberty and watchfulness. When the natural rights of any of our fellow subjects are apparently at stake, every man has a right to judge for himself, and to declare his sentiments, as far as plain conclusions of reason and common sense will warrant. Amongst all the

***Engagement entre la frégate française* La Surveillante *et la frégate anglaise* The Québec.** Gravure au burin. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

La guerre d'Indépendance se déroule jusque sur les côtes de France. Le 6 octobre 1779, les deux frégates se démolissent mutuellement pendant trois heures et demie, au large d'Ouessant. Finalement, *The Québec* saute, avec son capitaine. *La Surveillante* gagne par défaut.

14 **[Battle between the French frigate *La Surveillante* and the English frigate *The Québec*].** Burin engraving. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The War of Independence was fought even as far away as the coast of France. On October 6, 1779, the two frigates engaged in a three-and-a-half-hour battle off Ouessant. When *The Québec* exploded, *La Surveillante* won by default.

sages constitutions, si elles ne sont pas défendues par l'esprit de liberté et de vigilance, seront bientôt anéanties. Quand les droits naturels de nos compatriotes paraissent en danger, chaque individu a le droit de juger pour lui-même, et de déclarer ouvertement sa façon de penser, si toutefois elle est conforme au sens commun et à la saine raison. Le premier et le plus essentiel de tous ces privilèges est celui de participer à la législation, et d'être gouverné par des lois de notre propre choix[2]. »

Au moment où Sidney écrit ces lignes, « The Province of Quebec » n'a pas de chambre d'assemblée. Depuis quelques années déjà, diverses pétitions ont été présentées aux autorités britanniques réclamant l'établissement d'institutions dont la tâche serait de légiférer sur le plan local. Certains pétitionnaires demandent que seuls les anciens sujets, c'est-à-dire ceux d'origine britannique, aient le droit de vote. D'autres veulent restreindre la participation au gouvernement à certaines classes de citoyens. Il faudra attendre encore deux années avant que Londres se décide à changer la constitution de sa colonie.

Tout comme en France, non seulement on réclame une plus forte participation du peuple au gouvernement, mais aussi on dénonce une classe de citoyens que l'on considère trop privilégiés : celle des seigneurs. Depuis le régime français, on avait fait appel à un système particulier de peuplement : la concession d'une terre à un seigneur avec obligation pour lui d'en céder, moyennant compensation, des portions à des censitaires qui les cultiveront. Le régime seigneurial canadien n'avait alors que les apparences de la féodalité. Les relations entre un seigneur et ses censitaires n'avaient quasi aucun rapport avec celles qui existaient alors en France entre les nobles propriétaires terriens et leurs vassaux. Mais la circulation des idées révolutionnaires va amener certains à dénoncer le

rights and privileges that of having a share in the legislation, governed by such laws as we ourselves choose, is the most fundamental and essential."[2]

At the time that Sidney wrote these lines, "the Province of Quebec" did not yet have an assembly, although a number of petitions had been presented to the British authorities calling for the establishment of institutions with a mandate to make local legislation. Some petitioners insisted that only old subjects, i.e., citizens of British origin, should have the right to vote. Others wanted to restrict participation in government to certain classes of citizens. It would be two more years before London decided to change the constitution of its colony.

Just as in France, people were demanding more participation in government, and were also denouncing a class of citizen they considered to be over-privileged: the seigneurs. The French regime had established a special system of colonization that was still in effect. Land was granted to a seigneur, who was in turn obliged to grant plots of land to the *censitaire*, or *habitant*, who actually cultivated the land, in return for *cens et rente*. The seigneurial system was in fact feudal in appearance only. Relations between the Canadian seigneur and his *habitants* had little in common with those that existed in France, between the noble landowners and their vassals. However, the revolutionary ideas circulating in the colony at the time moved

système seigneurial comme oppressif pour les habitants canadiens. Isaac Ogden, un juge montréalais, écrit dans l'édition du 4 juin 1789 de la *Gazette de Montréal* : « Est-ce celui qui cultive qui recueille? N'est-il pas démontré que la plus grande partie des terres appartient à des seigneurs ou à des riches particuliers qui en dépensent le revenu dans les villes. (...) Pourquoi faut-il que le vil intérêt empoisonne les plus heureux projets? Pourquoi se trouve-t-il des hommes qui ne savent pas mettre de bornes à leurs avides désirs? Pourquoi se trouve-t-il des monstres qui voient avec joie les pleurs de la misère, et attendent avec impatience l'épouvantable crise de la famine; il serait cependant facile de mettre un frein à l'avidité de ces êtres abominables, sur lesquels on ne peut arrêter les regards sans rougir d'être homme[3]. »

La conduite des seigneurs n'est pas la seule à être dénoncée. À l'époque, surtout chez ceux qui ont été marqués par Voltaire, il est tout à fait normal que le clergé catholique fasse l'objet de violentes dénonciations.

some people to denounce the seigneurial system as being oppressive to the Canadian *habitants*. Isaac Ogden, a Montreal judge, wrote the following in the June 4, 1789 edition of the *Montreal Gazette*, "Is he who cultivates the one who harvests? Has it not been demonstrated that the great majority of the lands belong to seigneurs or wealthy individuals who spend the revenues thereof in the cities? (...) Why must vile interests poison the most pleasant designs? Why do men exist who are incapable of imposing limits on their greedy desires? Why do monsters exist who enjoy hearing cries of misery, impatiently awaiting the appalling crisis of famine; yet it would be easy to put a stop to the greed of these abominable creatures, upon whom one cannot gaze without reddening at being a man."[3]

The seigneurs were not the only ones whose conduct was denounced. In fact, it was almost routine for the Catholic clergy to be violently denounced, especially by those who had been influenced by Voltaire.

Luzerne, du Portail, Rochambeau, Viomenil, De Grasse. Généraux et amiral des armées royales de France. Gravée par J. Rogers, Angleterre. Publiée à New York. Gravure, techniques variées. Musée David M. Stewart. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Les forces de Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, comte de Rochambeau, lieutenant-général des armées du Roi de France, et celles du comte François-Joseph-Paul De Grasse, amiral de la flotte, jointes à celles de George Washington, général en chef des forces américaines, amèneront la capitulation des loyalistes à Yorktown en 1781. La participation de la France à la guerre d'Indépendance américaine contribuera à la propagation des idées de liberté et d'égalité.

Luzerne, du Portail, Rochambeau, Viomenil, De Grasse. Generals and Admiral of the French Royal Armies. Engraved by J. Rogers, England. Published in New York. Engraving, various techniques. David M. Stewart Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

In 1781, the troops under Jean-Baptiste Donatien de Vimeur, Count du Rochambeau, Lieutenant-General of the King of France's armies and the forces under Count François-Joseph-Paul De Grasse, Admiral of the Fleet, together with the American soldiers under General George Washington, defeated the Loyalists in Yorktown. France's participation in the American War of Independence contributed to the propagation of ideas of liberty and equality.

La base de toutes les accusations est la notion de liberté de l'individu. Le texte de la Déclaration des droits de l'homme, adopté à Paris le 26 août 1789, sera publié dans les journaux québécois quelques semaines plus tard. Sous la signature « Le Voyageur », un citoyen le commentera dans la *Gazette de Montréal* du 24 décembre suivant : « En politique, il est un nombre infini de conventions locales, qui contrarient la liberté d'une manière infiniment trop spécieuse pour ne pas faire désirer d'étendre sa base. Pour abréger les difficultés, il est donc essentiel de partir du premier principe de la liberté & de déclarer positivement, que chaque individu étant libre, tous les hommes réunis ne peuvent être déclarés des esclaves. Que c'est de la réunion des forces individuelles que l'on forme la force publique & que, lorsque chaque homme a retiré la sienne, il n'en reste plus au gouvernement[4]. »

Les idées de droits et de liberté du peuple se retrouvent donc souvent exprimées dans les journaux, mais on ignore jusqu'à quel point elles étaient alors discutées par les Canadiens. Mais elles ne

All of these denunciations were based on the concept of freedom of the individual. The text of the Declaration of the Rights of Man, adopted in Paris on August 26, 1789, was published in Quebec newspapers a few weeks later. Identifying himself as "Le Voyageur," a citizen commented in the December 24 edition of the *Montreal Gazette* that, "In politics, there are an infinite number of local conventions which thwart liberty in a manner infinitely too specious as to not wish to have its base extended. To reduce these difficulties, it is therefore essential to start with the first principle of liberty & to positively declare that as each individual is free, all men reunited cannot be declared slaves. That it is with the joining together of individual strengths that public strength is formed and that, when each man has withdrawn his own, no more remains for government."[4]

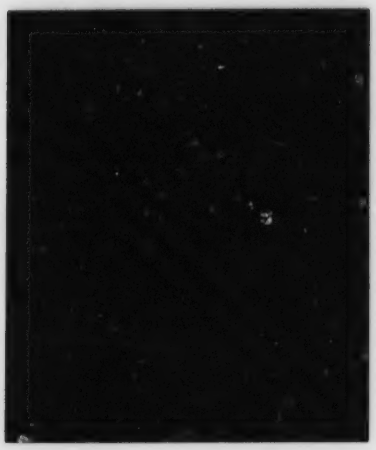
Although ideas about popular rights and freedoms were often expressed in the newspapers of the day, it is not known to what extent they were actually discussed by Canadians. Although we

Presse d'imprimerie de la fin du XVIII[e] siècle. Réplique, bois et métal. Musée régional de Vaudreuil-Soulanges. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

C'est sur une presse semblable que Fleury Mesplet a imprimé les exemplaires de sa *Gazette de Montréal*.

Late Eighteenth-Century Printing Press. Replica, wood and metal. Musée régional de Vaudreuil-Soulanges. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

It was on a printing press similar to this one that Fleury Mesplet printed copies of his *Montreal Gazette*.



Guy Carleton, lord Dorchester (1724–1808). Copie par le baron Eyvino H. de Dirkinck Holmfeld (connu entre 1893–1895). Huile sur toile. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Guy Carleton, Lord Dorchester (1724–1808). Copy by Baron Eyvino H. de Dirkinck Holmfeld (known from 1893–1895). Oil on canvas. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

devaient certes pas les laisser indifférents, même si, pour plusieurs, en 1789, le problème majeur est de trouver quelque chose à manger.

L'hiver de 1788–1789 est pénible. Le froid est intense. La récolte a été mauvaise. Pour subsister, plusieurs habitants doivent utiliser le blé mis de côté pour les prochaines semences. On doit faire venir des grains d'Angleterre et des États-Unis. La rumeur court que des gens sont morts de faim. Certains en sont réduits à tuer leurs chevaux et à les manger. On se rappelle alors la grande famine de 1757 où les autorités militaires françaises avaient même menacé de prison ceux qui refuseraient de manger la chair du « meilleur ami de l'homme ». Le 11 avril 1789, le gouverneur Dorchester signe donc une ordonnance « qui aide le pauvre dans le prêt des semences de blé & autres grains nécessaires ». Mais, en attendant une nouvelle récolte, qui sera aussi pauvre, à Montréal, on met sur pied un comité spécial pour recueillir les dons pour les miséreux. Au tout début du mois de juin, le public est informé que, « pendant l'espace de huit semaines, un nombre proportionné de plus de six cents rations de provisions, consistant en une demi-livre de pain & une demi-livre de bœuf par jour, en outre une petite portion de pois pendant les trois premières semaines, ont été livrées aux pauvres; ce qui a contribué à supporter & soulager journellement plus de quatorze cents malheureuses personnes[5] ».

Malgré tout, au Québec, la misère est beaucoup moins grande qu'en France à la même période. Elle est insuffisante pour amener la population à se soulever contre les gouvernants.

do know that citizens were not indifferent, for many, the most serious problem in 1789 was finding something to eat.

The winter of 1788–1789 was very hard and extremely cold. The 1788 harvest had been poor. Many *habitants* were forced to eat the wheat they had set aside for the next year's seed. Grain had to be imported from England and the United States. People were rumoured to be dying of starvation. Some were reduced to killing and eating their horses to survive. The situation was reminiscent of the famine of 1757, when the French military authorities had threatened to imprison anyone who refused to eat "man's best friend." On April 11, 1789, Governor Dorchester signed an order "for the relief of the poor, in the loan of seeds for corn and other necessaries." But in the meantime, a special committee was set up in Montreal to collect donations for the needy to tide them over until the next harvest, which would also be a very poor one. In early June, the public was informed that "for the space of eight weeks, the equivalent of more than six hundred rations of provisions, consisting of a half-loaf of bread & a half-pound of beef per day, in addition to a small portion of peas for the first three weeks, has been delivered to the poor; which has contributed to the support and daily relief of more than fourteen hundred unfortunate people."[5]

Nevertheless, poverty in Quebec was far less serious than it was in France at that time and was not enough to cause a popular uprising.

LE QUÉBEC EN 1789

Au moment où éclate la Révolution française, la population totale du Québec est d'environ 195 000 habitants. La ville de Montréal en compte 18 000 et celle de Québec, 14 000. C'est à cette époque que la future métropole du Canada prend les devants. Québec demeure toujours la capitale de la colonie, mais elle perd graduellement de son importance économique.

Les francophones forment encore une très forte majorité de la population. Les anglophones viennent cependant de connaître un apport important avec l'arrivée de loyalistes américains. On évalue entre 7 000 et 9 000 le nombre de sujets des Treize Colonies qui, pour demeurer fidèles au roi d'Angleterre, ont émigré dans la province de Québec. Le nom de « Canadiens » n'est plus réservé aux habitants d'origine française. Des Anglais, des Écossais et des Irlandais, installés au pays depuis quelques décennies, désirent eux aussi être appelés « Canadiens ».

QUEBEC IN 1789

At the outbreak of the French Revolution, Quebec's total population was approximately 195,000. Montreal had a population of 18,000 and Quebec City, 14,000. It was at this time that Montreal began to take over as a future Canadian metropolis. While Quebec City remained the capital of the colony, it gradually lost its economic importance.

The vast majority of the population was still French-speaking, although the number of anglophones increased considerably with the arrival of the American Loyalists. From 7,000 to 9,000 people had emigrated from the Thirteen Colonies to the province of Quebec, wishing to remain loyal to the King of England. The term "Canadien" was no longer reserved only for those of French origin. English, Scottish and Irish colonists who had lived in the country for several decades also wished to be called Canadian.

[Une vue de la cité de Montréal et du fleuve Saint-Laurent depuis la montagne]. D'après Edward Walsh (1756–1832). Gravée par John Bluck. Publiée par R. Ackerman, Londres, 1811. Aquatinte avec rehaut d'aquarelle. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Aux 18 000 habitants de Montréal s'ajoutent les 3 000 autres des localités de Pointe-Claire, Sainte-Geneviève, Saint-Laurent et Sault-au-Récollet.

A View of the City of Montreal & the River St. Lawrence [sic] from the Mountain. From a drawing by Edward Walsh (1756–1832), 49th Reg't. Engraved by John Bluck. Published by R. Ackerman, London, 1811. Aquatint heightened with watercolour. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Montreal's population at the time was 18,000, while another 3,000 people lived in Pointe-Claire, Sainte-Geneviève, Saint-Laurent and Sault-au-Récollet.

Surtout à cause de l'augmentation rapide de la population, les relations entre les groupes ethniques sont parfois tendues. Les loyalistes éprouvent quelques difficultés à s'établir sur des terres relevant de seigneurs francophones et où les lois appliquées sont d'origine française. D'autre part, les autorités britanniques ont quelque réticence à laisser ces émigrés volontaires s'installer près de la frontière, dans la région qui prendra le nom de « Eastern Townships », les Cantons de l'Est. Il faut donc ouvrir de nouvelles régions à la colonisation. Celles-ci sont surtout situées à l'ouest de Montréal. Bien plus, les loyalistes, qui arrivent ici avec l'auréole du martyre, veulent l'établissement d'une chambre d'assemblée, une chambre où ils souhaitent avoir la majorité. Des pétitions réclamant de profondes modifications à la constitution établie en 1774 avec l'*Acte de Québec* sont expédiées à Londres.

Pour lord Dorchester, le gouverneur de la colonie, l'heure n'est pas encore arrivée d'effectuer de grands changements dans l'administration du Québec. Le 8 novembre 1788, il avait tracé le bilan suivant de la situation : « Le commerce

Due largely to the rapid increase in population, relations between the ethnic groups were sometimes strained. The Loyalists experienced some difficulties settling on lands owned by French-speaking seigneurs, governed by French civil law. Furthermore, the British authorities were somewhat reluctant to allow these voluntary emigrants to settle close to the American border, in the area that became known as the Eastern Townships. As a result, new areas had to be opened to colonization. These were mainly situated west of Montreal. An even more pressing issue was that the Loyalists, who had arrived in Canada with an aura of martyrdom about them, wanted to see the establishment of an assembly, in which they would have the majority. Petitions calling for major changes in the constitution established in 1774 with the *Quebec Act* were sent off to London.

Lord Dorchester, the colony's governor, did not feel that the time had come to make major changes in Quebec's administration. This is how he described the situation in the colony on November 8, 1788, "The Commerce of the country being chiefly carried on by the English

[La ville de Trois-Rivières]. John Lambert (connu 1806–1808). Publiée par Richard Taylor and Co., dans *Travels through Canada and the United States of North America in the years 1806–1807 & 1808*, Londres, 1810. Aquatinte. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The Town of Three Rivers. John Lambert (active from 1806–1808). Published by Richard Taylor and Co. in *Travels through Canada and the United States of North America in the years 1806–1807 & 1808*, London, 1810. Aquatint. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

du pays se faisant surtout par les Anglais, la population des villes de Québec et de Montréal s'en trouve singulièrement mêlée, à peu près dans la proportion d'un Anglais pour deux Canadiens. Quelques-uns des premiers demeurent aussi à Trois-Rivières, à Terrebonne, à William-Henry (Sorel), à Saint-Jean et à l'entrée du lac Champlain, et un petit nombre sont dispersés parmi les Canadiens dans les paroisses rurales. La traite des fourrures en a groupé quelques centaines à Détroit, comme la pêche en a attiré à la baie des Chaleurs et à d'autres endroits du district de Gaspé. La proportion du nombre d'Anglais à celui des Canadiens dans les districts de Québec et de Montréal, à l'exclusion des villes, peut être environ d'un à quarante; dans les mêmes districts y compris les villes, d'un à quinze; dans le district de Hesse, d'un à trois; dans celui de Gaspé, de deux à trois; et dans toute la province prise dans l'ensemble, d'environ d'un à cinq.

« C'est principalement la classe commerçante de la société des villes de Québec et de Montréal qui préconise le changement des lois et du régime administratif par l'institution d'une assemblée. Les

occasions a considerable mixture of inhabitants in the towns of Quebec and Montreal, nearly in the proportion of one British to two Canadians. Some of the former are also settled at Three rivers [sic], Terrebonne, William Henry [Sorel], Saint Johns, and the entrance of Lake Champlain, and a small number are dispersed among the Canadians in the country parishes; the fur trade has collected some hundreds at Detroit, as the fisheries have at the bay of Chaleurs, and other parts of the district of Gaspe. The proportions of British and Canadians in the two districts of Quebec and Montreal, exclusive of the towns, may be about one to forty, in the same districts, inclusive of the towns, one to fifteen, in the district of Hesse one to three, in the district of Gaspe two to three, and in the whole province, taken together about one to five.

"A change of the laws and form of government, by the introduction of an assembly, is chiefly promoted by the commercial part of the community, in the towns of Quebec and Montreal. The Canadian Habitants, or farmers, who may be stiled the main body of the

[Ville de Sorel, Bas-Canada]. John Lambert (connu 1806–1808). Publiée par Richard Taylor and Co., dans *Travels through Canada and the United States of North America in the years 1806–1807 & 1808*, Londres, 1810. Aquatinte. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Town of Sorel, Lower Canada. John Lambert (active from 1806–1808). Published by Richard Taylor and Co. in *Travels through Canada and the United States of North America in the years 1806–1807 & 1808*, London, 1810. Aquatint. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

[Vue de Québec depuis la pointe Lévis]. D'après un dessin de George Heriot (1759–1839). Gravée par Joseph Constantine Stadler (1780–1812). Publiée par Richard Phillips, dans *Travels Through the Canadas*, Londres, 1807. Gravure au pointillé. Musée David M. Stewart. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

View of Quebec taken from Point Levi [sic]. From a drawing by George Heriot (1759–1839). Engraved by Joseph Constantine Stadler (1780–1812). Published by Richard Phillips in *Travels Through the Canadas*, London, 1807. Stipple engraving. David M. Stewart Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

habitants canadiens ou fermiers, que l'on pourrait dénommer le corps principal des francs-tenanciers du pays, n'ayant que peu ou pas d'éducation, ignorent la portée de la question et seraient, je crois, en faveur ou contre, selon qu'ils s'en rapporteront avec plus de confiance aux sentiments des autres. Le clergé ne semble pas s'être immiscé. Mais les gentilshommes canadiens s'opposent généralement au projet; ils ne veulent pas de l'introduction d'un code de nouvelles lois dont ils ne connaissent ni la portée ni les tendances; ils expriment la crainte que l'organisation d'une chambre causera beaucoup de malaise et d'anxiété parmi le peuple et pensent que le bas niveau de l'instruction du pays exposerait celui-ci à adopter et à prendre de mauvaises mesures et à des dangers qui ne menaceraient pas un peuple plus éclairé. Je tiens pour assuré que la crainte de la taxation est l'un des motifs des adversaires du changement et qu'elle exercerait certainement une influence décisive sur les sentiments du vulgaire s'il venait à examiner le mérite de la question[6]. »

Dorchester est également contre la division du territoire : « À mon sens, écrit-il, la division de la province n'est en aucune façon opportune à cette heure, pas plus dans l'intérêt des nouveaux que des anciens districts, et je ne vois pas

freeholders of the Country, having little or no education, are unacquainted with the nature of the question, and would, I think, be for, or against it, according to their confidence in the representations of others. The Clergy do not appear to have interfered. But the Canadian gentlemen in general are opposed to the measure; they object to the introduction of a body of new laws, to the extent and tendency of which they are strangers; they express apprehensions of much disquietude among the people from the introduction of an assembly, and conceive that the low state of learning and knowledge in the country would lay them open to the pursuit and adoption of wrong measures, and to dangers, which a more enlightened people would not be exposed to. The fear of taxation, I take for granted, is among the motives of those, who are adverse to the change, and would no doubt strongly influence the sentiments of the common people, if they should come to consider the merits of the question."[6]

Dorchester was also opposed to dividing the territory: "A division of the province, I am of the opinion, is by no means advisable at present, either for the interests of the new, or the ancient districts, nor do I see an immediate call for other regulations, than such as are involved in the subjet of the general

non plus de besoin urgent d'édicter des règlements autres que ceux impliqués dans le sujet de la jurisprudence générale du pays. En fait, il serait encore, il me semble, prématuré d'accorder aux postes de l'Ouest une organisation supérieure à celle d'un comté". »

L'*Acte de Québec* avait été adopté alors que débutait la Révolution américaine. Cette loi, considérée par les Américains comme la « cinquième loi intolérable », aurait été votée pour empêcher les Canadiens d'adhérer à la cause de l'indépendance. Elle agrandissait considérablement les frontières de la « Province of Québec » : en 1763, celles-ci s'étendaient de la pointe de la Gaspésie jusqu'à l'extrémité sud du lac Nipissing, du lac Saint-Jean à la ligne formée par le 45e degré de latitude nord. En 1774, les frontières reculent de presque partout : elles englobent le Labrador, l'île Anticosti, la région des Grands Lacs jusqu'à l'Ohio et, au nord, « jusqu'à la borne méridionale du territoire concédé aux marchands aventuriers d'Angleterre qui font la traite à la baie d'Hudson (Hudson's Bay Company)[8] ».

jurisprudence of the country. Indeed it appears to me, that the western settlements are as yet unprepared for any organization, superior to that of a county."[7]

The *Quebec Act* had come into effect in 1774, at the beginning of the American Revolution. Considered by the Americans to be the fifth "Intolerable Act," it had been adopted in an attempt to prevent Canadians from taking up the cause of independence. For one thing, it considerably enlarged the boundaries of the "Province of Quebec." In 1763, the borders of the province had extended from the tip of the Gaspé peninsula to the southernmost point of Lake Nipissing, from Lac Saint-Jean to the 45th latitude in the north. In 1774, these borders expanded in nearly every direction. The province now encompassed Labrador, Anticosti Island, the Great Lakes region as far as Ohio, and to the north, "to the southern bounds of the territory ceded to the English merchant adventurers who trade with the Hudson's Bay Company."[8]

Carte Nouvelle de l'Amérique Angloise contenant tout ce que les Anglois possèdent sur le Continent de l'Amérique Septentrionale savoir le Canada, la Nouvelle Ecosse ou Acadie, les treize Provinces unies... qui sont les quatres (sic) Colonies de la Nouvelle Angleterre... Matthieu Albert Lotter (1741–1810), cartographe. 1778. Bibliothèque nationale du Québec. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Les cartes de cette époque correspondent souvent davantage aux aspirations qu'à la réalité. Sur cette carte, le New Hampshire se rend jusqu'au lac Saint-Pierre près de Trois-Rivières.

[New Map of English America containing all that the English possess on the Continent of North America otherwise known as Canada, Nova Scotia or Acadia, the thirteen united Provinces... which are the four Colonies of New England]. Matthieu Albert Lotter (1741–1810), cartographer. 1778. Bibliothèque nationale du Québec. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The rather fanciful nature of maps of this era reflects aspirations more than reality. For example, New Hampshire is shown extending as far north as Lac Saint-Pierre, near Trois-Rivières.

Non seulement l'*Acte de Québec* agrandissait le territoire, mais il reconnaissait les lois civiles françaises, maintenait les lois criminelles anglaises, modifiait la formule du serment de fidélité au roi pour le rendre acceptable aux catholiques et reconnaissait le régime seigneurial. La structure administrative n'était pas touchée en profondeur. Le gouverneur, représentant le roi, était assisté d'un conseil exécutif et d'un conseil législatif.

À partir de 1789, à Londres, on étudie avec de plus en plus d'attention le projet de modifier la constitution du Québec. On ne sait trop quelle influence les événements qui se déroulent en France ont sur la marche du débat. Pour certains historiens, la situation est presque semblable à celle qui prévalait en 1774. Les législateurs anglais craignent un mouvement de sympathie des Canadiens en faveur de la Révolution française qui aurait pu conduire à l'indépendance de la colonie, ce qui les amène à céder du pouvoir aux habitants de la province de Québec. Pour d'autres historiens, le mouvement est enclenché bien avant la prise de la Bastille. Pour ces historiens, l'*Acte constitutionnel* de 1791 n'a pas de

Not only did the *Quebec Act* enlarge the colony's territory, it also recognized French civil law, maintained English criminal law, amended the oath of allegiance to the King to make it acceptable to Catholics and recognized the seigneurial system. The administrative structure was not affected in any major way. The Governor, representing the King, was assisted by an executive council and a legislative council.

By 1789, however, the plan to change the Quebec constitution was being studied more attentively by London. It is not known how much the events taking place in France affected the debate. Some historians feel that the situation was similar to that which existed in 1774, when English legislators feared that Canadians would be sympathetic to the cause of independence and therefore granted more power to Quebec colonists. In the opinion of other historians, however, the movement was already under way well before the fall of the Bastille. In their view, the *Constitutional Act* of 1791 was unrelated to the events taking place in France. In supporting the plan to amend the colony's constitution, Minister William Pitt was

lien avec ce qui se déroule dans l'ancienne mère patrie. Une des intentions du ministre William Pitt en appuyant le projet de modification de la constitution de la colonie est claire : amener la fusion en douce des deux groupes ethniques. « Les sujets français, déclare-t-il lors du débat à la Chambre des communes, se convaincront ainsi que le gouvernement britannique n'a aucune intention de leur imposer les lois anglaises. Et alors ils considéreront d'un esprit plus libre l'opération et les effets des leurs. Ainsi, avec le temps, ils adopteront peut-être les nôtres par conviction. Cela arrivera beaucoup plus probablement que si le gouvernement entreprenait soudain de soumettre tous les habitants du Canada à la constitution et aux lois de ce pays. Ce sera l'expérience qui devra leur enseigner que les lois anglaises sont les meilleures. Mais ce qu'il faut admettre, c'est qu'ils doivent être gouvernés à leur satisfaction[9]. »

L'*Acte constitutionnel*, qui reçoit la sanction royale le 10 juin 1791, divise la province de Québec en deux parties qui prendront les noms de Haut-Canada et de Bas-Canada. Deux mois plus tard, la frontière entre les deux sera fixée à

certainly very clear about one of his intentions: to quietly bring about the unification of the two ethnic groups. "The French subjects," he said during the debate in the House of Commons, "will thus become convinced that the British government has no intention of imposing English law upon them. Then they will consider with a freer spirit the operation and the effect of theirs. Thus, with time, they will perhaps adopt ours by conviction. That will happen more probably than if the government suddenly undertook to submit all inhabitants of Canada to the constitution and laws of this country. It will be experience which will teach them that English laws are the best. But it must be admitted that they ought to be governed to their satisfaction."[9]

The *Constitutional Act*, which received royal approval on June 10, 1791, divided the province of Quebec into two parts — Upper Canada and Lower Canada. Two months later, the border between the two was set at the western edge of the seigneury of Vaudreuil. The most important point in the new act was the establishment of a legislative assembly in which the members were to be elected

[Cité de Montréal depuis la montagne]. D'après un dessin de George Heriot (1759–1839). Gravée par Cartwright. Publiée par Richard Phillips, dans *Travels Through the Canadas*, Londres, 1807. Aquatinte avec rehaut d'aquarelle. Archives nationales du Canada. Photo : Archives nationales du Canada.

Au flanc de la montagne, c'est la campagne, avec ses vergers et ses jardins maraîchers. On appelle alors la ville, la partie à l'intérieur des murs. Les faux bourgs (faubourgs) sont en périphérie des murs et, au-delà, c'est la campagne.

City of Montreal taken from the Mountain. From a drawing by George Heriot (1759–1839). Engraved by Cartwright. Published by Richard Phillips in *Travels Through the Canadas*, London, 1807. Aquatint heightened with watercolour. National Archives of Canada. Photo: National Archives of Canada.

The actual City of Montreal was situated within the walls. The *faux bourgs (faubourgs)*, literally false towns, were the settlements outside the walls. Beyond that was the countryside and the slopes of the mountain, covered with orchards and vegetable gardens.

l'extrémité ouest de la seigneurie de Vaudreuil. Le point le plus important de la nouvelle loi est l'établissement d'une chambre d'assemblée dont les membres seront élus à la majorité des voix des personnes qualifiées pour voter. On ne fait pas de distinction de sexe, de sorte qu'une femme qui répond aux exigences de la loi possède les mêmes droits qu'un homme.

Pour plusieurs Canadiens, l'établissement d'une chambre d'assemblée est le premier pas vers la reconnaissance de certains droits. Ils soulignent leurs espoirs lors des manifestations marquant l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, le 26 décembre 1791. Des banquets sont organisés tant à Québec qu'à Montréal. Les citoyens de la haute-ville de Québec lèvent vingt-trois fois leur verre, ne soulignant que la Révolution de 1688 en Angleterre. Ceux de la basse-ville portent trente-six toasts : « 23^{e} Puisse le succès de l'agriculture nous procurer l'abondance de bons vins; 24^{e} Liberté de conscience, avec trois acclamations; 25^{e} L'abolition du régime féodal; 26^{e} Puisse la distinction d'anciens et de nouveaux sujets être ensevelie dans l'oubli et puisse la dénomination de sujets canadiens exister toujours; (...) 36^{e} Des jours d'aisance et des nuits de plaisir sous la nouvelle Constitution[10]. » On connaît peu de détails sur les banquets organisés à Montréal. Probablement, la Société des Patriotes a-t-elle souligné à sa façon l'événement. On y aurait réclamé la liberté de la presse ainsi que l'abolition du régime seigneurial et des lois brimant la liberté individuelle.

Si, pour les historiens contemporains, il est difficile de préciser les raisons exactes qui incitent le gouvernement britannique à accorder au Québec une

by a majority of eligible voters. No distinctions were made with regard to gender; women who met the requirements of the law had the same right to vote as men.

For many Canadians, the establishment of an assembly was a first step towards recognizing certain fundamental rights. These hopes were reflected in some of the events organized to mark the coming into force of the new constitution on December 26, 1791. Public dinners were organized in Quebec City and Montreal. The citizens of Quebec's upper town raised their glasses twenty-three times, hailing the 1688 Revolution in England. Merrymakers in the capital's lower town proposed thirty-six toasts. Here are some examples: "23rd: May success in agriculture give us good wine in abundance; 24th: Three cheers for freedom of conscience; 25th: Abolition of the feudal system; 26th: May the distinction between old and new subjects be buried in forgetfulness and may the title of Canadian subjects survive forever; (...) 36th: Here's to days of affluence and nights of pleasure under the new Constitution."[10] Few details are available about the banquets organized in Montreal. The Société des Patriotes would probably have marked the event in its own way. Its members would have demanded freedom of the press, abolition of the seigneurial system and aboliton of laws suppressing individual freedom.

nouvelle constitution, pour ceux qui vivent en 1791 les choses semblent un peu plus claires, surtout si l'on a un penchant pour les idées révolutionnaires. Ainsi, par exemple, Henri Mézières, un jeune Canadien dans la vingtaine qui ne cache pas sa sympathie pour les philosophes comme Voltaire ou Rousseau et qui se rendra en France pour participer à la révolution, est convaincu que l'Angleterre a bougé à cause de ce qui se passe en Europe. Dans un mémoire adressé au citoyen Dalbarde, ministre de la Marine française, le « 15 nivôse, an 2 de la République française », il affirme : « La Révolution française fut connue en Canada, et les douceurs qu'elle promettait firent apercevoir plus amèrement aux Canadiens leur séparation de ce grand état. (...) Bientôt les Canadiens se levèrent ensemble pour demander une réforme. Après bien des contestations, l'Angleterre leur donna une forme de gouvernement calquée à peu de chose près sur le sien propre. Ainsi le Canada dut à la France, en 1791, une petite amélioration de son sort[11]. » Pour les démocrates inconditionnels, la France apparaît donc comme le modèle des libérateurs, comme le pays qui influence l'évolution de l'Europe occidentale et, par voie de conséquence, l'Amérique.

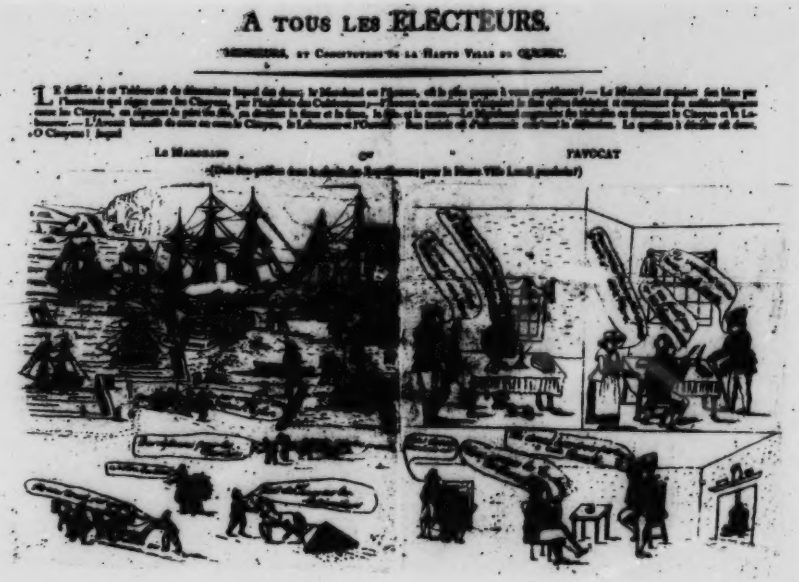
Although it may be difficult for contemporary historians to specify exactly which factors led the British government to give Quebec a new constitution, matters seemed a little clearer to those who lived in 1791, especially those who leaned towards revolutionary ideas. One such person was Henri Mézières, a young *Canadien* in his twenties, who did not conceal his admiration for philosophers like Voltaire and Rousseau. He was on his way to France to take part in the revolution, and was convinced that England had reacted to events in Europe. In a memorandum addressed to citizen Dalbarde, Minister of Marine, on "15 nivôse, year 2 of the French Republic" he wrote, "We have heard about the French Revolution in Canada, and the pleasures it has promised has made *Canadiens* view their separation from this great state with bitterness. (...) Soon *Canadiens* will rise together to demand reform. After much contention, England has given us a form of government based on its own. In that, Canada owes a small improvement of its fate in 1791 to France."[11] To unconditional democrats, France stood as a model of liberty, as a land which had affected the development of western Europe and consequently, America.

Boîte couverte. Bois peint. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Aux couleurs du drapeau de la Révolution : le bleu et le rouge, couleurs de la ville de Paris, encadrant le blanc, couleur de la royauté. Les principaux symboles sont présents : bonnet phrygien, emblème de l'affranchissement du peuple; le fil à plomb, symbole maçonnique. Dans certaines œuvres d'art, ce dernier signifie « la justice tempérée de clémence ».

Covered Box. Painted wood. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The colours of the revolutionary flag and the City of Paris, red and blue, frame the white, the colour of royalty. Two of the important revolutionary symbols are represented: the Phrygian cap, emblem of emancipation, and the plumbline, a Masonic symbol. In some works of art it signifies "justice tempered with mercy."



À tous les ÉLECTEURS. Messieurs, et Concitoyens de la Haute Ville de Québec. Graveur inconnu. Québec, vers 1792. Placard à l'eau-forte. Textes typographiés et manuscrits. Collection de Canadiana Lawrence Lande dans le Département des livres rares et des collections spéciales, Université McGill. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Lors des élections de 1792, marchands et avocats s'affrontent à Québec. Ces deux placards juxtaposés sont probablement commandés par le candidat William Grant, un riche marchand de Québec, qui veut démontrer sa supériorité sur son adversaire, l'avocat Jean-Antoine Panet.

[To all VOTERS, Gentlemen and Fellow Citizens of the Upper Town of Quebec]. Engraver unknown. Quebec, c. 1792. Etched poster. Printed and handwritten text. Lawrence Lande Collection of Canadiana of the Department of Rare Books and Special Collections, McGill University. Photo: McCord Museum of Canadian History.

Merchants and lawyers were on opposing sides during the 1792 elections in Quebec City. This poster was probably put out by candidate William Grant, a wealthy Quebec merchant, in his attempt to prove his superiority over his opponent, lawyer Jean-Antoine Panet.

Qu'importent les raisons qui expliquent l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, les Canadiens votent pour la première fois au cours de l'été 1792. Le nombre des députés à élire est de cinquante pour les vingt et une circonscriptions électorales que compte le Bas-Canada. Au contraire d'aujourd'hui, les citoyens ne votent pas tous le même jour et le scrutin peut durer aussi longtemps qu'il ne s'est pas écoulé une heure sans qu'un électeur ne se présente pour donner son choix. Bien plus, le scrutin ne débute pas le même jour dans toutes les circonscriptions électorales. Enfin, il n'y a qu'un seul bureau de votation par circonscription et la personne habilitée à voter doit déclarer à haute et intelligible voix le nom du candidat auquel elle accorde son vote. Le tout est enregistré dans un cahier spécial, de sorte que l'on peut suivre, à la minute près, le déroulement des élections et savoir qui est en avance. Le jeu est simple pour qui veut gagner : il suffit, si son candidat est en avance, de bloquer les chemins qui conduisent au bureau de votation pour qu'une heure s'écoule sans

Regardless of the reasons behind the adoption of the new constitution, Canadians voted for the first time in the summer of 1792. Fifty members were to be elected in twenty-one ridings. The polls were not open for just one day as they are now, but rather as long as one hour did not go by without a voter. There was only one polling station in each electoral district. Eligible voters had to say the name of the candidate for whom they were voting out loud. The proceedings were recorded in a special book, in which the progress of the election could be followed minute by minute to see who was ahead. Not only was it easy to keep track of who was winning, cheating was also a very simple matter. If one knew one's candidate was ahead, one simply blocked the roads to the polling station so that an hour would elapse without a voter. This put an end to the election! These were Canada's first strong-arm tactics and "election workers," who were known as "boulés de comté" or county bullies.

voteur. D'où l'importance des hommes forts, des « travailleurs d'élections », de ceux que l'on appellera les « boulés de comté ».

La première session du premier Parlement s'ouvre à Québec en décembre 1792. On doit d'abord choisir le président. Sera-ce un Canadien francophone ou un « Britannique »? Le débat qui s'engage est parfois acerbe et il se termine par l'élection de Jean-Antoine Panet. Deuxième problème : celui de la langue des délibérations et des rapports officiels. Le 23 janvier 1793, la majorité des députés adoptent la motion suivante : « Que les bills présentés seront mis dans les deux langues, que ceux en anglais seront mis en français, et ceux présentés en français seront mis en anglais par le greffier avant de recevoir la première lecture et, lorsqu'ils seront ainsi mis, seront aussi lus chaque fois dans les deux langues; bien entendu que chaque membre a droit d'apporter aucun bill dans sa propre langue; mais qu'après la traduction d'icelui le texte sera considéré être dans la langue de la loi à laquelle le dit bill aura rapport, conformément à la résolution de cette Chambre. » Chaque député a donc le droit de présenter un projet de loi dans sa propre langue, mais la résolution précise que les projets de lois concernant les lois criminelles doivent être présentés en langue anglaise, alors que ceux qui touchent les lois civiles le seront en français. Cette prise de position ne plaît pas à Londres. À l'automne de 1793, le secrétaire d'État aux colonies précise au lieutenant-gouverneur Alured Clarke : « Je suis d'avis qu'il importe que les lois de la province soient édictées dans la langue anglaise. Si les lois des provinces du Haut et du Bas-Canada étaient dans des langues différentes, ce serait certainement irrégulier et plein d'inconvénients. Et ce serait encore pis, si à leur

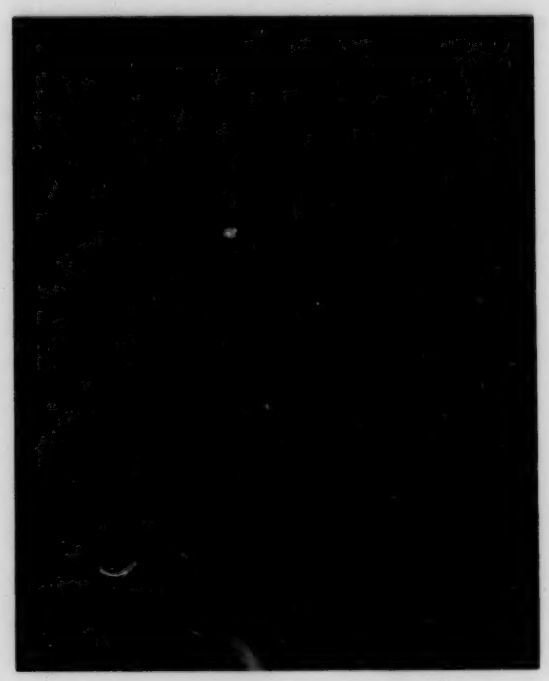
The first session of Lower Canada's legislature opened in Quebec City in December 1792. The first order of business was to choose a speaker. The question was, should it be a French-speaking *Canadien* or a "Britisher"? The debate, somewhat heated at times, ended with the election of Jean-Antoine Panet. The second issue centred around the language of debate and official reports. On January 23, 1793, the majority of the members adopted the following resolution, "Resolved that the Bills presented shall be put into both languages, that those in English be put into French, and those presented in French be put into English, by the Clerk of the House or his assistants, according to the directions they may receive, before they be read the first time, and when so put, shall be also read each time in both languages. It is well understood that each Member has a right to bring in any Bill in his own language, but that after the same shall be translated, the text shall be considered to be that of the language of the law to which said Bill hath reference conformable to a resolution of this House." Members therefore had the right to bring in bills in their own language, while bills touching on criminal law would be presented in English and those to do with civil law, in French. London did not see the matter in the same light, however. In the fall of 1793, the Secretary of State for the colonies stated to Lieutenant Governor Alured Clarke, "I am of the opinion that it is important for the laws of the province to be decreed in the English language. If the laws of the provinces of Upper and Lower Canada were to be in different languages, this would certainly be irregular and most inconvenient. And it would be even worse if, *prima facie*, some laws of the same province were in one language, and others in another language."[12] In the opinion of historian

face même, quelques lois de la même province étaient dans une langue et quelques-unes dans une autre[12]. » Pour l'historien Thomas Chapais, « cette réponse indiquait que le département colonial n'était pas prêt à reconnaître une langue autre que la langue anglaise comme texte légal de la législation d'une colonie britannique; mais qu'il admettait l'existence du bilinguisme pratique[13] ».

Pour les esprits épris de démocratie, une telle décision a de quoi déplaire. Dans son mémoire, le jeune Mézières y fait écho. « Ce nouveau gouvernement, écrit-il, n'a pas satisfait les Canadiens. Le veto surtout leur a paru fort étrange; c'était, disaient-ils, donner et retenir à la fois. Et ils ne furent pas longtemps à en sentir les pernicieux effets. À l'ouverture de la première séance de l'Assemblée, il fallut déterminer quelle langue serait le texte de la loi. L'Anglais l'avait été jusqu'alors; les Canadiens dont la majorité formait les deux tiers de l'assemblée, représentants d'ailleurs la masse des habitants, insistèrent sur ce que le français fut la langue textuelle et l'emportèrent dans l'assemblée. Cette langue française avait un grand tort aux yeux du gouverneur; elle avait la première proclamé les droits de l'homme, et que n'en devait-on pas appréhender pour l'avenir. Aussi le veto fut apposé le même jour, les Canadiens en ont appelé au gouvernement d'Angleterre, mais que peuvent-ils espérer de gens corrompus, serviles, adulateurs, dont l'or fait les opinions et les statuts? Il s'en suit que les Canadiens, ces descendants isolés du Peuple Français, sont malheureux, qu'ils ont le sentiment de leur malheur et qu'ils respirent haine et vengeance contre les Anglais. Mais sans armes, sans direction, sans appui, que peuvent-ils faire autre chose[14]? » Le jeune Mézières exagère certes la situation pour mieux impressionner le destinataire de son mémoire. D'autant plus que l'attitude sympathique de plusieurs Canadiens à l'endroit des révolutionnaires français est sur le point de changer.

Thomas Chapais, "This response indicated that the Colonial Department was not willing to recognize a language other than English as the language of law in a British colony; however, it did acknowledge the existence of practical bilingualism."[13]

Supporters of democracy were bound to be displeased with such a decision. These sentiments were reflected in a letter by young Henri Mézières. He wrote, "This new government has not satisfied the *Canadiens*. They found the veto to be particularly strange; it was, they said, like giving with one hand and taking back with the other. And they were not long in feeling its pernicious effects. When the first session of the Assembly opened, it had to be decided which language would be the text of law. It had been English until then; *Canadiens*, who made up two-thirds of the members, in fact representing the mass of *habitants*, insisted that French be the working language and won. The French language had one great fault in the eyes of the governor; it had been the first to proclaim the rights of man, and what then could be feared in the future. The veto was imposed that very day; *Canadiens* called on the government of England, but what could they hope to gain from corrupt, servile, sycophantic individuals, whose opinions and statutes are fashioned by gold? It follows therefore that the *Canadiens*, these isolated descendents of the French People, are unhappy, that they strongly feel their unhappiness and exude hatred and vengeance toward the English. But without arms, without direction, without support, what else can they do?"[14] Young Mézières was certainly exaggerating the situation to impress the person to whom he was writing. Interestingly enough, though, the sympathetic attitude of many *Canadiens* toward the French revolutionaries was about to change.



Le Festin Royal. Jean Michel Moreau le Jeune (1741–1814). Eau-forte au burin. 1789. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Cette estampe avait été commandée avec trois autres pour souligner les fêtes données aux souverains par la ville de Paris lors de la naissance du dauphin en 1782. Selon les recherches effectuées par la Bibliothèque nationale de Paris, les œuvres ne furent achevées qu'en 1789. Selon certaines légendes le dauphin ne serait pas mort au Temple. Une d'entre elles veut qu'il ait vécu dans la région de Sorel (Québec).

[The Royal Feast]. Jean Michel Moreau le Jeune (1741–1814). Burin etching. 1789. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

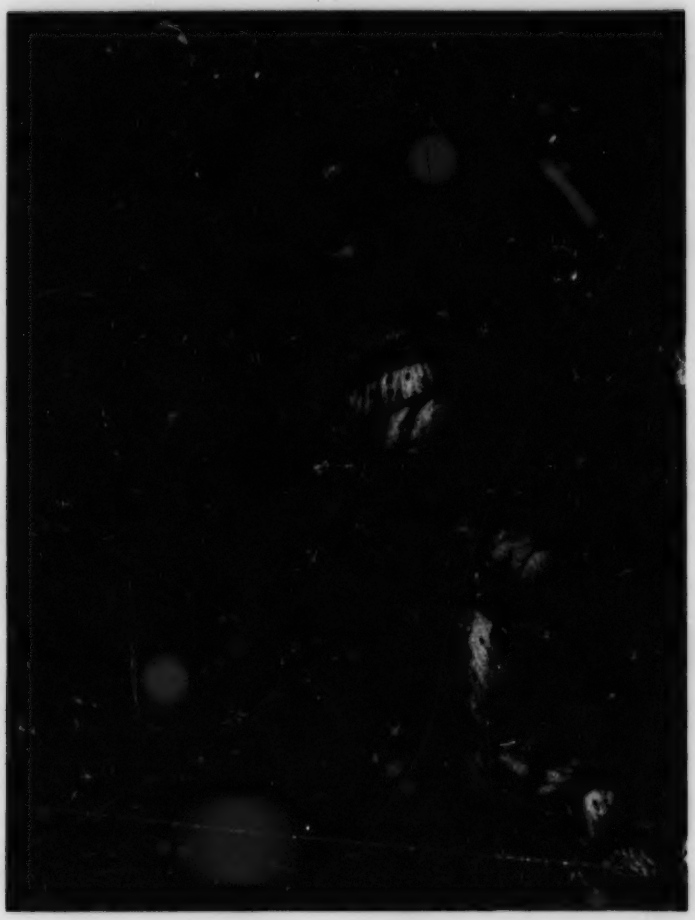
This print, along with three others, was commissioned by the City of Paris to commemorate the celebrations held in 1782 on the occasion of the birth of the Dauphin. According to research done by the Bibliothèque nationale de Paris, the works were not completed until 1789. Some people believe that the Dauphin did not actually die in the temple. According to one story, he survived and lived near Sorel, Quebec.

LE GRAND TOURNANT

Dans la vallée du Saint-Laurent, les événements qui se déroulent en France continuent à soulever l'intérêt. La *Gazette de Québec* publie, le 29 août 1791, un numéro spécial de quatre pages dont trois sont consacrées à la description de la fuite du roi à Varennes, à la mi-juin. L'arrestation de Louis XVI, puis l'abolition de la royauté sèment l'inquiétude chez plusieurs. Dans une adresse au gouverneur Dorchester, en date du 20 décembre 1792, les membres du Conseil législatif (sept francophones, sept anglophones) sentent le besoin de remercier Dieu d'avoir permis la cession à l'Angleterre de la Nouvelle-France : « Toute louange est due à la Divine Providence qui, après avoir rompu les liens qui unissaient le Canada au pouvoir qui l'avait établi, le sauve actuellement des Tragédies jouées sur un Théâtre d'Anarchie, qui outragent l'humanité, et que l'on pourrait même reprocher à des Barbares[15]. »

A TURNING POINT

In the St. Lawrence Valley, there was still a great deal of interest in the events taking place in France. On August 29, 1791, the *Quebec Gazette* published a special four-page issue, three pages of which detailed Louis XVI's escape to Varennes in mid-June. The King's arrest and the subsequent abolition of the monarchy made many people uneasy. In a report to Governor Dorchester dated December 20, 1792, the members of the Legislative Council (seven francophones and seven anglophones) thought it timely to thank God for having ceded New France to England. "All praise to the unerring Providence of God, which after rending the Bands asunder, that united Canada to the Power that planted it, now rescues it from the Tragedies, acting upon a Theatre of Anarchy, outraging Humanity, and even to Savages a reproach."[15]



Louis XVI, Restaurateur de la liberté, 1754–1793. Gravée par Clément Bervic (vers 1756–1822), d'après une peinture de A.J. Callet, peintre du roi. Vers 1790. Gravure au burin. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

À l'époque de la Terreur, nous dit-on, le graveur brisa son cuivre en deux morceaux; mais, lorsque la situation politique le permit, il le répara pour faire de nouveaux tirages.

[Louis XVI, Restorer of Liberty 1754–1793]. Engraved by Clément Bervic (c. 1756–1822), from a painting by A.J. Callet, royal portraitist, c. 1790. Burin engraving. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Apparently, during the Reign of Terror the engraver broke his copper plates into two pieces. When the political situation changed, he repaired them and made new prints.

En Europe, les souverains alliés du roi de France manifestent ouvertement leur sympathie à Louis XVI. La royauté se dresse contre la démocratie. Comme conséquence, la guerre éclate entre la France, l'Autriche et la Prusse. En revanche, la *Gazette de Montréal* fait écho à un courant de sympathie des New Yorkais pour la cause française. On peut lire dans l'édition du 24 janvier 1793 une nouvelle datée de New York, le 29 décembre précédent, décrivant en termes dithyrambiques une fête célébrée dans cette ville en l'honneur de la République française.

In Europe, the sovereigns allied to the King of France openly showed their sympathy for Louis XVI. Royalty rose up against democracy; war broke out between France, Austria and Prussia. On the other hand, the *Montreal Gazette* reflected a wave of sympathy for the French cause among New Yorkers. The January 24, 1793 edition reported on a celebration held in New York on December 29, 1792 in honour of the French Revolution. The festivities were described in positively lyrical terms.

Le 25 avril 1793, les lecteurs de journaux apprennent que la France vient de déclarer la guerre à l'Angleterre et à la Hollande. Le même jour, les députés qui étudient un projet de loi modifiant la Cour du Banc du Roi interrompent leurs travaux, suite à la réception d'une lettre du lieutenant-gouverneur Clarke leur annonçant l'état de guerre. Le représentant du roi demande à la Chambre de revoir immédiatement les lois concernant la milice car, écrit-il, « une milice bien réglée, qui a toujours été considérée comme la meilleure sûreté et protection de tout État, est dans les circonstances présentes un objet plus particulièrement digne de considération[16] ». La veille, soit le 24 avril, Clarke avait signé une proclamation concernant la déclaration de guerre : « Étant informé par une lettre d'un des principaux Secrétaires de sa Majesté, que les Personnes qui exercent actuellement l'autorité suprême en France ont déclaré la guerre contre Sa Majesté, le premier jour de Février dernier et étant Commandé de la faire immédiatement publier autant que possible dans cette Province, tous les sujets de sa Majesté dans la dite Province en sont par ces présentes notifiés, à l'effet d'avoir soin, d'un côté, d'empêcher aucun malheur qui pourrait

On April 25, 1793, newspapers informed their readers that France had just declared war on England and Holland. On that same day, members of the Assembly who were studying a bill to amend King's Court Bench were interrupted by a letter from Lieutenant-Governor Clarke announcing that war had been declared. The King's representative requested that the Assembly immediately review the militia act since, as he wrote, "a well-ordered militia, which has always been considered the best security and protection of any State, is under present circumstances a subject especially worthy of consideration."[16] One day earlier, on April 24, Clarke had signed a proclamation informing citizens of the outbreak of war, "Being informed by a Letter from one of His Majesty's principal Secretaries of State, that the Persons at present exercising the supreme Authority in France have declared War against His Majesty on the first Day of February last; and being commanded to cause the same to be instantly made as public as possible in this province. All His Majesty's Subjects within the same are hereby notified thereof, to the intent that care may be taken on the one hand to prevent any mischief which otherwise may

Marie Antoinette d'Autriche, Reine de France, 1755–1793. Peint par Rossline (sic) le Suédois (Alexander Roslin 1718–1793). Dessinée par Monenteuil, 1828. Gravée par Ry Roger. Imprimée par Chardon fils. Gravure au burin. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

[Marie Antoinette of Austria, Queen of France, 1755–1793]. Painted by Rossline [sic] le Suédois (Alexander Roslin, 1718–1793). Drawing by Monenteuil, 1828. Engraved by Ry Roger. Printed by Chardon fils. Burin engraving. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

autrement arriver de la conduite présente des Français, et de l'autre, de faire tous leurs efforts dans les différentes stations pour les harrasser et leur nuire, en prenant leurs navires ou vaisseaux et ruinant leur commerce[17]. »

Presque au même moment où, à Québec, on apprend l'état de guerre entre l'ancienne et la nouvelle mère patrie, on reçoit la nouvelle de la mort violente de Louis XVI sur l'échafaud. La première réaction des Canadiens en est une d'incrédulité. L'historien Claude Galarneau cite le commentaire du Français Colbert de Maulevrier, alors en voyage au Bas-Canada. « (...) Peu, au moment où j'écris, veulent croire à la mort du Roi de France. Il est caché, disent-ils, et il reparaîtra, il a le pouvoir de se rendre invisible. Ils ne veulent pas en général croire un mot des horreurs de la révolution. Le bon peuple français ou, comme ils disent, NOS PÈRES, n'en sont pas capables. Ce sont des calomnies que les anglais répandent à dessein[18]. »

La réaction de quelques seigneurs à la mort du roi est bien plus violente que celle de personnes du peuple. Dans ses *Mémoires*, Philippe Aubert de Gaspé décrit ce qui s'est passé au manoir familial : « C'était en l'année 1793 : je n'avais que sept ans. (...) Ma mère et ma tante, ma sœur Marie Louise de Lanaudière, causaient assises près d'une table. Mon père venait de recevoir son journal et elles l'interrogeaient des yeux avec anxiété, car il n'arrivait depuis longtemps que de bien tristes nouvelles de France. Mon père bondit tout à coup sur sa chaise, ses grands yeux noirs lancèrent des flammes, une affreuse pâleur se répandit sur son visage, d'ordinaire si coloré, il se prit la tête à deux mains, en s'écriant : Ah ! les infâmes ! Ils ont guillotiné leur Roi[19]. »

happen from the present conduct of the French, and on the other may do their utmost in their several stations to distress and annoy them, by making captures of their Ships and distroying [sic] their Commerce."[17]

News of Louis XVI's violent death at the guillotine was received shortly afterward. The first reaction of many *Canadiens* was one of denial. Historian Claude Galarneau has cited the comments of a French citizen, Colbert de Maulevrier, who was travelling in Lower Canada at the time. "(...) Few, at the time I write, wish to believe that the King of France is dead. He is in hiding, they say, and will reappear; he has the power to make himself invisible. In general, they do not wish to believe a word about the horrors of the revolution. The good French people or, as they say, OUR FATHERS, are not capable of those things. The English are deliberately spreading slanders."[18]

The reactions of some seigneurs were far more violent than those of ordinary citizens. In his *Mémoires*, Philippe Aubert de Gaspé described the events that took place at his family manor: "It was the year 1793: I was just seven years old. (...) My mother and my aunt, her sister Marie Louise de Lanaudière, were chatting at the table. My father had just received his newspaper and they looked up at him anxiously, for only sad news had been coming out of France for quite some time. My father suddenly sprang from his chair, his large dark eyes aflame, a horrid pallor spreading across his face which was usually so highly coloured. Taking his head in his hands, he cried, Oh, but they are despicable! They have guillotined their King!"[19]

Aussi bien la nouvelle de la mort du roi Louis XVI que celle de la déclaration de la guerre entre la France et l'Angleterre se répandent avec rapidité dans toute la colonie. Quelques capitaines de milice rassemblent leurs hommes pour les haranguer. C'est ce que fait le capitaine Pierre Pellant, de Berthier, le dimanche 12 mai, « à quatre heures du soir ». Rappelant que les Français ont déclaré la guerre à « notre Très gracieux Souverain », il ajoute : « Il est donc de notre devoir de soutenir et de défendre sa Couronne, en combattant pour elle dans cette Province, en s'opposant aux démarches de ces démocrates qui ont dernièrement trouvé le moyen de conduire leur Souverain Monarque sur un Echafaud, & comme des hommes inhumains ont inondé la France du sang de plusieurs milliers de leurs concitoyens, non content de cela ont aussi tué & massacré leurs Prêtres au pied des Autels, & en ont chassé un grand nombre dans les foyers éloignés, dont plusieurs ont trouvé asile en Angleterre[20]. »

News of King Louis XVI's death and the outbreak of war between France and England spread quickly throughout the colony. Militia leaders called together their men. One such leader, Captain Pierre Pellant of Berthier, convened his troops on Sunday, May 12, "at 4 o'clock in the evening." Reminding them that the French had declared war "on our Very Gracious Sovereign," he added, "It is therefore our duty to support and defend his Crown, by fighting for it in this Province, to oppose the actions of those democrats who have recently found a way to lead their Sovereign Monarch to the scaffold, & who, like the inhuman men they are, have flooded France with the blood of several thousands of their fellow citizens. Not satisfied with that, they have also killed & massacred their Priests at the Altar, & have driven many away to distant lands, a number of whom have found asylum in England."[20]

[Mort de Louis XVI]. *The Quebec Magazine*, avril 1793. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

La décollation de Louis XVI remonte au 21 janvier 1793. La ***Gazette de Québec*** a publié l'information le 18 avril. Le mensuel ***The Quebec Magazine*** présente un article dans son numéro d'avril, lequel vraisemblablement sera diffusé un mois plus tard.

Death of Louis XVI. The *Quebec Magazine*, April 1793. Photo: McCord Museum of Canadian History.

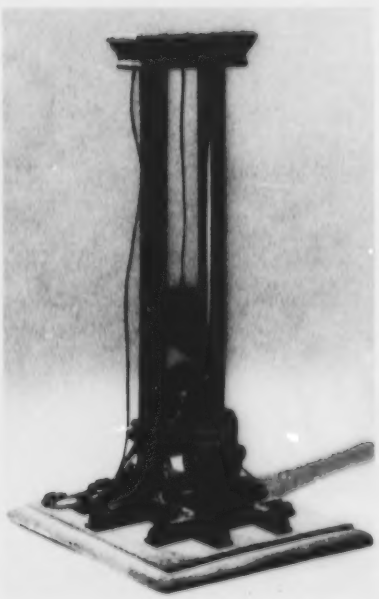
Louis XVI was beheaded on January 21, 1793. The ***Quebec Gazette*** published the news on April 18, 1793. The ***Quebec Magazine***, a monthly publication, prepared an article for its April issue but it was not actually distributed until one month later.

Pour le citoyen Henri Mézières, la situation est tout à fait différente. Il est convaincu que les événements récents n'ont pas modifié l'attitude des Canadiens. « Finalement, écrit-il, j'ose dire que la république française a électrisé les Canadiens et a fait plus pour les éclairer sur leurs droits naturels qu'un siècle de lecture l'aurait fait. Depuis la déclaration de guerre de la France contre l'Angleterre, les Canadiens s'assemblent en petits groupes, se disent les nouvelles, se réjouissent si elles sont favorables à la France et s'attristent lorsqu'elles ne le sont pas. Je jure que les Canadiens aiment la France, que la mort du tyran Capet n'a indisposé que les prêtres et le gouvernement qui craignent la venue de la guillotine au Canada[21]. » Mézières, il faut le noter, a tendance à prendre ses rêves pour la réalité ! Mais tous ne sont pas convaincus de la loyauté des Canadiens français envers la Couronne britannique.

Le 7 mai 1793, un loyaliste américain émigré au Québec, le juge-en-chef William Smith, souligne devant les grands jurés la parenté qui existe entre les Canadiens et les Français ainsi que l'obligation d'avoir les yeux ouverts.

Citizen Henri Mézières, of course, saw the situation in an entirely different light. He was convinced that recent events had not changed the attitude of *Canadiens*. "Finally," he wrote, "I dare say that the French Republic has electrified *Canadiens* and has done more to enlighten them about their natural rights than a century of reading could have done. Since France's declaration of war on England, *Canadiens* are gathering in small groups, discussing the news, overjoyed when it is favourable to France and saddened when it is not. I swear that *Canadiens* love France, that the death of the tyrant Capet has upset only the priests and the government, which fear the arrival of the guillotine in Canada."[21] Mézières, we must point out, tended to take his dreams for reality! But it is true that not everyone was convinced of French Canadian loyalty to the British crown.

On May 7, 1793, William Smith, the Chief Justice of Lower Canada, an American Loyalist who had emigrated to Quebec, spoke to jurists stressing the need for vigilance due to the relationship between *Canadiens* and the French.



Guillotine, coupe-cigare. France, XIX^e siècle. Bois, acier, corde de lin et cuivre. Musée David M. Stewart. Photo : Giles Rivest, Musée David M. Stewart.

Le 20 mars 1792, l'Assemblée législative de France adopte la guillotine comme étant l'instrument d'exécution le plus sûr et le moins douloureux. On a fabriqué, plus tard, des modèles miniatures utilisés, entre autres, pour tronçonner le bout des cigares.

Guillotine Cigar Cutter. France, nineteenth century. Wood, steel, linen cord and copper. David M. Stewart Museum. Photo: Giles Rivest, David M. Stewart Museum.

On March 20, 1792, the French Legislative Assembly adopted the guillotine as the surest and least painful method of execution. Later, miniature models were produced for other purposes, such as trimming the tips of cigars.

DES PROJETS SANS SUITE

On avait peut-être raison de craindre une attaque française, car quelques-uns forgent des projets de reconquête de l'ancienne colonie. Un citoyen français, Jean Basset, qui dit bien connaître le Canada, rédige, en janvier 1793, un projet qui est remis à Pierre-Henri Lebrun, ministre des Affaires étrangères de la Convention nationale. L'auteur insiste sur le fait, selon lui, que « les Indiens, les Canadiens et les Illinois haïssent cordialement les Anglais[21] ». Il serait donc facile de les amener à se soulever contre le gouvernement anglais. Basset juge important que la France cherche à encercler les États-Unis de colonies françaises. Le Rochelais Jean-Baptiste Nairac partage le même avis dans son mémoire daté du 5 février de la même année. Selon lui, dix mille hommes suffiraient à assurer à la France la possession de toutes les colonies anglaises de l'Amérique du Nord. La conquête du Canada qui, croit l'auteur, pourrait se faire sans la perte d'un seul homme, ouvrirait à la France des possibilités immenses.

Si les projets de Basset et de Nairac ne dépassent pas le stade du souhait, il n'en va pas de même de celui du citoyen Edmond-Charles Genêt, nommé par la Convention nationale ministre plénipotentiaire de la République française auprès du gouvernement américain. Il commence à occuper ses fonctions le 15 mai 1793. Une des premières tâches qu'il se fixe : « Réunir la brillante étoile du Canada aux États-Unis ». Il explique comment y parvenir dans une lettre du 4 juin au citoyen de Lanautte : « J'atteindrai le sommet de mes désirs si je vois la possibilité de soulever là-bas les nobles sentiments d'indépendance et d'exciter nos anciens frères à secouer le joug honteux des Anglais, que notre gouvernement royal a eu la poltronnerie de leur laisser imposer et duquel notre France régénérée est toujours prête à les émanciper[23]. »

UNSUCCESSFUL PLANS

The fears some people had of a French attack were perhaps justified; plans were being made to reconquer the colony. In January 1793, Jean Basset, who was said to know Canada well, drew up a plan which was submitted to Pierre-Henri Lebrun, the National Convention's Minister of Foreign Affairs. The author insisted that the "Indians, *Canadiens* and Illinois sincerely hate the English."[22] It would therefore be easy, he claimed, to incite them to rebel against the English government. In Basset's view, it was important for France to encircle the United States with French colonies. Jean-Baptiste Nairac from La Rochelle shared this opinion in his report dated February 5 of the same year. In his view, ten thousand men would suffice to guarantee France's possession of all English colonies in North America. The conquest of Canada, which in Basset's opinion could be achieved without the loss of a single man, would open up immense possibilities for France.

Although Basset and Nairac's schemes never went beyond the stage of wishful thinking, the same cannot be said of the plans drawn up by citizen Edmond-Charles Genêt, appointed agent of the Republic in the U.S. by the Convention. He took up his post on May 15, 1793. One of the first tasks he set himself was to "reunite the brilliant star of Canada with the United States." He explained how he would accomplish this in a June 4, 1793 letter to citizen de Lanautte, "I shall reach the pinnacle of my desires when I see in that land the possibilities of rousing the noble sentiments of independence and encouraging our former brothers to shake off the shameful yoke of the English, which our Royal government in its cowardice had allowed them to impose and from which our renewed France is still willing to emancipate them."[23]

Pour Genêt, le moyen le plus simple et le plus rapide de soulever les Canadiens est de leur lancer un appel par lettre. Celle-ci, coiffée du titre *Les Français libres à leurs frères les Canadiens*, rappelle que, sous la royauté, il était impossible pour les Français de songer à reconquérir leur ancienne colonie. « Mais, aujourd'hui, ajoute-t-il, nous sommes libres, nous sommes rentrés dans nos droits, nos oppresseurs sont punis, toutes les parties de notre administration sont régénérées et, forts de la justice de notre cause, de notre courage et des immenses moyens que nous avons préparés pour terrasser tous les tyrans, il est enfin en notre pouvoir de vous venger et de vous rendre aussi libres que nous, aussi indépendants que vos voisins les Américains des États-Unis. Canadiens, imitez leur exemple et le nôtre, la route en est tracée, une résolution magnanime peut vous faire sortir de l'état d'abjection où vous êtes plongés. Il dépend de vous de réimprimer sur vos fronts cette dignité première que la nature a placée sur l'homme et que l'esclavage avait effacée[24]. »

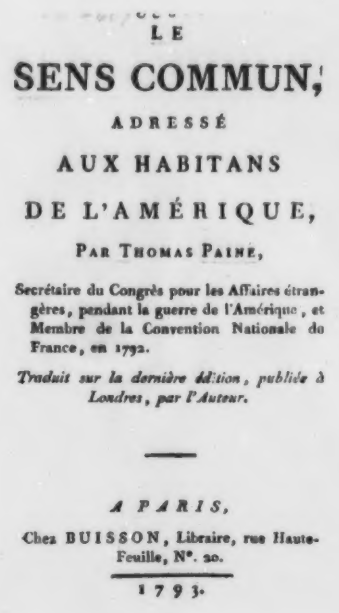
Craignant que les Canadiens réagissent lentement à cet appel plutôt théorique à la liberté, Genêt énumère les « avantages que les Canadiens peuvent obtenir en se libérant de la domination anglaise ». Non seulement, le Canada deviendra un état libre et indépendant, mais il pourra choisir son propre mode de gouvernement et établir des liens avec d'autres pays comme la France et les États-Unis. Il pourra abolir les corvées, le régime seigneurial, les dîmes. Le commerce sera libre, tout comme le culte. « Il sera établi des écoles dans les paroisses et dans les villes, ajoute Genêt. Il y aura des imprimeries, des institutions pour les hautes sciences, la médecine, les mathématiques. Il sera formé des interprètes qui reconnus de bonnes mœurs seront encouragés à civiliser les nations sauvages et à étendre par ce moyen leur commerce avec elles[25]. »

For Genêt, the fastest and easiest way to incite Canadians was to launch an appeal by letter. This letter entitled, "The Free French to their Brothers of Canada" pointed out that under royalty, it had been impossible for the French to contemplate the possibility of reconquering their former colony. "But today we are free, our rights have been restored to us, our oppressors have been punished, all parts of our administration have been reinstated and, strengthened by the justice of our cause, our courage and the vast means we have prepared to strike down all tyrants, it is finally in our power to avenge you and to make you as free as we are, as independent as are your neighbours the Americans of the United States. Canadians, follow their example and ours, the path is laid out for you, a magnanimous resolution can help you leave the state of abjection into which you have sunk. It is your duty to reprint on your foreheads this essential dignity which nature has placed on man and which slavery has erased."[24]

Fearing that Canadians would be slow to react to this rather theoretical appeal to liberty, Genêt listed the "advantages that Canadians may obtain by freeing themselves from English domination." Not only would Canada become a free and independent state, but it would be able to choose its own form of government and establish alliances with other countries such as France and the United States. Canada could eliminate *corvées*, the seigneurial system and tithes. There would be free trade and freedom of worship. "Schools will be established in the parishes and towns. There will be printing houses, institutions of advanced sciences, medicine and mathematics. Interpreters known for their morality will be trained and encouraged to civilize the savage nations and thus increase trade with them," added Genêt.[25]

Henri Mézières reçoit la mission d'aller porter au Bas-Canada les 350 copies de la lettre de Genêt, ainsi que des journaux, des chansons et quelques exemplaires de l'ouvrage du philosophe américain Thomas Paine, *Les Droits de l'homme*. À cause de l'état de guerre qui existe, la surveillance de tout étranger est étroite. L'appareil militaire a de plus engagé quelques espions, de sorte que les autorités sont généralement bien renseignées. Ainsi, le 9 septembre 1793, le lieutenant J.H. Schoedde, commandant du fort Ontario, écrit au capitaine Le Maistre : « Je reçois avis de New-York qu'un M. Mézières (lequel a été secrétaire de Genêt quelque temps) se rend en ce moment au Canada, avec, me dit-on, le dessein de fomenter des divisions parmi les Canadiens. Il voyage sous un nom supposé, que je ne connais pas[26]. » Le 24 septembre suivant, le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, J.G. Simcoe, adresse une lettre confidentielle au lieutenant-gouverneur du Bas-Canada, Alured Clarke, pour lui dire qu'il vient « d'apprendre d'une personne digne de créance qu'un Français nommé Mazeres ou Meziere a été envoyé dans le Bas-Canada par M. Genest, le résident français aux États-Unis. Cet émissaire est,

Henri Mézières's mission was to bring 350 copies of Genêt's letter into Lower Canada, plus some newspapers, songs and a few copies of *The Rights of Man*, a work by American philosopher Thomas Paine. Because of the war, foreigners were being watched very closely. Spies had been posted by the military, so the authorities were generally well-informed. On September 9, 1793, Lieutenant J.H. Schoedde, Commander of Fort Ontario, informed Captain Le Maistre that, "By very late advice from New York, I am informed that a Mr. Mezières (for some time Secretary to Genet) is now on his way to Canada, and as it is said with a view of fomenting division amongst the Canadians. He travels under a fictitious name, which I have not learned."[26] On September 24, J.G. Simcoe, Lieutenant-Governor of Upper Canada, wrote a confidential letter to Alured Clarke, Lieutenant-Governor of Lower Canada: "I have just received Information by a Person of credibility, that a French Man of the name of *Mazeres* or *Meziere* has been sent by Mons. Genest the French Resident in the United States, into Lower Canada. This Emissary is described to me as a young man of great address and properly


LE

SENS COMMUN,

ADRESSÉ

AUX HABITANS

DE L'AMÉRIQUE,

PAR THOMAS PAINE,

Secrétaire du Congrès pour les Affaires étrangères, pendant la guerre de l'Amérique, et Membre de la Convention Nationale de France, en 1792.

Traduit sur la dernière édition, publiée à Londres, par l'Auteur.

A PARIS,

Chez BUISSON, Libraire, rue Haute-Feuille, N°. 20.

1793.

39

Le sens commun... Thomas Paine (1737–1809). Paris, 1793. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Né en Angleterre, Thomas Paine vécut en France quelques années avant d'aller finir ses jours aux États-Unis. Ardent défenseur des idées révolutionnaires, il est aussi l'auteur d'un important ouvrage sur les droits de l'homme. Ses œuvres ont été diffusées au Bas-Canada.

Le sens commun.... Thomas Paine (1737–1809). Paris, 1793. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Thomas Paine was born in England. He lived in France for a few years before ending his days in the United States. An ardent defender of revolutionary ideas, he also authored an important work on the rights of man. His works were distributed in Lower Canada.

paraît-il, un jeune homme d'une grande adresse, tout à fait propre à répandre les doctrines démocratiques dont il est un partisan enthousiaste et fanatique[27]. »

Mézières, malgré ce qu'affirme la lettre de Simcoe, se serait contenté de se rendre à la frontière du Bas-Canada et il aurait alors remis à Jacques Rous, un citoyen établi à la frontière de l'État du New York, un ballot d'imprimés que ce dernier serait allé porter à Montréal. On ne sait trop quelle a été la diffusion de la lettre de Genêt parmi la population canadienne. Selon le procureur général James Monk, quelqu'un aurait lu le texte sur le perron d'une église au sortir de la grand-messe. Ce qui est sûr c'est que Rous était peu enclin à la révolution. Il deviendra plus tard un agent secret du gouvernement anglais et il aurait déclaré en 1793 : « Avec un peuple aussi plongé dans l'ignorance et l'esclavage, il ne sied pas de faire descendre le Soleil de la Liberté à midi[28]. »

Jugeant sans doute que son appel avait besoin d'un support matériel, Genêt met sur pied un projet de reconquête militaire. À l'été de 1793, une trentaine de navires français sont à l'ancre dans la baie de Chesapeake. Le ministre plénipotentiaire lève un certain nombre de matelots pour monter les navires désertés par les nobles français. Après avoir complété les équipages, il ordonne que la flotte se rende à Terre-Neuve « pour détruire la pêche des Anglais, reprendre Saint-Pierre, brûler Halifax et sonder en remontant à Québec les dispositions des Canadiens que mes agents excitent à l'insurrection[29] ».

Le départ de la flotte française ne peut passer inaperçu. Les autorités des différentes colonies anglaises de l'Amérique du Nord sont averties de prendre les dispositions nécessaires pour repousser toute attaque française. Dès le 4 juillet, le lieutenant-gouverneur du Cap-Breton,

qualified to disseminate those democratic Principles in which he is a perfect enthusiast."[27]

In fact, Mézières went no further than the border of Lower Canada, where he handed over his bundle of papers to Jacques Rous, a citizen living near the New York state border. It was Rous who was to bring the papers to Montreal. We do not know how widely Genêt's letter was read by Canadians. According to Attorney-General James Monk, it might have been read on church lawns after Sunday Mass. One thing is certain, though, Rous was not a great supporter of the revolution. He went on to become a secret agent for the British government and said in 1793, "With a people so steeped in ignorance and slavery, it would not be fitting to bring forth the Sun of Liberty at noon."[28]

Feeling, no doubt, that his appeal needed some concrete support, Genêt formulated a military plan to reconquer Canada. In the summer of 1793, thirty French ships were anchored in Chesapeake Bay. Genêt recruited some sailors to board the ships previously occupied by French noblemen. After filling out the crews, he ordered the fleet to sail to Newfoundland "to destroy the English fisheries, take back St. Pierre, burn Halifax and feel out the mood of *Canadiens*, whom my agents are inciting to insurrection, on the way up to Quebec."[29]

The departure of the French fleet did not go unheeded. The authorities of the English colonies in North America were warned to take the necessary precautions to resist a French attack. On July 4, William Macarmick, the Lieutenant-Governor of Cape Breton, reported on the situation on his island, "The Commodore having informed me that he shall leave this Coast for some time, the Emigrants from the French Islands still

William Macarmick, fait état de la situation qui prévaut sur son île : « Le commodore m'a informé qu'il va s'éloigner de la côte pendant quelque temps; les émigrants des îles françaises, qui rôdent encore dans nos parages, et les Acadiens qui ne montrent aucune disposition à obéir aux ordonnances de milice, m'empêchent cependant de confier aux habitants les armes en ma possession; ce que je ne ferai que quand je serai pleinement convaincu de leur fidélité et de leur ferme attachement au gouvernement britannique[30]. » À moins de quarante ans de la déportation, les Acadiens acceptent toujours mal la décision prise en 1755 de les expulser de leurs terres.

Tant au Nouveau-Brunswick qu'en Nouvelle-Écosse, on appréhende la venue de la flotte française. À Saint-Jean, on construit de nouveaux ouvrages de défense. Plus de 1 000 miliciens sont concentrés à Halifax. À Québec, on se prépare aussi à défendre la colonie. Le Conseil exécutif organise une escorte armée pour protéger les navires marchands qui doivent se rendre en Grande-Bretagne.

Ce n'est que plus tard que l'on se rendra compte que le tout n'a été qu'une fausse alerte. Plutôt que mettre le cap sur Terre-Neuve, la flotte française, commandée par le contre-amiral Sercey, retourne en France. Cette décision avait été prise par un conseil naval tenu en pleine mer. Comme le rapporte Mézières dans son mémoire au citoyen Dalbarde, « il n'était pas possible sans exposer beaucoup les vaisseaux et les marins de la République d'effectuer la partie essentielle des instructions du ministre. La seule chose qu'on pouvait tenter, eu égard à la saison, c'était d'intercepter le convoi de pelleterie qui venait du Canada, et de rester en croisière pendant une quinzaine de jours[31]. »

Au Bas-Canada, on attend toujours la venue de la flotte française. On prend donc les mesures nécessaires pour mettre

hovering about this neighbourhood, and the native Acadians by no means showing a disposition to comply with the Militia Ordinance, prevent me from immediately trusting the Arms out of my own possession; nor shall I be induced to do so, until fully satisfied of their Loyalty and firm attachment to the British Government."[30] Only forty years had passed since the deportation, and Acadians still refused to accept the 1755 decision to expel them from their land.

In New Brunswick and Nova Scotia, the arrival of the French fleet was viewed with apprehension. In Saint John, new defence works were built. More than 1,000 militiamen were concentrated in Halifax. In Quebec City, preparations were also being made to defend the colony. The Executive Council organized an armed escort to protect the merchant ships leaving for Great Britain.

It was not until some time later that the British realized it had been a false alarm. Rather than steering for Newfoundland, the French fleet under Rear Admiral Sercey had returned to France. This decision had been taken at a naval council meeting on the high seas. As reported by Mézières to citizen Dalbarde, "It was not possible to carry out the Minister's instructions without exposing the ships and the sailors of the Republic to great danger. The only thing we could try, given the season, was to intercept the fur trade convoy leaving Canada, and to stay at sea for fifteen days."[31]

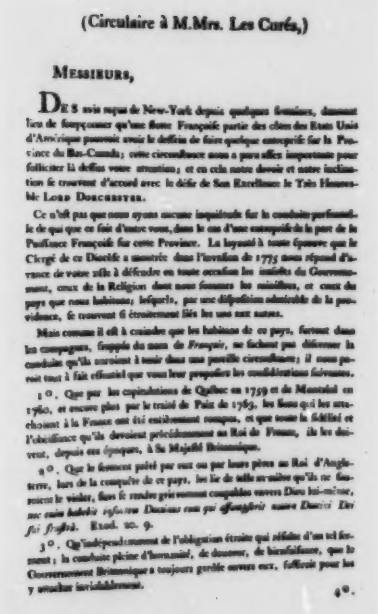
Lower Canada, however, was still expecting the arrival of the French fleet. Steps were being taken to prepare the colony's defence systems. The civil authorities called on Catholic Bishop Jean-François Hubert to remind *Canadiens* of their loyal duties to George III. This appeal was undoubtedly necessary, especially since some *Canadiens* still

la colonie en état de se défendre. Les autorités civiles font appel à l'évêque catholique Jean-François Hubert pour qu'il rappelle aux Canadiens leur devoir de loyauté envers George III. Cet appel n'est sans doute pas inutile, d'autant plus que quelques Canadiens refusent encore d'accepter la cession du territoire à l'Angleterre. Une minorité, il est vrai, mais qui n'hésite pas à manifester ses convictions. Le clergé, lui non plus, n'hésite pas à employer tous les moyens à sa disposition pour ramener les récalcitrants à de meilleurs sentiments. Ainsi, le 13 août 1793, l'évêque Hubert écrit au curé de la paroisse de Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud au sujet de Michel Arbour : « Si le nommé Arbour persiste dans ses anciens sentiments et ne veut pas reconnaître le roi d'Angleterre pour son légitime souverain, et lui être soumis, il ne pourra être admis à aucun des sacrements de l'Église qui, conformément à la loi de Dieu, nous prescrit la soumission[32]. »

Jugeant sans doute que l'appel à la loyauté du clergé catholique est insuffisant, le gouverneur Dorchester émet, le 26 novembre 1793, une proclamation concernant la sûreté de la province. Il

refused to accept the fact that the territory had been ceded to England. True, they were a small minority, but they did not hesitate to make their convictions known. Nor did the clergy hesitate to use every means at their disposal to bring the recalcitrant members of their flock back into line. On August 13, 1793, Bishop Hubert wrote to the *curé* of the parish of Saint-François-de-la-Rivière-du-Sud on the subject of Michel Arbour, "If the man by the name of Arbour persists with his antiquated sentiments and does not wish to recognize the King of England as his legitimate sovereign or submit to his authority, he may not be admitted to any of the sacraments of the Church which, in accordance with the laws of God, ordains such a submission."[32]

Undoubtedly judging that the clergy's appeals to loyalty were insufficient, Governor Dorchester issued a proclamation on the security of the province on November 26, 1793, in which he enjoined magistrates, militia captains and officers of the peace to actively seek



(Circulaire à M.Mrs. Les Curés,)

MESSIEURS,

DES avis reçus de New-York depuis quelques semaines, donnent lieu de soupçonner qu'une flotte Françoise partie des côtes des Etats Unis d'Amérique pourroit avoir le dessein de faire quelque entreprise sur la Province du Bas-Canada; cette circonstance nous a paru assez importante pour solliciter là de votre attention; et en cela notre devoir et notre inclination se trouvent d'accord avec le désir de Son Excellence le Très Honorable LORD DORCHESTER.

Ce n'est pas que nous ayons aucune inquiétude sur la conduite personnelle de qui que ce soit d'entre vous, dans le cas d'une entreprise de la part de la Puissance Françoise sur cette Province. La loyauté à toute épreuve que le Clergé de ce Diocèse a montrée dans l'invasion de 1775 nous répond d'avance de votre zèle à défendre en toute occasion les intérêts du Gouvernement, ceux de la Religion dont nous sommes les ministres, et ceux du pays que nous habitons; lesquels, par une disposition admirable de la providence, se trouvent si étroitement liés les uns aux autres.

Mais comme il est à craindre que les habitans de ce pays, fatigués dans les campagnes, frappés du nom de *François*, ne fachent pas différer la conclusion qu'ils auroient à tirer dans une pareille circonstance; il nous paroit tout à fait essentiel que vous leur proposiez les considérations suivantes.

1°. Que par les capitulations de Québec en 1759 et de Montréal en 1760, et encore plus par le traité de Paix de 1763, les liens qui les attachoient à la France ont été entièrement rompus, et que toute la fidélité et l'obéissance qu'ils devoient précédemment au Roi de France, ils les doivent, depuis ces époques, à Sa Majesté Britannique.

2°. Que le serment prêté par eux ou par leurs pères au Roi d'Angleterre, lors de la conquête de ce pays, les lie de telle manière qu'ils ne puissent le violer, dans le tems présent comptables envers Dieu lui-même, *nec enim habebit infectum Dominus eum qui abnegavit nomen Domini Dei sui frustrà.* Exod. xx. 9.

3°. Qu'indépendamment de l'obligation étroite qui résulte d'un tel serment; la conduite pleine d'humanité, de douceur, de bienfaisance, que le Gouvernement Britannique a toujours gardée envers eux, l'oblige pour les y attacher inviolablement.

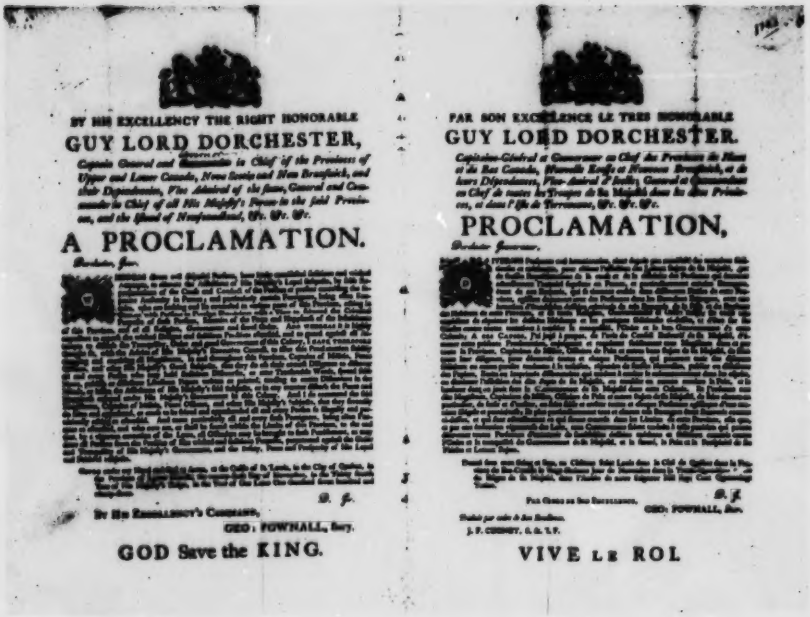
4°.

Circulaire à M.Mrs. Les Curés. Jean François, Évêque de Québec. Québec, 9 novembre 1793. Bibliothèque du Séminaire de Québec. Fonds anciens, F-9. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Suite aux rumeurs voulant qu'une flotte française vienne attaquer Québec, l'évêque Jean-François Hubert demande aux curés de rappeler à leurs fidèles leur devoir de loyauté envers le roi George III.

[Circular to Parish Priests]. Jean-François, Bishop of Quebec. Quebec, November 9, 1793. Bibliothèque du Séminaire de Québec, Fonds anciens, F-9. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Since the French fleet was rumoured to be on its way upriver to attack Quebec City, Bishop Jean-François Hubert asked his *curés* to remind their parishioners of their loyal duties to King George III.


BY HIS EXCELLENCY THE RIGHT HONORABLE
GUY LORD DORCHESTER,
A PROCLAMATION.
GOD Save the KING.
PAR SON EXCELLENCE LE TRES HONORABLE
GUY LORD DORCHESTER.
PROCLAMATION,
VIVE LE ROI

Proclamation de lord Dorchester. 26 novembre 1793. Archives nationales du Canada. Photo : Archives nationales du Canada.

Proclamation by Lord Dorchester. November 26, 1793. National Archives of Canada. Photo: National Archives of Canada.

enjoint magistrats, capitaines de milice et officiers de paix de rechercher activement toutes personnes qui se livreraient à des actes subversifs. Celles-ci devront alors être traduites en justice et recevoir un châtiment exemplaire.

SUS AUX ÉTRANGERS ET VIVE LA MILICE !

Convaincus que des espions français ou à la solde de la France tentent de soulever la population, les députés et les conseillers législatifs adoptent diverses mesures pour mieux contrôler le territoire. À l'avenir, tout commandant de navire en provenance de l'étranger devra déclarer, dès son arrivée à Québec, le nom des passagers non sujets britanniques à son bord. Tout étranger est tenu de s'enregistrer dès son arrivée au Bas-Canada et ce, sous peine d'amende, d'emprisonnement et même de déportation. Enfn, hôteliers, aubergistes et taverniers doivent faire part à un magistrat de la présence dans leurs établissements de tout étranger. Si un étranger revient sur le territoire du Bas-Canada après en avoir été expulsé, il est passible de mort.

out any individuals who were taking part in subversive activities. They were to be brought before the courts and given an exemplary punishment.

DOWN WITH FOREIGNERS AND LONG LIVE THE MILITIA!

Convinced that French spies and agents would try to stir up pro-French feelings among the people, members of the Assembly and the Legislative Council adopted various measures to exercise tighter control over their territory. Henceforth, the captain of any ship arriving in Quebec from abroad would be required to hand in the names of all passengers on board who were not British subjects. Foreigners were required to register upon arrival in Lower Canada or face fines, imprisonment and even deportation. In addition, innkeepers, tavern keepers and landlords were required to inform a magistrate of the presence of any foreigner in their establishments. If a foreigner who had previously been deported was discovered in Lower Canada, he could be sentenced to death.

La Chambre d'assemblée et le Conseil législatif adoptent aussi une réforme de la milice. En vertu des modifications apportées aux lois déjà existantes, tout homme « résidant ou qui viendra résider dans cette province, depuis l'âge de dix-huit ans jusqu'à soixante, est déclaré par le présent milicien et obligé de servir dans la milice de la cité, ville, paroisse, village ou seigneurie ou division d'icelle, dans lesquels il est domicilié[33] ».

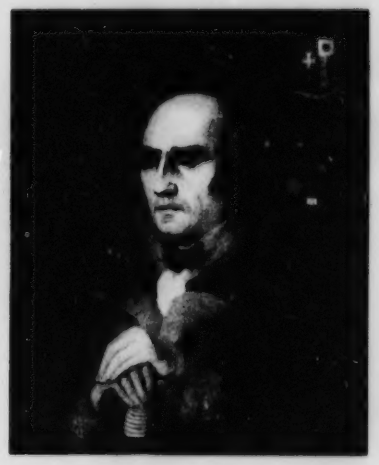
Si les Canadiens trouvent normal d'être ainsi obligés de servir pour la défense de leur pays et, deux fois par année, de pratiquer le maniement des armes, ils sont cependant inquiets du contenu de l'article qui prévoit le service en dehors des limites des frontières du Haut et du Bas-Canada.

Avant même l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur la milice, le gouverneur Dorchester ordonne la levée de quelques milliers d'hommes, car la rumeur s'est répandue, à la mi-juin 1794, qu'une flotte française remonte le fleuve Saint-Laurent pour attaquer Québec. Plusieurs Canadiens décident de ne pas répondre à l'appel des officiers de milice. Selon

The Assembly and Legislative Council also passed amendments to existing militia laws, to the effect that any man who was "a resident or future resident of this province, between the ages of eighteen and sixty, is hereby declared to be a militiaman and is obliged to serve in the militia of the town, city, parish, village or division in which he is domiciled."[33]

Although Canadians could accept their obligation to serve in the defence of their country and to participate in arms drills twice a year, they were concerned about a section of the act that mentioned service beyond the borders of Upper and Lower Canada.

Even before the new militia act came into effect, Governor Dorchester ordered the recruitment of several thousand men by mid-June 1794, since the French fleet was rumoured to be sailing up the St. Lawrence, preparing to attack Quebec. Many Canadians decided not to answer the call by militia officers. According to historian Claude Galarneau, "Of the forty-two parishes in the district of Quebec, which had



Colonel Pierre Guy (1738–1812). Copie de Charles Gill. 1902. Huile sur toile. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Négociant dans le textile et le vêtement, Pierre Guy agit comme intermédiaire dans la traite des fourrures. Lord Dorchester le nomme lieutenant-colonel de la milice en 1787. Il obtiendra plus tard le grade de colonel, le plus élevé de la hiérarchie des miliciens. Chaque année, dans le *Quebec Almanack*, on publie le nom des officiers de la milice canadienne en respectant leur hiérarchie : colonel, lieutenant-colonel, major, capitaine, capitaine dans les paroisses.

Colonel Pierre Guy (1738–1812). Copy by Charles Gill. 1902. Oil on canvas. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

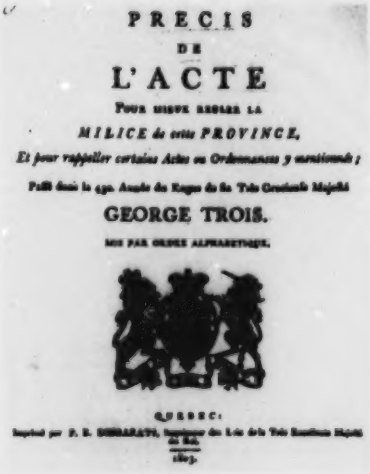
A textile and clothing merchant, Guy acted as a middleman in the fur trade. Lord Dorchester appointed him Lieutenant-Colonel of the militia in 1787. He was later promoted to Colonel, the highest rank in the militia. Each year the *Quebec Almanack* published the names of the officers in the Canadian militia according to their rank: Colonel, Lieutenant-Colonel, Major, Captain, Parish Captain.

l'historien Claude Galarneau, « sur les quarante-deux paroisses du district de Québec, qui comptent sept mille hommes aptes au service, huit paroisses seulement, pour neuf cents hommes, ont obéi aux lois; quant aux autres, elles semblent déloyales[34] ».

Dans la ville de Québec, la situation est la même, voire pire. Le gouverneur Dorchester raconte au secrétaire d'État aux colonies ce qui s'est passé dans la capitale : « Le premier jour que quatre compagnies de la ville furent assemblées afin qu'elles puissent fournir leur proportion d'hommes des 2 000 miliciens qui devaient être tenus prêts au service actif, ils ont brisé leurs rangs et ont causé une émeute en refusant de laisser tirer leurs noms au sort et de recevoir des commandements[35]. » On procède alors à quelques arrestations. Mais l'incident le plus grave a lieu à Charlesbourg et à la Jeune-Lorette, deux localités situées non loin de Québec. Le 19 mai, plus de 500 personnes s'assemblent pour protester contre l'adoption prochaine de la nouvelle loi de milice. Les discours sont des plus violents. Comme on craint la venue de l'armée régulière, on barricade le village de Charlesbourg et on installe

some seven thousand men fit for service, only eight parishes, or nine hundred men, obeyed the law; the rest appeared to be disloyal."[34]

In Quebec City, the situation was the same, if not worse. Lord Dorchester wrote to the Secretary of State for the colonies to describe events in the capital: "The first day that four companies from the town were assembled to furnish their quota of the 2,000 militiamen that were to be kept in readiness for active service, they broke ranks and caused a riot by refusing to allow their names to be drawn and to receive their commands."[35] Some arrests were made, but the most serious incidents took place at Charlesbourg and Jeune-Lorette near Quebec City. On May 19, more than 500 people gathered to protest the forthcoming adoption of the militia act. The speeches were very violent. Anticipating the arrival of the regular army, the village of Charlesbourg was barricaded and two cannons were set up at its gates. For some time, protesters kept watch day and night. Attorney-General Monk described the situation on June 18: "When the peasants did not see any troops arriving



PRECIS

DE

L'ACTE

POUR MIEUX RÉGLER LA

MILICE de cette PROVINCE,

Et pour rappeller certains Actes ou Ordonnances y mentionnés;

Passé dans la 43e. Année du Regne de Sa Très Gracieuse Majesté

GEORGE TROIS.

MIS PAR ORDRE ALPHABETIQUE.

QUEBEC:

Imprimé par P. E. DESBARATS, Imprimeur du Roi de la Très Excellente Majesté du Roi.

1803.

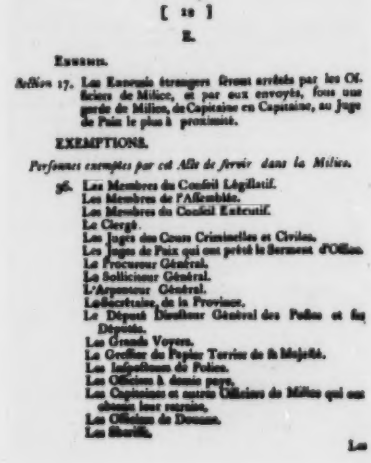
45

Extrait du *Précis de l'Acte pour mieux régler la Milice de cette Province, et pour rappeler certains Actes ou Ordonnances y mentionnés; Passé dans la 43e Année du Règne de Sa Très Gracieuse Majesté George Trois.* Québec, 1803. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

La loi adoptée en 1796 prévoit que certaines classes de citoyens sont exemptées du service obligatoire dans le corps de milice.

Excerpt from [Summary of the Act to Better Regulate the Militia of this Province and to Recall Certain Acts or Orders Mentioned Therein; Passed in the 43rd Year of the Reign of His Very Gracious Majesty George III]. Quebec, 1803. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The act, passed in 1796, exempts certain classes of citizens from mandatory service in the militia.



[10]

E.

EXEMPTIONS.

Personnes exemptes par cet Acte de servir dans la Milice.

Article 17. Les Etrangers étrangers seront arrêtés par les Officiers de Milice, et par eux envoyés, sous une garde de Milice, du Capitaine en Capitaine, au Juge de Paix le plus à proximité.

96. Les Membres du Conseil Législatif.
Les Membres de l'Assemblée.
Les Membres du Conseil Exécutif.
Le Clergé.
Les Juges des Cours Criminelles et Civiles.
Les Juges de Paix qui ont prêté le Serment d'Office.
Le Procureur Général.
Le Solliciteur Général.
L'Arpenteur Général.
Le Secrétaire de la Province.
Le Député Directeur Général des Postes et ses Députés.
Les Grands Voyers.
Le Greffier du Papier Terrier de Sa Majesté.
Les Interprètes de Police.
Les Officiers à demie paye.
Les Capitaines et autres Officiers de Milice qui ont obtenu leur retraite.
Les Officiers de Douane.
Les Shériffs.

Les

deux canons à l'entrée de celui-ci. Pendant quelque temps, jour et nuit, on monte la garde. « Les paysans, écrit le procureur Monk le 18 juin, ne voyant venir aucune troupe de la ville se fatiguèrent de leur entreprise et relâchèrent leur garde. Une enquête fut ouverte peu après pour découvrir et arrêter les plus violents et les chefs de ce soulèvement et ils doivent actuellement répondre de leurs crimes devant les tribunaux sous une accusation de haute trahison[36]. » Craignant d'être allés trop loin, plusieurs habitants de Charlesbourg signent des adresses de fidélité au roi.

Tout comme en 1775–1776, après quelques manifestations contre les autorités anglaises, les Canadiens francophones multiplient les démonstrations de loyauté. Au cours de l'été de 1794, se fondent plusieurs associations loyales. Le comité de Montréal est sous la présidence de James McGill. Il fait imprimer 300 copies devant servir à faire signer des adresses « loyales ». À sa réunion du 7 octobre, le comité de Montréal déclare avoir recueilli 3 503 signatures. Jugeant son travail complété, le comité met, un

from town, they tired of their undertaking and gave up their watch. An investigation was opened shortly afterward to uncover and arrest the most violent participants and the leaders of this uprising and they must now answer for their crimes before the courts facing an accusation of high treason."[36] Fearing that they had gone too far, many residents of Charlesbourg signed oaths of allegiance to the King.

As was the case in 1775–1776, after a few anti-English demonstrations, many French-speaking Canadians took action to show their loyalty to the British. During the summer of 1794, several loyalist associations were founded. The Montreal committee was chaired by James McGill. He had 300 copies of "loyalty" oaths printed for signature. At its October 7, 1794 meeting, the committee claimed to have collected 3,503 signatures. Judging its work to be accomplished, the committee put an end to its activities a month later. In the Quebec City area, more than 7,000 signatures were collected. A wind of loyalty was blowing through Lower Canada and was felt most keenly in the Church.

Mgr Joseph-Octave Plessis (1763–1825). Jean-Baptiste Roy-Audy (1778–vers 1848). 1832. Huile sur toile. Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Joseph-Octave Plessis, qui sera évêque du diocèse de Québec de 1806 à 1825, est nommé curé de la paroisse Notre-Dame de Québec en 1792. C'est dans cette église qu'il prononcera son fameux sermon sur la conquête providentielle. Les profits de la vente de son texte seront distribués aux pauvres de la paroisse.

Mgr. Joseph-Octave Plessis (1763–1825). Jean-Baptiste Roy-Audy (1778–c. 1848). 1832. Oil on canvas. Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Joseph-Octave Plessis, Bishop of the Diocese of Quebec from 1806 to 1825, was appointed *curé* of the parish of Notre-Dame, Quebec City, in 1792. It was in this church that he made his famous speech about the providential nature of the conquest. The profits from the sale of his text were distributed to the poor in the parish.

mois plus tard, fin à ses activités. Dans la région de Québec, le nombre de signatures dépasse 7 000. Un vent de loyalisme souffle alors sur le Bas-Canada. On le sent surtout à l'église.

Le 27 juin 1794, l'abbé Joseph-Octave Plessis, futur évêque de Québec, prononce l'oraison funèbre de monseigneur Jean-Olivier Briand, décédé quelques jours plus tôt. Il profite de la circonstance pour vanter les bienfaits de la Conquête. Le Dieu des armées, que l'on invoquait quarante ans auparavant pour qu'il vienne en aide au roi de France, est maintenant devenu celui du roi d'Angleterre.

UNE NOUVELLE OCCASION DE MANIFESTER

En 1796, l'adoption d'une nouvelle loi soulève le même tollé de protestations que la loi sur la milice. En vue d'améliorer le système routier du Bas-Canada, les législateurs avaient décidé que tous les habitants devaient fournir douze jours de corvée par année, sous peine d'amende. La loi prévoyait que les gens aisés pouvaient échapper au travail obligatoire en payant une certaine somme. La réaction de la population ne tarde pas. Au tout début du mois de juillet, des habitants de Saint-Jean-Port-Joli arrachent les piquets indiquant le tracé des chemins. Quelques-uns crient : « Vive la liberté ! Nous sommes de la convention nationale, nous brisons tout ce que nous rencontrons[37]. » Quelques semaines plus tard, nouvelle manifestation à Québec. L'arrestation de cinq leaders calme temporairement les esprits.

L'agitation populaire qui gagne une bonne partie de la population du Bas-Canada coïncide avec la rumeur de la venue d'une flotte française. D'autre part, des officiers français auraient pénétré dans la province par les bois avoisinant la frontière américaine. Ils seraient même venus à Montréal tenir

On June 27, 1794, Abbé Jean-Octave Plessis, a future Bishop of Quebec, officiated at the funeral service for Monseigneur Jean-Olivier Briand, who had died a few days earlier. He made use of this opportunity to laud the benefits of the British conquest. As he explained, the God of the armies who had been called upon some forty years earlier to come to the aid of the King of France, had now become God of the King of England.

NEW CAUSE FOR DISCONTENT

In 1796, the adoption of the new roads act led to another wave of protest. With a view to improving the system of roads in Lower Canada, legislators had decided to force all *habitants* to give twelve days of labour per year or face a fine. Wealthy citizens could get around the mandatory labour provision by paying a fee. Citizens wasted no time in making their feelings known. In early July, the residents of Saint-Jean-Port-Joli tore out the markers for the road. Some were heard to shout, "Long live freedom! We support the National Convention, we smash everything in our path."[37] A few weeks later, there were more demonstrations in Quebec. The arrest of five leaders temporarily calmed the situation.

The popular unrest that swept much of Lower Canada coincided with rumours of the impending arrival of the French fleet. French officers were said to have slipped into the province through the woods at the American border and were arriving in Montreal to organize revolutionary assemblies. This time, *Canadiens* seemed to be more receptive to the agitators' speeches. Bishop-Coadjutor Pierre Denaut, *curé* of the parish of Longueuil, was worried about his parishioners' state of mind. On October 18, 1796 he wrote to the *curé* of the parish of Quebec to say that, "The news from Quebec of a French invasion of this province has brought fear to the hearts

des assemblées révolutionnaires. Cette fois, les Canadiens semblent plus sympathiques aux propos des agitateurs. L'évêque-coadjuteur Pierre Denaut, curé de la paroisse de Longueuil, s'inquiète de l'état des esprits. Il écrit au curé de la paroisse de Québec, le 18 octobre 1796 : « Les nouvelles de Québec, d'une invasion des Français dans cette province, ont porté la crainte dans les cœurs de plusieurs et la joie dans le plus grand nombre. Tous les habitants le désirent. Nous touchons, on dirait, au moment d'une révolution pareille à celle de France; des attroupements considérables d'habitants de presque tous les endroits se sont faits tous les jours depuis dimanche; ils refusent absolument de se soumettre à la loi portée par le bill des chemins. Hier, ils se sont opposés à la prise d'un nommé Berthelot déjà sous la loi; ils ont saisi rudement le shérif Gray, bourrassé son neveu (...) et mis en fuite le baillif. Tous ont refusé de le cautionner; on dit qu'ils doivent encore s'attrouper demain en plus grand nombre; sans doute ils seront plusieurs mille. Les magistrats sont très embarrassés. *Videbitur infra*. La révolution, dit l'histoire, a commencé par des attroupements de femmes affamées, que ne doit-on pas craindre d'hommes entêtés[38]. » Les craintes ecclésiastiques ont quelques fondements, car on a distribué en certains endroits des pamphlets dans lesquels on peut lire : « On n'entendra bientôt que le cri de Vive la République ! depuis le Canada jusqu'à Paris[39]. »

Une nouvelle chasse aux espions commence alors. Le 30 octobre 1796, le lieutenant-gouverneur Robert Prescott, en vertu d'un ordre fait dans le Conseil exécutif, ordonne à tous les sujets français installés au pays depuis le 1er mai 1794, de quitter le territoire sous peine d'emprisonnement immédiat. Une proclamation émise le même jour ordonne l'incarcération de « toutes et chaque personnes qui pourront tenir des discours séditieux ou autres paroles

of some, but joy to the hearts of many. All the *habitants* yearn for it. One could say that we are experiencing a revolution similar to that of France; large groups of *habitants* have been gathering everywhere since Sunday; they absolutely refuse to comply with the roads act. Yesterday, they stood up against the arrest of a man named Berthelot under the provisions of the new act; they shook up Sheriff Gray, bullied his nephew (...) and chased the bailiff away. Everyone refused to support the law; they said that even more of them must gather again tomorrow; without a doubt there will be several thousand of them. The magistrates are in a very awkward position. *Videbitur infra*. The revolution, as the story goes, began with groups of starving women; what have we to fear from stubborn men?"[38] The clergy's fears did have some foundation. In some locations, pamphlets were being distributed reading, "Soon cries of 'Long Live the Republic' will be heard from Canada to Paris!"[39]

The hunt for spies was on again. On October 30, 1796, Lieutenant-Governor Robert Prescott, under instructions from the Executive Council, ordered all French subjects resident in Canada since May 1, 1794 to leave the territory or face immediate imprisonment. A proclamation was issued on the same date ordering the imprisonment of "all and every Person, who may hold seditious Discourses, or utter Treasonable Words, spread false News, publish or distribute Libellous Papers written or printed, tending to excite Discontent in the Minds or lessen the Affections of his Majesty's said Subjects, or in any manner disturb the Peace and Happiness enjoyed under his Majesty's Government in this Colony."[40] On November 11, a new proclamation was issued to inform citizens that war had broken out between England and Spain. The Spanish now counted among England's enemies as well.

tendantes à la trahison, répandre de fausses nouvelles, publier ou distribuer des Papiers, écrits ou imprimés diffamatoires qui tendent à exciter le mécontentement dans les esprits, ou diminuer l'affection des dits Sujets de Sa Majesté, ou troubler en aucune manière la Paix, et le bonheur dont on jouit sous le Gouvernement de Sa Majesté dans cette colonie[40] ». Le 11 novembre, nouvelle proclamation faisant état de la guerre qui vient d'éclater entre l'Angleterre et l'Espagne. Aux Français ennemis, viennent s'ajouter les Espagnols.

L'Église catholique doit encore une fois prêter main forte à l'État. Le 5 novembre 1796, l'évêque Hubert rappelle aux curés leur devoir : « Nous croyons qu'il est plus que jamais de votre devoir de remontrer aux peuples combien ils sont étroitement obligés de se contenir dans la fidélité qu'ils ont jurée au Roi de la Grande-Bretagne, dans l'obéissance ponctuelle aux lois et dans l'éloignement de tout esprit qui pourait leur inspirer ces idées de rébellion et d'indépendance qui ont fait depuis quelques années de si tristes ravages, et dont il est fort à désirer que cette partie du globe soit préservée pour toujours[41]. »

The Catholic Church was again asked to lend its support to the government. On November 5, 1796, Bishop Hubert reminded *curés* of their civic duties. "We believe that more than ever before, it is your duty to remind your people of their strict obligation to adhere to the oath of allegiance they swore to the King of Great Britain, to assiduously obey the law and to keep aloof from anyone who seeks to inspire them with the ideas of rebellion and independence, which have in the past few years made such serious inroads and caused such harm, and from which it is to be strongly desired that this part of the globe be preserved forever."[41]

Many French agitators used the United States as their base. Since the American authorities had decided to remain neutral in the conflict between France and England, they did not monitor the movements of French citizens. Meanwhile, new plans were being made for

[Un tambour]. Henry William Bunbury (1750–1811). Gravée par A. Suntach. Publiée le 26 février 1793. Gravure au pointillé avec rehaut d'aquarelle. Musée David M. Stewart. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Le tambour est omniprésent et relaie les ordres de l'officier pour le réveil, la marche, la charge, la retraite et la lecture des proclamations et avis émis par les autorités civiles et militaires.

A drummer. Henry William Bunbury (1750–1811). Engraved by A. Suntach. Published on February 26, 1793. Stipple engraving heightened with watercolour. David M. Stewart Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The drummer was an omnipresent figure. His role was to relay the officer's orders to march, charge, withdraw, etc. He also accompanied the reading of proclamations and notices issued by civil and military authorities.

Les États-Unis servent de territoire de base à plusieurs agitateurs français. Comme les autorités américaines ont pris la décision de demeurer neutres dans le conflit qui oppose la France et l'Angleterre, elles n'interdisent pas le va-et-vient de citoyens français. Quelques-uns de ces derniers forment de nouveaux projets de reconquête du Canada. Un des informateurs du gouverneur Prescott, Robert Liston, écrit au représentant du roi pour l'Amérique du Nord une lettre confidentielle, en date du 28 novembre 1796, où il essaie d'analyser la conduite des agitateurs français. « Depuis que le gouvernement américain a fait connaître sa résolution de demeurer neutre pendant la présente guerre, et de se tenir en relations de commerce et d'amitié avec la Grande-Bretagne, dit-il, les agents français, dans ce pays-ci, paraissent avoir suggéré à leurs subalternes l'idée qu'il fallait se procurer une influence prédominante sur les États-Unis par les menaces et les contraintes; et le nouvel ambassadeur (Pierre-Auguste Adet) semble être d'avis, comme l'ancien, que le moyen le plus assuré d'obtenir une pareille influence, c'est de se remettre en possession d'une partie, tout au moins, des territoires que la France avait autrefois dans le continent d'Amérique. (...) Jusqu'à quel point les projets d'Adet ont été accueillis en France, je l'ignore. Seulement, quelqu'un en étroite relation avec lui (c'est un Français de naissance, qui parle anglais comme s'il était né en Angleterre) est revenu dernièrement du Canada, après l'avoir parcouru durant plusieurs mois, et les membres les plus indiscrets du parti démocratique disent qu'il y a pratiqué avec un très grand succès les esprits chez le peuple. Ils assurent même que déjà trois députés des habitants français de cette province sont en route pour l'Europe, chargés de porter des propositions à leur ancienne mère patrie[42]. »

the reconquest of Canada. One of Governor Prescott's informers, Robert Liston, wrote a confidential letter to the King's representative in North America dated November 28, 1796, in which he attempted to analyse the behaviour of the French agitators. "From the time that the Government of America discovered a resolution to maintain her neutrality during the present War and to enter into relations of Commerce and friendship with Great Britain, the French Agents in this Country appear to have suggested to their Employers the necessity of obtaining a predominant influence over the United States by means of Threats and Compulsion. And the late, and the present minister [Pierre-Auguste Adet] seem to have agreed in opinion that the only certain Means of securing this important object was the acquisition of at least a part of the Territories formerly possessed by France on the American Continent. (...) How far the projects of Adet have been adopted in France, I cannot pretend to judge; but there is no doubt that a Person nearly connected with him (a Frenchman by birth but who is said to speak English like a native of Great Britain) is lately returned from a tour of several months through Canada, where some of the more indiscreet members of the Democratick [sic] Party say he met with considerable success in perverting the minds of the People. They go so far as to assert that three Deputies from the French Inhabitants of that Province are already on their way to Europe with a view to make proposals to the Government of their ancient mother country."[42]

Ambassador Adet was not the only one trying to influence American policy. J.-A.-B. Rozier, agent for the Directory in New York, also recommended that Canada be won back to put a stop to the spectacular development of the United States. In Rozier's view, the conquest of Canada could only be to France's advantage. "Delay, if not prevent the United

Le ministre plénipotentiaire Adet n'est pas le seul à chercher à influencer la politique américaine au profit de la France. J.-A.-B. Rozier, agent du Directoire à New York, recommande lui aussi la reconquête du Canada pour arrêter le développement spectaculaire des États-Unis. Pour Rozier, la conquête du Canada ne présente que des avantages, tous plus importants les uns que les autres : « Retarder, si ce n'est empêcher l'accroissement de puissance des États-Unis. Diviser ce corps gigantesque en trois grandes divisions : l'une à l'ouest, l'autre au sud, la troisième au nord. (...) Non seulement la république française acquerra sur les États-Unis l'influence de la force, mais elle opère un double objet, de l'enlever à sa rivale, à son ennemie, en rendant aux patriotes américains antifédéraux, aujourd'hui sans chefs et découragés, toute l'importance qu'ils doivent avoir. La République canadienne, sous la protection de la France, doit bientôt devenir maîtresse des pêcheries et des isles qui les assurent exclusivement. La France partagera donc avec elle les profits de la mine la plus fertile du monde en richesses et en hommes de mer. La possession du Canada assure en quelque sorte le commerce exclusif des pelleteries; cet objet d'échange, joint aux bleds, aux munitions navales de toute espèce, aux fers reconnus bons, si ce n'est meilleurs que ceux de Suède (Forges du Saint-Maurice), assurent à la France un débouché immense pour les objets de ses manufactures dont ce peuple est encore idolâtre et doit affranchir la République de sa dépendance du Nord de l'Europe pour les munitions navales[43]. »

Le projet de Rozier et ceux formulés par la suite demeurent tous à l'étape du souhait. Mais, en 1796, le Directoire pose un geste concret pour favoriser une conquête indirecte de l'ancienne colonie. Il fournit à Ira Allen la somme de 200 000 francs, 20 000 fusils et une vingtaine de canons. Allen est un des personnages importants de l'État du

States from increasing its power. Divide this vast body of land into three parts: one to the west, another to the south and the third to the north. (...) Not only would the French Republic acquire a strong influence over the United States, but it would also have a second objective: to weaken its rival, its enemy, by aiding the republican anti-federal patriots, today discouraged and without a leader. The Canadian Republic, under the protection of France, would soon become mistress of the fisheries and islands which ensure them exclusively. France would therefore share with her the profits of the most fertile mine in the world in wealth and seagoing men. The possession of Canada ensures in some fashion exclusive control over the fur trade; this object of exchange, in addition to corn, all manner of naval munitions, iron of recognized quality (Forges du Saint-Maurice), as good if not better than that of Sweden, guarantees France a vast market for its manufactured goods, which these people still worship and which will free the Republic of its dependence on northern Europe for its naval munitions."[43]

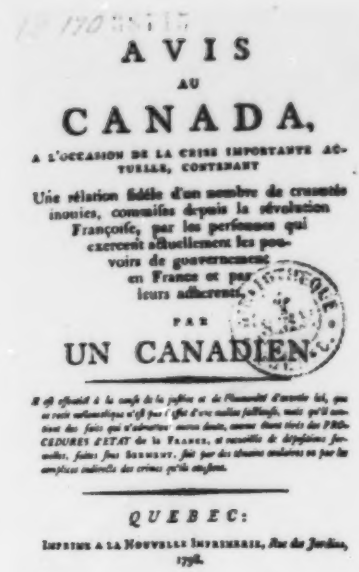
This scheme and others never went beyond the planning stages. However, in 1796, the Directory did take concrete action to support the indirect conquest of its former colony. Ira Allen, an influential Vermont politician, was given the sum of 200,000 francs, 20,000 muskets and twenty cannons. Officially, the weapons were said to be for the state militia; in fact, they were to be used to attack the Canadas.

Place d'Armes. J. Nixon (vers 1760-1818). 1807. Crayon et aquarelle. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

La Place d'Armes est le cœur de la ville de Montréal. C'est là, habituellement, qu'étaient lues les proclamations royales, que se tenaient les assemblées électorales et que se déroulaient les élections. On y faisait aussi la revue des miliciens. Le tout à l'ombre du clocher de l'église Notre-Dame.

Place d'Armes. J. Nixon (c. 1760-1818). 1807. Pencil and watercolour. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Place d'Armes was truly the centre of Montreal, the place where royal proclamations were read, where election meetings were held, where elections actually took place and where militiamen gathered to be reviewed. Everything took place in the square, in the shadow of Notre-Dame Church.



AVIS
AU
CANADA,
A L'OCCASION DE LA CRISE IMPORTANTE ACTUELLE, CONTENANT
Une relation fidèle d'un nombre de cruautés inouies, connuës depuis la révolution Françoise, par les personnes qui exercent effectivement les pouvoirs de gouvernement en France et par leurs adhérents,
PAR
UN CANADIEN.
QUEBEC:
IMPRIMÉ A LA NOUVELLE IMPRIMERIE, Rue des Jardins, 1798.

Avis au Canada... Québec, 1798. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

[Notice to Canada]. Quebec, 1798. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Vermont. Officiellement, les armes sont destinées aux miliciens de cet État; en réalité, elles doivent servir à attaquer les Canadas.

L'armement fourni par la France est chargé à bord d'un navire d'Ostende, l'*Olive Branch*. Celui-ci tombe aux mains de la marine anglaise et est conduit à Portsmouth. Comme Allen ne peut fournir de preuve que fusils et canons doivent être remis à la milice vermontaise, le tout est saisi. Le duc de Portland, dans une lettre du 20 janvier 1797, avertit le gouverneur du Bas-Canada de l'arraisonnement de l'*Olive Branch*. « Depuis la capture, cependant, écrit-il, j'ai eu quelque communication avec M. Graham, ancien aide de camp du gouverneur Chittenden (du Vermont), mais qui est maintenant marié et établi dans ce pays. Il m'a fait entendre formellement, d'après la connaissance qu'il a ou qu'il prétend avoir de M. Allen et de ses desseins, que la cargaison en question était destinée pour le Vermont, à l'insu ou sans la connivence du gouverneur et du gouvernement de cet État; qu'elle avait été achetée pour armer les Vermontais, qui, sous la conduite et le commandement de gens du pays, devaient soutenir une insurrection dans le Bas-Canada[44]. » Allen, dans ses lettres au lieutenant-gouverneur Simcoe, se défend bien d'un pareil dessein. En 1797, il est toujours à Londres pour tenter de rentrer en possession de la cargaison d'armes.

Pendant ce temps, au Bas-Canada, David McLane, un Américain originaire du Vermont qui se dit acheteur de chevaux, est arrêté. Il aurait déjà rencontré le Français Adet et, vraisemblablement, été au courant des projets d'Allen. En mai 1797, il confie à Charles Fréchette, de Saint-Jean-sur-Richelieu, l'objet de sa mission : « Vous ne me connaissez pas, je suis envoyé par le gouvernement français pour exciter une insurrection en Canada dans le but de délivrer de l'esclavage nos frères et parents. Je suis

The weapons supplied by France were loaded onto a ship called the *Olive Branch* at Ostend. It was captured by the British navy and taken to Portsmouth. Then, since Allen was unable to prove that the muskets and cannons were for the Vermont militia, the entire shipment was seized. In a letter dated January 20, 1797, the Duke of Portland informed the Governor of Lower Canada about the *Olive Branch* affair. "Since her capture, I have had some communication with Mr. Graham, formerly Aide-de-Camp to Governor Chittenden [of Vermont], but now married and settled in this country. He strongly insinuates, from the knowledge he has, or pretends to have, of Mr. Allen and his designs, that the Stores in question were intended for Vermont, although entirely without the knowledge or connivance of the Governor or Government of that State, with a view to arm the Vermontese, under the direction and command of Persons of that Country, to the purpose of promoting an Insurrection in Lower Canada."[44] In his letters to Lieutenant-Governor Simcoe, Allen defended himself well against such accusations. He was still in London in 1797, trying to regain possession of the arms cargo.

At the same time, in Lower Canada, David McLane, an American from Vermont claiming to be a horse buyer, was arrested. He had been meeting with Adet and in all likelihood was aware of Allen's plans. In May 1797, he spoke to Charles Fréchette, of Saint-Jean-sur-Richelieu about the purpose of his mission: "You do not know me, but I have been sent by the French government to incite an insurrection in Canada to deliver our brothers and families from slavery. I am second in command of the French army in charge of operations against this province. I would like to form a corps of *Canadiens* to take the Quebec garrison by surprise; tell your brothers, your families about it and

le commandant en second de l'armée française destinée à opérer contre cette province. Je voudrais former un corps de Canadiens pour surprendre la garnison de Québec; vous pouvez parler à vos frères, à vos parents et peut-être les engager à se joindre à nous[45]. » Dans les jours qui suivent, McLane se rend à Québec où il est mis aux arrêts. Il sera par la suite traduit devant une cour martiale et condamné à mort. Il est exécuté le 21 juillet 1797.

Les nombreuses arrestations de Canadiens, au cours des premiers mois de 1797, et l'exécution de David McLane ramènent un certain calme. La victoire de l'amiral Horatio Nelson sur la flotte française à Aboukir, le 1er août 1798, fournit aux autorités civiles et religieuses l'occasion de forcer un peu la main aux Canadiens pour qu'ils témoignent de leur loyauté au roi de la Grande-Bretagne et qu'ils se rendent compte que Dieu appuie les Anglais ! Le 20 décembre 1798, Samuel Gale, secrétaire du gouverneur Prescott, demande, par lettre, à l'évêque-coadjuteur Plessis s'il ne serait pas opportun de décréter « une journée d'action de grâces en remerciement de la victoire remportée par les Anglais dans la Méditerranée[46] ».

perhaps convince them to join with us."[45] In the days that followed, McLane went to Quebec City where he was placed under arrest, court martialed and sentenced to death. He was executed on July 21, 1797.

His death and arrest of many Canadians in the early months of 1797 restored the peace to some extent. Admiral Horatio Nelson's victory over the French fleet at Aboukir on August 1, 1798 gave the civil and religious authorities an opportunity to encourage Canadians to show their allegiance to the King of Great Britain and prove their contention that God was on the British side. On December 20, 1798, Samuel Gale, secretary to Governor Prescott, wrote to Bishop-Coadjutor Plessis, asking if it would not be an opportune time to decree "a day of thanksgiving and gratitude for the victory won by the English in the Mediterranean."[46] After answering in the affirmative, Plessis transmitted this request to Bishop Denaut, who was still in Longueuil. Two days later, on December 22, Governor Prescott signed a proclamation setting the date for this day of public thanksgiving as January 10, 1799.

DISCOURS

A L'OCCASION

DE LA VICTOIRE REMPORTE'E

PAR LES

FORCES NAVALES DE LA MAJESTE' BRITANNIQUE

DANS LA MEDITERRANNE'E LE 1 ET 2 AOUT 1798.

SUR

La Flotte Françoise.

PRONONCE' DANS L'EGLISE CATHEDRALE DE QUEBEC

LE 10 JANVIER 1799.

Par Messire J. O. PLESSIS

Curé de Québec, Coadjuteur-élu et Vicaire Général du Diocèse.

A Québec:

IMPRIMÉ AU PIED DES AUTELS DE LA PAROISSE,

ET SE VEND À L'IMPRIMERIE.

[9]

Révolution sacrilège. Il n'y a pas d'excès et ce genre qui aient été à son épreuve. Les lieux de piété proscrits ; les monumens de la religion mis en pièces ; les Prêtres égorgés auprès des Autels qu'ils vouloient défendre ; le culte Divin anéanti ; les SS. Mystères foulés aux pieds ; les jours solemnels abolis ; l'idole placée dans le temple du vrai Dieu, les Vierges Saintes chassées de leurs asyles chéris ; le chef de l'Eglise Catholique, digne et vénérable successeur des Apôtres, mis cruellement hors de son siége, obligé dans son extrême vieillesse d'errer de ville en ville, en attendant qu'il plaise à Dieu récompenser par la couronne de gloire une vie pleine de vertus, de travaux et de mérites. Ce n'est là, mes frères, qu'une légère esquisse des atrocités auxquelles se sont portés les propagateurs de la révolution Françoise. Jusqu'à quand Seigneur, souffrirez-vous qu'ils vous insultent de la sorte ? *usquequo, Domine, improperabit inimicus ?* Quoi ! ne mettrez-vous pas de frein à leur audace ? Levez enfin votre main Toute-puissante pour la réprimer. *Leva manus tuas in superbias earum in finem.*

Le moment en est arrivé, mes frères. Cet orgueil-

Discours à l'occasion de la victoire remportée par les forces navales de sa Majesté britannique... 1799. Messire J.O. Plessis. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

[Speech on the occasion of the victory won by the naval forces of his Britannic Majesty...] 1799. Mgr. J.O. Plessis. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Après avoir répondu par l'affirmative, Plessis transmet la demande à l'évêque Denaut, qui demeure à Longueuil. Deux jours plus tard, soit le 22, le gouverneur Prescott signe une proclamation fixant au 10 janvier suivant ce jour de remerciement.

Monseigneur Denaut ordonne, par mandement, que soit célébrée « dans toutes les églises de ce diocèse une messe solennelle en actions de grâces, à l'issue de laquelle on chantera le *Te Deum*, le *Domine salvum fac Regem* et l'oraison pour le Roi[47] ». De plus, « les autels seront parés ce jour-là comme aux plus grandes solennités et, le jour précédent, la fête sera annoncée par le son des cloches[48] ». Dernière recommandation : « Messieurs les Curés ne manqueront pas de prendre occasion de cette fête pour faire sentir vivement à leurs paroissiens les obligations qu'ils ont au Ciel de les avoir mis sous l'empire et la protection de Sa Majesté Britannique et les exhorter tout de nouveau à s'y maintenir avec fidélité et reconnaissance[49]. »

Aussi bien à Québec qu'à Montréal, le clergé protestant et catholique rend hommage à Dieu, ce jeudi 10 janvier 1799. L'évêque anglican Jacob Mountain prononce un sermon dans lequel il

Monseigneur Denaut then signed a circular ordering that "high mass be celebrated in thanksgiving in all Churches of this diocese, after which we will sing the *Te Deum*, the *Domine salvum fac Regem* and recite a prayer for the King."[47] Furthermore, "the altars shall be adorned on this day as for all of the most solemn occasions and one day prior, the celebration shall be announced by a ringing of bells."[48] His final recommendation was, "*Messieurs les Curés* shall not miss the opportunity of this celebration to remind their parishioners of the debt they owe to heaven for having placed them under the rule and protection of His Britannic Majesty and to urge them once again to maintain their loyalty and gratitude."[49]

In Quebec City as well as in Montreal, the Protestant and Catholic clergy paid tribute to God on that Thursday, January 10, 1799. Anglican Bishop Jacob Mountain gave a sermon in which he showed how God, the governor of nations, had punished corruption in ancient times. The lands of Judah, Israel, Assyria and Rome had been defeated

[Jacob Mountain (1749–1825), premier évêque de Québec]. D'après une peinture de H. Edridge, 1819. Publiée par C. Turner. Londres, 14 février 1820. Gravure au pointillé. Archives nationales du Canada. Photo : Archives nationales du Canada.

Jacob Mountain devient, en 1793, le premier évêque anglican du nouveau diocèse de Québec. Il deviendra par la suite membre des conseils législatif et exécutif du Bas-Canada.

Jacob Mountain, 1749–1825, 1st Bishop of Quebec. From a painting by H. Edridge, 1819. Published by C. Turner, London, February 14, 1820. Stipple engraving. National Archives of Canada. Photo: National Archives of Canada.

In 1793, Jacob Mountain became the first Anglican bishop of the new Quebec diocese. He later went on to become a member of both the legislative and executive councils of Lower Canada.

montre comment Dieu, le gouverneur des nations, a châtié la corruption dans les temps anciens. Le pays de Judah, Israël, l'Assyrie et Rome ont subi la défaite par suite de leur rejet de l'ordre et de la justice. Plus récemment, la France a été l'objet du même sort. Car la Grande-Bretagne a été le bras dont Dieu s'est servi pour punir l'impie. Quant au pasteur presbytérien Alexander Spark, son sermon souligne la répudiation du christianisme par les révolutionnaires français, d'où la source de leur défaite. Le coadjuteur Plessis revient sur les bienfaits de la conquête et il conclut en ces termes : « Réjouissons-nous de cet événement. Tout ce qui affaiblit la France, tend à l'éloigner de nous. Tout ce qui l'en éloigne, assure nos vies, notre liberté, notre repos, nos propriétés, notre culte, notre bonheur. Rendons-en au Dieu des victoires d'immortelles actions de grâces. Prions-le de conserver longtemps le bienfaisant, l'auguste Souverain qui nous gouverne, et de continuer à répandre sur le Canada ses plus abondantes bénédictions[50]. »

DE GUERRE EN GUERRE

Un navire qui jette l'ancre dans le port de Québec le 8 décembre 1801 apporte la nouvelle que la France et l'Angleterre s'apprêtent à signer la paix. Trois mois auparavant, cinq ou six personnes avaient été arrêtées à Montréal, soupçonnées de faire partie d'une société basée sur « les principes du jacobinisme et de l'illuminisme ». L'association, connue sous le nom de Montreal Civil Society, aurait eu comme tâche de préparer la venue d'une armée commandée par Ira Allen. De loyaux Montréalais se regroupent pour assurer la surveillance de la ville, et le général Peter Hunter fait distribuer 600 fusils à des miliciens jugés fidèles au souverain.

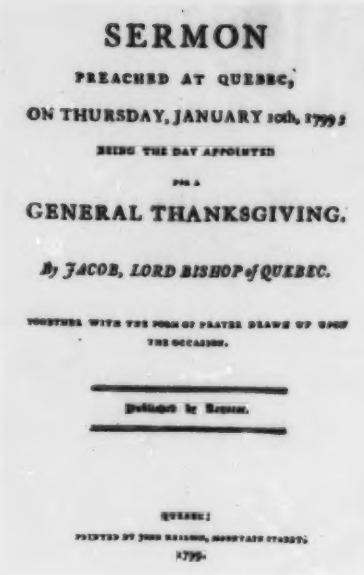
Le 25 mars 1802, la paix est enfin signée. Quatre mois plus tard, le lieutenant-gouverneur Robert Shore Milnes émet une proclamation ordonnant la tenue

following their rejection of order and justice. More recently, France had undergone the same fate. For Great Britain had been the arm used by God to punish the impious. Presbyterian Minister Alexander Spark, in his sermon pronounced on the same day, stressed the repudiation of Christianity by the French revolutionaries as being the source of their defeat. As for Coadjutor Plessis, he once again praised the benefits of the Conquest: "Let us rejoice in this event. Everything that weakens France tend to estrange it from us. Everything that estranges us from France guarantees our lives, our freedom, our repose, our properties, our religion, our happiness. Let us give thanks to the immortal God for this victory. Let us pray that he protect and keep the benevolent, august Sovereign who governs us for many years, and that he continues to spread his most abundant benedictions over Canada."[50]

FROM ONE WAR TO ANOTHER

On December 8, 1801, a ship dropping anchor in the port of Quebec brought news that France and England were preparing to sign a peace treaty. Three months earlier, five or six people had been arrested in Montreal, suspected of belonging to a society based on "the principles of Jacobinism and Illuminism." The association, known as the Montreal Civil Society, was said to be preparing for the impending arrival of an army led by Ira Allen. Loyal Montrealers joined forces to guard the city and General Peter Hunter distributed 600 muskets to militiamen considered loyal to the King.

On March 25, 1802, peace was finally concluded between France and England. Four months later, Lieutenant-Governor Robert Shore Milnes issued a proclamation ordering a day of public thanksgiving to God. This was followed by a pastoral by Bishop Denaut who again reminded his listeners of the benefits of George III's rule.



SERMON

PREACHED AT QUEBEC,

ON THURSDAY, JANUARY 10th, 1799;

BEING THE DAY APPOINTED

FOR A

GENERAL THANKSGIVING.

By JACOB, LORD BISHOP of QUEBEC.

TOGETHER WITH THE FORM OF PRAYER DRAWN UP UPON THE OCCASION.

Published by Authority.

QUEBEC:

PRINTED BY JOHN NEILSON, MOUNTAIN STREET.

1799.

A Sermon preached at Quebec... Jacob Mountain. 1799. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

A Sermon preached at Quebec.... Jacob Mountain. 1799. Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

d'une journée d'actions de grâces pour remercier Dieu. Le tout est suivi par un mandement de l'évêque Denaut qui rappelle encore une fois les bienfaits du règne de George III.

La paix est de courte durée, car la guerre éclate à nouveau à la mi-mai 1803. Presque au même moment, des rumeurs circulent à l'effet que des émissaires du consul Bonaparte séjournent à Montréal pour soulever la population contre le gouvernement britannique. Le 13 août, le lieutenant-gouverneur émet un avis d'expulsion contre les sujets de la République française qui sont au pays depuis le 1er mai 1792. Peu auparavant, plusieurs incendies avaient éclaté à Montréal. On soupçonne alors des agitateurs à la solde de la France d'agir comme incendiaires. Des récompenses sont promises pour l'arrestation des coupables. On craint toujours la présence d'espions. On soupçonne même Jérôme Bonaparte, le frère de Napoléon, de songer à venir au Bas-Canada. À Londres, on ne partage pas les mêmes craintes. Le 7 juin 1804, le secrétaire d'État aux colonies écrit à Milnes : « Bien que rien ne paraisse confirmer la supposition qu'il y a des émissaires français dans la province, vous n'en devrez pas moins continuer à faire surveiller les étrangers et les personnes suspectes[51]. » Le 21 mai de l'année suivante, Milnes répond à lord Camden : « Les Français ne désirent pas présentement attaquer le Canada et il n'entre pas dans leurs intentions de risquer jamais une flotte dans le Saint-Laurent, autrement que pour débarquer des troupes et reprendre immédiatement la mer[52]. »

S'il n'entre pas dans les desseins des Français de conquérir le Canada, il y a quelques Canadiens qui souhaitent de tout cœur la venue de l'armée de Napoléon. Le 1er mars 1805, douze habitants de la rive sud en face de Montréal signent une adresse à « Sa Majesté l'Empereur des Français,

Peace was short-lived, however; war broke out again in mid-May 1803. At about the same time, rumours were circulating that Napoleon's emissaries were in Montreal to stir people up against the British government. On August 13, the Lieutenant-Governor issued a deportation order against subjects of the French Republic who had been in Canada since May 1, 1792. A number of fires had broken out in Montreal a few months earlier. They were suspected to be the work of French agitators. Rewards were offered for the arrest of the arsonists. Spies were feared to be everywhere. It was even rumoured that Jérôme Bonaparte, Napoleon's brother, was thinking of coming to Lower Canada. In London, these fears were not shared. On June 7, 1804, the Secretary of State for the colonies wrote to Milnes to say, "Although nothing seems to confirm the supposition that there are French emissaries in the province, you should nevertheless continue to have foreigners and suspicious persons watched."[51] On May 21 of the following year, Milnes responded to Lord Camden, "The French do not presently wish to attack Canada and they have no intention of ever risking a fleet in the St. Lawrence, other than to disembark troops and immediately take to sea."[52]

Although the French may not have had any plans to conquer Canada, some Canadians still ardently wished to welcome the arrival of Napoleon's army. On March 1, 1805, twelve *habitants* from a south shore settlement across the river from Montreal, signed a letter addressed to "His Majesty the Emperor of the French, Napoleon the First." "Sire," they wrote, "Two of our compatriots, Jean-Baptiste Norau, aged sixty-four and Jean-Baptiste Norau, his son, aged twenty-four, are travelling to France to inform your Majesty, through the intermediary of his ministers, of the strong intentions of the Canadian people to return to the rule of France and bear once again the glorious name of the

Napoléon Premier ». « Sire, écrivent-ils, Deux de nos compatriotes, Jean-Baptiste Norau, âgé de soixante-quatre ans, et Jean-Baptiste Norau, son fils, âgé de vingt-deux ans, se rendent en France pour faire connaître à votre Majesté par l'organe de ses ministres les intentions bien prononcées du peuple canadien de retourner sous l'Empire de la France et porter de nouveau le nom glorieux de Français. (...) Sire, nous attendons de votre sollicitude paternelle que la paix ne se fera pas, sans que nous ayons repris le nom de Français Canadiens. Nous somme prêts à tout entreprendre à la première vue des Français que nous regardons toujours comme nos frères. » L'âge des signataires va de 50 à 70 ans. Ce sont donc tous des Canadiens qui avaient vécu sous le régime français et qui en gardaient la nostalgie.

Le souhait des douze signataires n'est certes pas partagé par tous les Canadiens, car plusieurs ont surnommé Napoléon « L'Antéchrist ». Un certain nombre se réjouissent de la défaite de la flotte franco-espagnole à Trafalgar le 21 octobre 1805. La nouvelle de la victoire anglaise et aussi de la mort, lors du combat, de l'amiral Nelson parvient à Montréal le 30 décembre suivant. Des notables louent aussitôt les services d'un express pour faire connaître la nouvelle aux habitants de la ville de Québec. La lettre est reçue le 2 janvier 1806 et est immédiatement publiée dans un extra de la *Gazette de Québec*. On organise alors des banquets à Québec, Trois-Rivières et Montréal. À ce dernier endroit, on avait déjà commencé à recueillir des fonds pour ériger un monument à la gloire de l'amiral Nelson. La Révolution française avait vécu !

French. (...) Sire, we expect, under your paternal solicitude, that peace will not be made without our regaining the name of Canadian French. We are willing to do anything at first sight of the French whom we still regard as our brothers." The age of the signatories ranged from fifty to seventy. In other words, all were *Canadiens* who had lived under the French regime and who retained a nostalgia for it.

The wish of these twelve signatories was certainly not shared by all *Canadiens*; many had nicknamed Napoleon the "Antichrist." A certain number rejoiced at the defeat of the French and Spanish fleet at Trafalgar on October 21, 1805. News of the English victory and of Admiral Nelson's death in battle reached Montreal on December 30, 1805. The news was immediately sent to Quebec City by express service, where the letter was received on January 2, 1806. A special edition of the *Quebec Gazette* was published to spread the news. Public dinners were organized in Quebec City, Trois-Rivières and Montreal. In Montreal, people had already begun to collect funds to erect a monument to Admiral Nelson. The French Revolution was now a thing of the past.

Napoléon 1er, 1769–1821. Eugène Carrière (1849–1906). D'après « Études aux deux Crayons No 7 » de Jacques-Louis David (1748–1825). Imprimée par Lemercier, Paris. Lithographie. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

En 1805, quelques habitants de la région de Saint-Constant adressent une pétition à Napoléon lui demandant de venir libérer les Français du Canada.

(Napoleon the First, 1769–1821). Eugène Carrière (1849–1906). After "Études aux deux Crayons No 7" by Jacques-Louis David (1748–1825). Printed by Lemercier, Paris. Lithograph. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

In 1805, some *habitants* in the St. Constant area sent a petition to Napoleon, asking him to liberate the French of Canada.

RÉFÉRENCES :

1. La *Gazette de Montréal*, 8 octobre 1789, p. 1.
2. La *Gazette de Montréal*, 1er janvier 1789, p. 1.
3. La *Gazette de Montréal*, 4 juin 1789, p. 4.
4. La *Gazette de Montréal*, 24 décembre 1789, p. 3.
5. La *Gazette de Montréal*, 23 avril 1789, p. 1; 11 juin 1789, p. 3.
6. *In Documents relatifs à l'histoire constitutionnelle du Canada, 1759–1791, deuxième partie*, Ottawa, 1921, p. 938–939.
7. *Ibid.*, p. 939–940.
8. *Ibid.*, p. 376.
9. *In The Parliamentary History of England*, t. 29, p. 113.
10. *In* Roy, Pierre-Georges, *Toutes petites choses du régime anglais*, Québec, Éditions Garneau, 1946, t. 1, p. 94–95.
11. *In Bulletin des Recherches historiques* (*BRH*), vol. XXXVII, nº 4 (avril 1931), p. 197–198.
12. *Journal de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1793, p. 167; Archives nationales du Canada (AN), série Q, t. 65, p. 324, cité par Chapais, Thomas, *Cours d'histoire du Canada*, Trois-Rivières, Boréal Express, 1972, t. 2, p. 80.
13. Chapais, Thomas, *op. cit.*, p. 80–81.
14. *In BRH*, vol. XXXVII, nº 4 (avril 1931), p. 198.
15. *Journal du Conseil législatif du Bas-Canada*, P.E. Desbarats, 1802, vol. 1, p. 48.
16. *Journal de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, Québec, John Neilson, M.DCC.XCIII, p. 589.
17. *Rapport des Archives publiques pour l'année 1921* (*RAC*), Ottawa, 1923, p. 21.
18. Galarneau, Claude, *La France devant l'opinion publique canadienne (1760–1815)*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1970, p. 331.
19. Aubert de Gaspé, Philippe, *Mémoires*, Québec, Hardy, 1885, p. 86.
20. La *Gazette de Montréal*, 16 mai 1793, p. 3.
21. Archives des Affaires étrangères de France, corr. politique, C.V., vol. 37, pt 6, 419.
22. AN, microfilm F-333, art. 1324.
23. *In* American Historical Association, *Annual Report*, 1903.

NOTES

1. The *Montreal Gazette*, October 8, 1789, p. 1.
2. The *Montreal Gazette*, January 1, 1789, p. 1.
3. The *Montreal Gazette*, June 4, 1789, p. 4.
4. The *Montreal Gazette*, December 24, 1789, p. 3.
5. The *Montreal Gazette*, April 23, 1789, p. 1; June 11, 1789, p. 3.
6. In *Documents Relating to the Constitutional History of Canada, 1759–1791*. Ottawa, 1907, p. 568.
7. *Ibid.*
8. *Ibid.*, p. 540f.
9. In *The Parliamentary History of England*, vol. 29, p. 113.
10. In Roy, Pierre-Georges. *Toutes petites choses du régime anglais*. Québec, Éditions Garneau, 1946, vol. 1, p. 94–95.
11. In *Bulletin des Recherches historiques* (*BRH*), vol. XXXVII, no. 4 (April 1931), pp. 197–198.
12. *Journal of the House of Assembly Lower-Canada*. Quebec, John Neilson, M.DCC.XCIII, p. 166; National Archives of Canada (NA), serial Q, 65, p. 324.
13. Chapais, Thomas. *Cours d'histoire du Canada*. Trois-Rivières, new edition, Boréal Express, 1972, vol. 2, p. 80.
14. In *BRH*, vol. XXXVII, no. 4 (April 1931), p. 198.
15. *Journals of the Legislative Council of the Province of Lower-Canada*. P.E. Desbarats, 1802, vol. 1, p. 48.
16. *Journal of the House of Assembly*. 1793, p. 588.
17. *Report of the Public Archives for the Year 1921* (*RPA*, 1921). Ottawa, 1922, p. 20.
18. Galarneau, Claude. *La France devant l'opinion publique canadienne (1760–1815)*. Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1970, p. 331.
19. Aubert de Gaspé, Philippe. *Mémoires*. Québec, Hardy, 1885, p. 86.
20. The *Montreal Gazette*, May 16, 1793, p. 3.
21. Archives des Affaires étrangères de France, corr. politique, C.V., vol. 37, part 6, 419.
22. NA, microfilm F-333, art. 1324.
23. In American Historical Association, *Annual Report*, 1903.

24. *In Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XI, nº 2 (sept. 1957), p. 158–159.
25. *Ibid.*
26. *RAC 1891*, note D, p. 57.
27. *Ibid.*
28. *In The Canadian Historical Review*, vol. XXX (1950), p. 356.
29. *In* American Historical Association, *Annual Report*, 1903, p. 264–265.
30. *RAC 1891*, note C, p. 42.
31. *BRH*, vol. XXXVII, nº 4 (avril 1931), p. 196.
32. Archives nationales du Québec (ANQ), *Rapport*, 1930–1931, p. 289.
33. *Statuts provinciaux du Bas-Canada*, vol. 1, p. 36ss.
34. Galarneau, *op. cit.*, p. 237.
35. AN, série Q, 71–1, p. 5.
36. AN, série Q, 69–1, p. 54.
37. *BRH*, vol. XLII (1936), p. 379.
38. ANQ, *Rapport*, 1931–1932, p. 133.
39. AN, Série Q, 78, p. 86, in *RAC 1891*, p. 59.
40. *RAC 1891*, note D, p. 59.
41. Têtu, H. et C.-O. Gagnon, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, Québec, A. Côté et Cie, 1888, t. II, p. 501–502.
42. *RAC 1891*, note D, p. 62.
43. *In* Roy, Raoul, *Résistance indépendantiste (1793–1798)*, Montréal, Éditions québécoises, 1973, p. 213–214.
44. *RAC 1891*, note D, p. 63.
45. *RAC 1891*, note D, p. 70.
46. Archives de l'archevêché de Québec, Évêques de Québec, vol. III, nº 54.
47. Têtu et Gagnon, *op. cit.*, t. II, p. 516–517.
48. *Ibid.*
49. *Ibid.*
50. Plessis, J.O., *Discours à l'occasion de la victoire remportée par les forces navales de Sa Majesté britannique* (...), Québec, s.d., (1799), p. 24.
51. AN, série Q, 94, p. 96.
52. AN, série Q, 97, p. 136.

24. In *Revue d'histoire de l'Amérique française*, vol. XI, no. 2, (September 1957), pp. 158–159.
25. *Ibid.*
26. *RPA*, 1891, note D, p. 57.
27. *Ibid.*
28. In *The Canadian Historical Review*, vol. XXX (1950), p. 356.
29. In American Historical Association, *Annual Report*, 1903, pp. 264–265.
30. *RPA*, 1891, note D, p. 42.
31. *BRH*, vol. XXXVII, no. 4 (April 1931), p. 196.
32. Archives nationales du Québec (ANQ), *Rapport*, 1930–1931, p. 289.
33. *The Provincial Statutes of Lower-Canada* (...), vol. 1, p. 36ff.
34. Galarneau, *op. cit.*, p. 237.
35. NA, serial Q, 71–1, p. 5.
36. NA, serial Q, 69–1, p. 54.
37. *BRH*, vol. XLII (1936), p. 379.
38. ANQ, *Rapport*, 1931–1932, p. 133.
39. NA, serial Q, 78, p. 86, in *RPA*, 1891, p. 59.
40. *RPA*, 1891, note D, p. 59.
41. Têtu, H. et C.-O. Gagnon, *Mandements, lettres pastorales et circulaires des évêques de Québec*, Québec, A. Côté et Cie, 1888, vol. II, pp. 501–502.
42. *RPA*, 1891, note D, p. 62.
43. In Roy, Raoul, *Résistance indépendantiste (1793–1798)*, Montréal, Éditions québécoises, 1973, pp. 213–214.
44. *RPA*, 1891, note D, p. 63.
45. *RPA*, 1891, note D, p. 70.
46. Archives de l'archevêché de Québec, Évêques de Québec, vol. III, no. 54.
47. Têtu et Gagnon, *op. cit.*, vol. II, pp. 516–517.
48. *Ibid.*
49. *Ibid.*
50. Plessis, J.O. *Discours à l'occasion de la victoire remportée par les forces navales de Sa Majesté britannique* (...), Québec, n.d., (1799), p. 24.
51. NA, serial Q, 94, p. 96.
52. NA, serial Q, 97, p. 136.

PRÉSENTATION DE L'EXPOSITION

par Nicole Lemay
Conservatrice invitée

L'exposition débute par une esquisse géographique du Québec et fait ressortir les aspects physiques, sociaux, économiques et politiques de la fin du XVIII[e] et du début du XIX[e] siècle.

LES PAYSAGES

Les paysagistes de cette époque sont surtout des militaires et des voyageurs anglais. Ils réalisent des vues panoramiques des principales villes du Québec. Leur intérêt se porte davantage sur la dimension esthétique des sites, les personnages étant toujours secondaires au profit du grandiose. Certaines œuvres, commentées par les artistes eux-mêmes, illustrent des publications ou relations de voyages.

Aux œuvres d'art exposées s'ajoutent quelques volumes qui représentent le principal mode de communication du temps.

PRESENTATION OF THE EXHIBITION

by Nicole Lemay
Guest Curator

A geographic profile of Quebec, highlighting the physical, social, economic and political conditions of the late eighteenth and early nineteenth centuries opens the exhibition.

LANDSCAPES

Most of the landscape painters during this period were soldiers and English travellers who produced panoramic views of the major cities in Quebec. Their interest focused mainly on the aesthetic aspect of the sites; figures were always secondary in these rather grandiose works. Some works, together with comments by the artists themselves, were used to illustrate publications or travel books.

In addition to the art works on view, the exhibition contains a number of volumes which outline the principal means of communications at that time.

[Une vue de la chute Montmorency depuis la route sur la glace, le 12 avril 1784]. D'après un dessin de James Peachey (connu 1773–1797). Gravée par J. Wells. Londres, vers 1785. Aquatinte. Archives nationales du Canada. Photo : Archives nationales du Canada.

A Winter View of the FALLS OF MONTMORENCY from the road on the ice fronting it, taken 12th April 1784. From a drawing by James Peachey (active from 1773–1797). Engraved by J. Wells. London, c. 1785. Aquatint. National Archives of Canada. Photo: National Archives of Canada.

LE QUOTIDIEN

Les thèmes d'ordre spirituel, intellectuel et social au sens large ont été privilégiés à la reconstitution ethnographique. Quels sont les moyens de transport ? Quelle était la mode ? Que retrouve-t-on dans les manuels scolaires ? Comment soigner son enfant ? Comment circulait le courrier ? Comment fêtait-on ? Quelle était la place de la religion ? Quelles nouvelles pouvait-on lire dans les journaux ? Autant de réponses qui nous sont données à travers des gravures, des objets et des documents.

LA VIE ÉCONOMIQUE

La majorité de la population habite en milieu rural et vit pratiquement en autarcie. Nous avons choisi de rappeler les principaux pôles de développement économique, conscients de l'impossibilité de représenter les différents métiers d'artisans.

DAILY LIFE

In this ethnographic reconstruction, we have focused on the broad themes of spiritual, intellectual and social life. For example, what were the common means of transportation? What were the fashions of the day? What type of material was presented in school books? How were children raised? How was mail collected and delivered? What did holidays represent? What role did religion play? What type of information did newspapers convey? The answers to many of these questions can be found in the engravings, displays and documents in this exhibition.

ECONOMIC LIFE

The majority of the population lived in the rural areas and was basically self-sufficient. We have chosen to concentrate on the main aspects of economic development, since it would be impossible in this exhibition to cover all of the different crafts and trades.

Poêle simple (F.St.M.). Tourtière. Marmite (F.St.M.). Fonte noire. Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

La tourtière, à l'origine un ustensile de cuisine, a donné son nom à un plat. On la nomme également « four à camp », ses trois pattes permettant de la poser sur la braise. La marmite au premier plan sert à des usages très variés, entre autres, la fabrication du sucre d'érable et celle du savon du pays. La marque F.St.M. confirme la fabrication de l'objet aux forges du Saint-Maurice. Les forges, la première industrie lourde au Canada, sont en opération de 1730 à 1883, employant à leur apogée, plus de 550 personnes. Lors de l'invasion américaine, elles fournissent de l'armement aussi bien aux insurgés américains qu'aux troupes anglaises.

Frying Pan (F.St.M.). *Tourtière* (pie dish). Pot (F.St.M.). Black cast iron. Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The *tourtière*, originally used for cooking, later gave its name to a well-known Quebec dish. It was also called *four à camp* (camp oven) because its three legs could be placed directly in the coals. The pot in the foreground was used for many different purposes, from making maple sugar to soap. The imprint "F.St.M." confirms that these objects were manufactured at the Forges du Saint-Maurice (the Saint-Maurice ironworks). The ironworks operated from 1730 to 1883 and was the first heavy industry in Canada. At its peak, it employed more than 550 people. When the Americans invaded, the ironworks supplied arms to both the American insurgents and the British troops.

Aux Forges du Saint-Maurice, première industrie lourde au Québec, s'ajoutent les brasseries, dont la principale sera créée par John Molson à Montréal, le commerce du bois et les chantiers navals; mais c'est surtout l'âge d'or de la traite des fourrures. Un îlot de l'exposition présente un comptoir de traite avec les principaux objets de troc.

Les transactions financières impliquent la circulation de monnaies et de billets. Le Canada utilise alors des pièces de diverses provenances. Les effets de la Révolution française se font sentir, car les louis d'or frappés après 1793 n'auront plus cours légal avec la loi de 1796.

LES PERSONNALITÉS DE L'ÉPOQUE

Le commerce permet l'émergence de gens d'affaires dont le pouvoir économique va s'accroître. On retrouve souvent les mêmes personnes sur la scène politique, dans la milice et comme instigatrices de projets culturels.

In addition to the Forges du Saint-Maurice (the Saint-Maurice ironworks), Quebec's first heavy industry, there were breweries, the largest of which was established by John Molson in Montreal, the lumber industry and the shipyards. Of course, it was also the golden age of the fur trade. One section of the exhibition reproduces a trading post as it existed at the time.

The circulation of coins and bills was required for financial transactions. Canada's currency at the time came from different sources. French currency was affected by the French Revolution in that all *louis d'or* struck after 1793 were no longer considered legal tender according to a law passed in 1796.

OUTSTANDING PERSONALITIES

With increased trade came the emergence of a powerful and wealthy merchant class, many of whose members were also active in politics and the militia. Some were also the impetus behind a number of cultural endeavours.

Au temps du castor gras, Montréal, plaque tournante de la traite des fourrures. Environnement Canada, Service des parcs, Région du Québec. Photo : Jean Jolin.

Pour la seule année 1800, plus d'un demi-million de peaux (entre autres castors, martres, visons, ratons laveurs, loutres, rats musqués, chevreuils) sont chargées dans le port de Québec à destination de l'Angleterre. Ceci ne comprend donc pas les fruits de la traite des fourrures en provenance de la Baie d'Hudson. Dans les postes de traite, ces peaux sont échangées contre divers objets, couvertures de laine, pièges, fusils, accessoires de chasse, outils, ustensiles. Bien entendu les bijoux fascinent. Des artisans de Québec et de Montréal fabriquent de l'orfèvrerie dite de traite. Les modalités d'échange sont établies et tiennent compte de la qualité et du traitement de la peau.

Montreal, Hub of the Fur Trade. Environment Canada, Parks Service, Quebec Region. Photo: Jean Jolin.

In the year 1800 alone, more than half a million pelts (beaver, marten, mink, raccoon, otter, muskrat, deer, etc.) were loaded onto ships docked at the port of Quebec, bound for England. This figure did not even include the furs from Hudson Bay. At the trading posts, pelts were exchanged for a variety of objects: wool blankets, traps, muskets, hunting gear, tools, utensils. Jewellery was also a very popular commodity. Craftsmen in Quebec City and Montreal produced what was known as "trading jewellery" made especially for this purpose. The terms of exchange were strictly controlled and took into account the quality and condition of the pelts.

Tous n'ont pas légué de portraits à la postérité; peu de francophones l'ont fait. Ils ont cependant laissé des objets et des documents qui éclairent leur engagement et souligne l'aisance de cette classe sociale montante.

LA VIE POLITIQUE

L'*Acte constitutionnel* de 1791 crée une nouvelle division du territoire, le Haut-Canada (Ontario) et le Bas-Canada (Québec). Les premières élections ont lieu en 1792. Circulaires électorales, caricatures, registres d'élections sont autant d'objets qui commémorent les premiers jalons de la vie démocratique au Québec.

Although not all left portraits to posterity, particularly the francophones, we are able to shed some light on the power and affluence of this rising social class through a study of the documents and objects they left behind.

POLITICAL LIFE

The *Constitutional Act* of 1791 divided the colony into two parts: Upper Canada (Ontario) and Lower Canada (Quebec) and the first elections were held in 1792. Election posters, caricatures and election registers are some of the exhibition items which commemorate this first milestone in Quebec's democratic life.

Louis d'or, 1724. Collection nationale de monnaies. Photo : Collection nationale de monnaies.

Cette pièce provient du vaisseau royal *Le Chameau*, qui a fait naufrage le 26 août 1725. Son épave fut retrouvée en 1965. Quelques Canadiens avaient encore de vieux louis d'or dans leur gousset ou « leurs bas de laine ». D'ailleurs la loi de 1796 sur les monnaies avait prévu une équivalence pour les louis d'or frappés avant 1793.

Louis d'or, 1724. National Currency Collection. Photo: National Currency Collection.

From *Le Chameau*, a royal ship wrecked on August 26, 1725. The wreckage was discovered in 1965. Some Canadians still had some old *louis d'or* in their possession, tucked away for a rainy day. According to a currency law passed in 1796, *louis d'or* struck before 1793 were still accepted; those struck after 1793 were not.

Benjamin Franklin (1706–1790). Inscription au dos : *Copie du XVIII^e siècle d'un portrait conservé à la Galerie des Offices à Florence en Italie.* Huile sur toile. Musée du Château Ramezay. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Chef de la délégation envoyée au Canada par le Congrès continental des États-Unis en 1776, Benjamin Franklin tente de convaincre les Canadiens de se joindre aux insurgés américains. Dans sa mission, il était accompagné de Fleury Mesplet, un imprimeur d'origine française qui restera au Canada et jouera un rôle important dans la diffusion des idées révolutionnaires.

Benjamin Franklin (1706–1790). The inscription on the back states that this is an eighteenth-century copy of a portrait in the collection of the Galerie des Offices, Florence, Italy. Oil on canvas. Château Ramezay Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Benjamin Franklin headed the delegation sent to Canada by the U.S. Continental Congress in 1776 in an attempt to convince Canadians to join the American insurgents. He was accompanied by Fleury Mesplet, a French printer who remained in Canada and played an important role in spreading revolutionary ideas.

PREMIERS CONTACTS AVEC LA RÉVOLUTION

Le premier vent d'émancipation politique nous vient des États-Unis lors de la guerre d'Indépendance. En 1775, Montréal est occupée par les Américains. Benjamin Franklin y séjourne pour tenter de sensibiliser les Canadiens à la cause révolutionnaire américaine. Après un court moment de sympathie pour les insurgés, les Canadiens redeviendront de loyaux sujets.

Les autorités en place promulguent de nouvelles lois sur la milice. Le Québec aura sa « Bastille septentrionale ». Il s'agit du titre d'une brochure publiée lors de l'emprisonnement d'anglophones ayant refusé de participer aux exercices obligatoires d'une milice francophone.

FIRST CONTACTS WITH THE REVOLUTION

The first winds of political emancipation blew in from the United States during the War of Independence. In 1775, Montreal was occupied by the Americans. Benjamin Franklin came to Montreal that same year in an attempt to heighten Canadian's awareness of the American Revolution. After a short-lived rush of sympathy for the insurgents, Canadians renewed their loyalty to Britain.

After new laws were adopted governing the militia, Quebec had its own "Northern Bastille." This was the title of a pamphlet published following the imprisonment of anglophones who refused to participate in the compulsory drills of the predominantly French-speaking militia.

LES FRANÇAIS EN AMÉRIQUE

En 1778, lorsque la France signe un traité d'alliance avec les États-Unis, la proclamation du comte d'Estaing sème l'espoir chez certains et suscite des craintes chez d'autres face à l'éventualité d'une nouvelle invasion.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Les idées véhiculées par les philosophes des Lumières étaient diffusées au Québec. Par contre, en raison de la lenteur des communications, le Québec ne suit pas le déroulement des événements révolutionnaires français au jour le jour. Certains temps forts retiennent cependant l'attention. Ce sont eux qui ont guidé le choix des thèmes dans cette deuxième partie de l'exposition. Il s'agit principalement de la prise de la Bastille, de la Déclaration des droits de l'homme, de l'abolition du système féodal, de la nouvelle constitution française liée à la question du clergé, de la fuite du roi à Varennes et de la décollation de Louis XVI. Gravures des sites, personnages clés, objets français entrés dans nos collections rappellent aussi, à leur façon, l'intérêt des collectionneurs canadiens pour cette tumultueuse période.

THE FRENCH IN AMERICA

In 1778, when France signed an alliance with the United States, a proclamation by Count d'Estaing inspired hope in the hearts of some and fear in many others who were afraid of another invasion.

THE FRENCH REVOLUTION

The ideas formulated by the great thinkers of the eighteenth century found an audience in Quebec. However, because communications were so slow, Quebec was unable to follow the day-to-day developments of the French Revolution, although there was a great deal of interest. The themes selected for the second part of the exhibition focus on the highlights of the Revolution: the fall of the Bastille, the Declaration of the Rights of Man, the abolition of the feudal system, the new French constitution and the clergy, the King's flight to Varennes, and the beheading of Louis XVI. Engravings of key places and figures, and objects from France that found their way into Canadian collections reflect the interest shown in this exciting period of history by Canadian collectors.

LA
BASTILLE
SEPTENTRIONALE,
OU
LES TROIS SUJETS
BRITANNIQUES OPPRIMÉS.
Prix 40 Sous.
Se Vend
A MONTREAL,
Chez FLEURY MESPLET, Imprimeur,
& QUEBEC, Chez Mr. BOUTEILLIER, au Bureau de la Poste,

La Bastille Septentrionale ou les trois sujets britanniques opprimés. Chez Fleury Mesplet, Imprimeur. Vers 1791. Bibliothèque nationale du Québec. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

« L'auteur de cet imprimé a cru en le publiant payer un tribut à l'Amitié & à sa patrie. Il dédie son ouvrage au Public, parce que c'est à son tribunal seul qu'il veut traduire les coupables : tribunal auguste, où la faveur, les richesses, la puissance, ni la grandeur ne sauraient être de la moindre considération. » p. 3

[The Northern Bastille or Three Oppressed British Subjects]. Fleury Mesplet, printer. C. 1791. Bibliothèque nationale du Québec. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

"The author believed that in publishing this publication, he would be paying tribute to Friendship & to his motherland. He dedicates his work to the Public, at whose august tribunal he wishes to try the guilty, in which favour, wealth, power, and grandeur are not given the slightest consideration." p. 3

LA CONTRE-RÉVOLUTION

Avec la mort de Louis XVI, les manifestations contre-révolutionnaires deviennent plus évidentes. Proclamations, ordonnances, mandements se succèdent suite aux projets de reconquête ou aux rumeurs qui circulent. L'exposition présente des documents d'archives conservés en France et concernant les principaux projets de reconquête du Canada. Ceux-ci sont souvent à la base des positions contre-révolutionnaires et des manifestations d'allégeance à la Couronne britannique. La guerre entre la France et l'Angleterre est suivie d'assez près. Bien entendu, on ne manque pas de souligner les victoires anglaises. Dans ce climat de suspicion, plusieurs seront mis au pilori.

Plus de cinq ans après le coup d'état de Napoléon, considéré comme l'événement qui met fin à la période révolutionnaire proprement dite en France, une pétition, présentée dans l'exposition, est adressée à l'Empereur.

OPPOSITION TO THE FRENCH REVOLUTION

After the death of Louis XVI, anti-revolutionary activities increased. As a result of the rumours and plans to reconquer Canada, a number of proclamations, orders and circulars were issued. The exhibition includes documents from the French archives related to the principal plans to reconquer Canada. These were often the basis for counter-revolutionary positions and demonstrations of allegiance to the British crown. The war between France and England was followed very closely. Of course, English victories were not forgotten. In this climate of suspicion, many people were exposed to ridicule and abuse.

More than five years after Napoleon's *coup d'état*, considered to be the event which ended the revolutionary period in France, a petition (featured in this exhibition) was sent to the Emperor.

Assignat de cinq cents liv. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

La création de la République française date du 22 septembre 1792, mais il faut attendre au 15 octobre de l'année suivante pour que soit adopté le calendrier républicain. Le 20 Pluviôse de l'An II de la République correspond au 8 février 1794.

[Bank note used during the French Revolution]. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The French Republic was officially established on September 22, 1792, but it was not until October 15, 1793 that the Republican Calendar was adopted. "20 Pluviôse de l'An II de la République" corresponds to February 8, 1794.

Portrait [connu sous le nom] de Louis XV âgé d'une douzaine d'années. Non signé. Huile sur toile. Musée Ursulines de Trois-Rivières. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Don de l'abbé Jacques Ladislas de Calonne (1743–1822) aux Ursulines de Trois-Rivières. Émigré de France, il devient aumônier au monastère des Ursulines de 1807 à 1822. Il était le frère du ministre des Finances de Louis XVI.

Portrait (possibly) of Louis XV at the age of twelve. Unsigned. Oil on canvas. Musée des Ursulines de Trois-Rivières. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Gift of Abbé Jacques Ladislas de Calonne (1743–1822) to the Ursulines de Trois-Rivières. He emigrated from France and was chaplain of the Ursuline convent from 1807–1822. His brother was the French Finance Minister under Louis XVI.

LES ÉMIGRÉS

Les émigrés royalistes français venus au Québec sont surtout des prêtres. Certains influenceront la création artistique. Parmi eux, l'abbé de Calonne, frère du ministre des Finances sous Louis XVI, lègue aux Ursulines de Trois-Rivières des tableaux prestigieux de sa collection dont nous présentons quelques exemples.

Au fil du temps, les idéaux démocratiques ont pris racine au Québec. En 1837–1838, le Canada est à l'heure des Rébellions, et c'est la proclamation d'indépendance par Robert Nelson. Le mouvement sera vite maté par les troupes britanniques.

Depuis, le Canada n'a cessé d'adapter son système politique aux exigences du temps. En 1975, l'Assemblée nationale du Québec édicte la Charte des droits et libertés de la personne, tandis qu'en 1982, le Parlement fédéral adopte la Charte canadienne des droits et libertés.

EMIGRANTS

Most of the French Royalist emigrants arriving in Quebec were priests. Some of them influenced artistic development. One such priest, Abbé de Calonne, brother of the Minister of Finance under Louis XVI, bequeathed his prestigious collection of paintings to the Ursulines de Trois-Rivières, some of which are shown in our exhibition.

As time went on, Quebec was stirred by democratic ideals, as shown by the Rebellions of 1837–1838, and the declaration of independence by Robert Nelson. However, the Rebellions were quickly put down by British troops.

Since then, Canada's political system has continued to adapt to the times. In 1975, the Quebec National Assembly passed the Charte des droits et libertés de la personne (the Charter of Individual Rights and Freedoms) and in 1982, the Federal Parliament adopted the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

[La chasse au castor au Canada]. Dessinée par Chiedel. Gravée par Taylor. Publiée par Charles Theodore Middleton, dans *A New and Complete System of Geography*, 2 volumes, Londres, 1777–1778. Gravure au pointillé. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne, Marilyn Aitken.

Beaver Hunting in Canada. From a drawing by Chiedel. Engraved by Taylor. Published by Charles Theodore Middleton in *A New and Complete System of Geography*, 2 volumes, London, 1777–1778. Stipple engraving. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History, Marilyn Aitken.

QUELQUES PIÈCES...

UN CANADA EXOTIQUE

par France Gascon
Conservatrice en chef
Musée McCord d'histoire canadienne

Comme le font la plupart des images dépeignant des réalités complexes qui échappaient auparavant à l'observation immédiate mais que les progrès de la connaissance nous ont entre temps rendues parfaitement familières, la gravure de Chiedel, *Beaver Hunting in Canada* [La chasse au castor au Canada], nous renseigne fort peu, et fort mal même, sur la réalité botanique, zoologique et ethnologique que l'image recouvre pour nous aujourd'hui. Elle nous parle avec abondance cependant de la perception qu'ont pu avoir du Canada les Européens au XVIII[e] siècle.

La reconstitution de telles scènes se nourrissait à diverses sources. L'amorce en était fournie par le récit de témoins oculaires, relayé de diverses façons, plus ou moins directes, jusqu'à l'artiste. Dans les interstices de ce récit, toujours forcément lacunaire, s'en glissaient d'autres qui, pour déborder de la réalité, n'en étaient pas pour autant fictifs ou gratuits. Ainsi, l'habitat du castor — dont l'habileté, légendaire, apparaît ici dans ces étranges compartiments étagés de façon rectiligne, comme quasi-humaine — illustre bien le zèle curieux avec lequel étaient traitées les réalités jusque-là inconnues auxquelles les colonies nous confrontaient. Une même surcharge, liée à un même manque de données, se remarque aussi dans la présence incongrue de quelques palmiers : ceux-ci ont pour effet de renforcer le caractère exotique de la nature canadienne, en la confondant cependant avec celle d'autres contrées plus méridionales. Il faut aussi compter au nombre des distorsions qui affectent l'image, la façon dont l'artiste a emprunté à des scènes de chasse de la mythologie les poses et les attitudes

SOME ARTIFACT . . .

EXOTIC CANADA

by France Gascon
Chief Curator
McCord Museum of Canadian History

While *Beaver Hunting in Canada*, an engraving by Chiedel, does not contain a great deal of accurate information about the botanical, zoological and ethnological realities of eighteenth-century Canada, it does speak eloquently about the European view of our country at that time. In this, it fulfils the same function as do most pictures of the complex realities which were unobserved at the time, but which have become familiar to us with the progress of knowledge.

The reconstruction of scenes such as this one was inspired by a number of different sources. First came eye-witness accounts, relayed to the artist by various direct and indirect means. Slipping into the spaces of the account, for there was inevitably something missing, were elements which, although going beyond the bounds of realism, were nonetheless not fictitious or gratuitous. For example, the habitat of the beaver — the product of whose legendary, almost human skill appears in this engraving in the form of strange compartments stacked in a rectilinear fashion — is an excellent illustration of the curious zeal with which the strange new realities of the colonies were treated. Another excess, related to this same lack of information, can also be noted in the incongruous presence of palm trees. The effect these have is to reinforce the exoticism of nature in Canada, although obviously confusing it with that of more southerly climates. Also to be noted among the distortions reflected in the picture is the way in which the artist has borrowed poses and attitudes from depictions of mythological hunting scenes, which he attributed to his native figures. Lastly, the gracious

qu'il attribue à ses Amérindiens. Enfin, on reconnaît dans les silhouettes gracieuses des arbres surplombant le cours d'eau et dans la place importante (près de la moitié de la surface de l'image) accordée au ciel, une vision idéalisée de la nature, très proche de celle qui a trouvé son apogée dans la peinture européenne du XVIII[e] siècle.

Cette appropriation — qui, on le voit, au fur et à mesure qu'elle progresse, pervertit le sens de ce qu'elle touche — en signale une autre, plus profonde. Le thème de cette gravure nous situe au cœur d'une activité qui va définir les nouveaux liens que les autochtones entretiendront avec les Blancs. Parce que ceux-ci feront de la traite des fourrures dès le XVIII[e] siècle leur principale activité économique au Canada, les Amérindiens seront incités à pratiquer de manière intensive la chasse au castor et à transformer ainsi une activité de subsistance en une activité de commerce. Une économie basée sur l'autosuffisance va céder la place à une autre fondée sur l'échange, et un mode de vie va s'en trouver bouleversé à tout jamais.

Derrière cette image d'une activité qui n'est pas commandée par la nature mais par la demande instaurée par les Blancs, derrière aussi cette vision idyllique, mais aussi fort composite, de la nature canadienne, il faut donc voir se profiler une autre histoire, tout entière dominée par la force économique des Européens et par les modes culturels que ceux-ci étaient à même d'imposer. Ici, comme ce fut aussi le cas ailleurs dans d'autres relations coloniales, l'exotisme présente son autre versant. Mais chez Chiedel le charme exotique opère encore et il maquille parfaitement une réalité qui ne deviendra perceptible que bien plus tard.

silhouettes of the trees overhanging the waterways and the importance accorded to the sky (nearly half of the picture surface) reflect an idealized view of nature, very close to that which had its peak in European eighteenth-century painting.

This appropriation — which one sees as it progresses, distorting the essence of whatever it touches — is indicative of another, one that is even more profound. The theme of this engraving places us right at the centre of another activity which was to define the new relations between native people and whites. By the eighteenth century, the fur trade was the major economic activity for white people in Canada. Natives were encouraged to hunt beaver intensively, thus transforming a subsistence activity into a commercial one. An economy based on self-sufficiency gave way to another based on trade. A lifestyle was transformed forever more.

Behind this picture of an activity that was controlled not by nature but by white demand, behind this idealized, structured and composite view of Canadian nature, we can see the shadows of another story, one entirely dominated by the economic might of Europeans and the culture and customs they imposed. Here, as in other colonial relationships, exoticism has another side to it. Yet the exotic charm of Chiedel's picture is still effective, perfectly masking a reality that would not be perceived until much later.

Costume du Dr Philippe Louis François Badelart. 1775–1785. Velours ciselé, soie, laine, coton. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Suit belonging to Dr. Philippe Louis François Badelart. 1775–1785. Cut velvet, silk, wool, cotton. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

UNE RÉVOLUTION DANS LA MODE

par Jacqueline Beaudoin-Ross
Conservatrice, Costume et textiles
Musée McCord d'histoire canadienne

À l'instar de tous les autres pays occidentaux, la mode masculine et féminine du XVIII[e] siècle au Québec est calquée sur celle de la France. Pendant la Révolution française et durant la période qui lui fait immédiatement suite, la parure et le vêtement se simplifient. L'extravagance et le luxe des costumes de l'Ancien Régime font place à des normes vestimentaires fondées sur les principes de liberté et d'égalité.

Le docteur Philippe Louis François Badelart (1728–1820) était un éminent chirurgien de Québec. Son habit, qui date des années 1775–1785, témoigne d'une plus grande sobriété du style, tendance amorcée en France près de vingt ans avant la Révolution. Ce vent nouveau, de nature démocratique, qui souffle sur la mode, est en quelque sorte un signe avant-coureur des réformes qui seront mises en place dans le domaine politique et social.

Auparavant, les parures masculines, richement brodées et de coupe très ample, véhiculaient une opulence et une exubérance dont est dépourvue la garde-robe du docteur Badelart. La ligne verticale épurée de ce costume témoigne d'une nouvelle sobriété au même titre que le parement, plus petit, et l'absence de broderies. Le tissu, de velours ciselé, reste néanmoins riche.

Ce penchant pour la modération est également manifeste dans les arts décoratifs de l'époque, par réaction à la frivolité ornementale du style rococo, 1699–1774. Ce refus de l'extravagance et du superficiel est également à rapprocher de la pensée de philosophes comme Jean-Jacques Rousseau (1712–1778), ardent défenseur de la démocratie. Le concept de liberté faisant son

A REVOLUTION IN FASHION

by Jacqueline Beaudoin-Ross
Curator of Costume and Textiles
McCord Museum of Canadian History

Eighteenth-century male and female fashions in what is now Quebec followed the modes of France, as did those in the remainder of the Western World. It is well-known that during and immediately after the French Revolution these elaborate styles were simplified. Dress no longer echoed the extravagance and luxury of the "Ancien Régime" but was governed by the current concepts of liberty and equality.

Dr. Philippe Louis François Badelart (1728–1820) was an eminent surgeon in Quebec City. His dress suit (1775–1785) represents a direction towards increased sobriety in the style of male clothing, one that began in France as early as two decades before the Revolution. Here, a change of a democratic nature in fashion can be seen as preceding reform of a similar character in government.

Before, modish male dress had been luxuriously embroidered and amply cut, communicating a richness and exuberance which is absent from the attire of Dr. Badelart. In this latter garb, we have a degree of new sobriety in the lean vertical line of the costume; the narrower proportion of the cuff; and the lack of embroidery. However, the fabric, a ciselé velvet, remains as rich as it had been previously.

The same tendency towards restraint is evident in the decorative arts at this time, as a reaction to the ornate playfulness of the Rococo style (1699–1774). The movement away from artificiality and extravagance can in addition be linked to the thought of philosophers of the period such as Jean-Jacques Rousseau (1712–1778), an advocate of democracy. With evolving ideas of liberty, the classical world was admired; its

chemin, le classicisme est l'objet d'une admiration croissante; son caractère épuré, par exemple au niveau de l'architecture, n'est pas sans séduire.

Pendant les deux décennies qui précèdent la Révolution française, le « style anglais », dans les vêtements masculins, connaît une certaine vogue en France. Il s'agit de costumes ajustés en lainage sombre, même pour les tenues de gala; le lainage remplace la soie et le velours luxueux de l'Ancien Régime. Inspiré du costume populaire anglais et notamment de la veste d'équitation cintrée, ce style est à l'image des principes démocratiques avant-gardistes qui caractérisent le gouvernement britannique de l'époque et en particulier l'institution parlementaire. Ce costume sobre connaît la faveur des Français pendant la Révolution française et les années qui suivent. La veste d'équitation cintrée, véritable fleuron de cette tendance, est portée par M. Sériziat dans le célèbre portrait que Jacques-Louis David a peint de lui en 1795.

Le glissement des normes vestimentaires masculines vers la sobriété est irréversible. Le costume de couleur foncée, qu'on retrouve partout, traverse tout le XIX[e] siècle et reste encore de mise aujourd'hui. Le costume masculin ne devait jamais recouvrer la splendeur et la somptuosité des vêtements de l'Ancien Régime.

characteristic of restraint, as seen in its architecture, was accepted as being attractive.

During the two decades before the French Revolution, the "style anglais" in male clothing began to be adopted in France. This attire focused on tailored coats of wool in dark colours, even at times for dress wear; this fabric replaced the luxurious silks and velvets of the "Ancien Régime." The garment derived from English country clothing, especially the male cutaway riding coat. This English clothing reflected advanced democratic tendencies in that country's government, such as the early development of parliament. This sober garb now found favour during the French Revolution and was increasingly adopted, becoming established fashionable wear during the following years. The cutaway riding coat, an influential garment in this development, is worn by Mr. Sériziat in the well-known portrait painted by Jacques-Louis David in 1795.

The sartorial revolution towards restraint in men's dress was definitive. The ubiquitous dark uniform in various versions was worn throughout the nineteenth century and is still in evidence today. Male attire never regained the icon-like splendour of dress under the "Ancien Régime."

Monsieur Sériziat, 1795. Reproduction photographique d'une huile sur toile de Jacques-Louis David (1748–1825), Musée du Louvre, Paris. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Monsieur Sériziat, 1795. Photographic reproduction of an oil on canvas by Jacques-Louis David (1748–1825), The Louvre, Paris. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

[Une Canadienne en costume d'hiver et un prêtre catholique romain]. John Lambert (connu 1806–1808). Publiée par Richard Phillips, dans *Travels through Lower Canada and the United States*, Londres, 1810. Gravure à la ligne avec rehaut d'aquarelle. Archives nationales du Canada. Photo : Archives nationales du Canada.

La mode de la cape et du capuchon a persisté jusqu'au milieu du XIX^e siècle.

A French Canadian Lady in her Winter dress and a Roman Catholic Priest. John Lambert (active from 1806–1808). Published by Richard Phillips in *Travels through Lower Canada and the United States,* London, 1810. Line engraving heightened with watercolour. National Archives of Canada. Photo: National Archives of Canada.

The cape and hood remained in fashion until the mid-nineteenth century.

[Un officier de l'armée britannique et un marchand de Québec dans leurs costumes d'hiver]. John Lambert (connu 1806–1808). Publiée par Richard Phillips, dans *Travels through Lower Canada and the United States*, Londres, 1810. Gravure à la ligne avec rehaut d'aquarelle. Archives nationales du Canada. Photo : Archives nationales du Canada.

Tout comme le marchand canadien, cet officier britannique porte la ceinture fléchée.

An officer of the British Army and a Merchant of Quebec in their Winter dress. John Lambert (active from 1806–1808). Published by Richard Phillips in *Travels through Lower Canada and the United States,* London, 1810. Line engraving heightened with watercolour. National Archives of Canada. Photo: National Archives of Canada.

Like Canadian merchants, this British officer wore a *ceinture fléchée* (arrow sash).

Calice. Laurent Amyot (1764–1839). Or et vermeil. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Laurent Amyot est un artisan de Québec qui témoigne de l'influence française sur l'orfèvrerie de cette époque.

Chalice. Laurent Amyot (1764–1839). Gold and vermeil. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

The French influence is evident in the work of Laurent Amyot, a Quebec goldsmith.

De gauche à droite : **Urne à thé,** argent et ivoire, chiffrée R.A., Charles Wright, Londres, 1780–1781. **Panier à gâteau,** argent, orfèvre V.M., Londres, 1781–1782. **Pot à eau chaude,** argent et ivoire, Robert Cox, Londres, 1773–1774. **Théière,** argent et ivoire, Peter Bateman & Ann Bateman, Londres, 1796–1797. Collection de l'honorable Serge Joyal. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

L'orfèvrerie de table provient le plus souvent d'Angleterre, bien que des artisans de Montréal et de Québec en créent. Cependant, la production locale est davantage consacrée à des pièces réservées au culte.

From left to right: **Tea Urn,** silver and ivory, marked R.A., Charles Wright, London, 1780–1781. **Cake Basket,** silver, V.M. silversmith, London, 1781–1782. **Hot Water Pitcher,** silver and ivory, Robert Cox, London, 1773–1774. **Teapot,** silver and ivory, Peter Bateman & Ann Bateman, London, 1796–1797. Collection of the Honourable Serge Joyal. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

Silver tableware generally came from England although some was produced by craftsmen in Montreal and Quebec City. Most local production, however, was limited to religious articles.

Médaille du Beaver Club. Avers et revers. Or. Frappée pour James McGill. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Beaver Club Medal. Obverse and reverse. Gold. Struck for James McGill. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

UN « ESTABLISHMENT » LIÉ À LA TRAITE DES FOURRURES

par Conrad E.W. Graham
Archiviste des collections
Musée McCord d'histoire canadienne

Les négociants en fourrures originaires de Grande-Bretagne s'établissent au Canada peu après la signature du traité de Paris, en 1763. Joseph Frobisher (1740–1810) arrive à Montréal en 1763 et James McGill (1744–1813) vers 1766. Tous deux, à l'instar d'autres négociants comme Hippolyte Trottier des Rivières, se livrent au négoce des pelleteries dans la région des Grands Lacs, dans le cadre d'une série d'associations qui prévalent jusque dans les années 1790. Ces associations regroupent des proches et des amis et reposent sur les principes économiques du XVIII[e] siècle. La réussite sociale se mesure en termes de bénéfices et de propriété foncière.

Pour pouvoir donner de grandes réceptions, James McGill construit Burnside sur les flancs du Mont-Royal, et Joseph Frobisher érige Beaver Hall sur un terrain de quarante acres, aux confins de la ville. En janvier 1806, par exemple, Frobisher mentionne dans son journal seize invitations et cinq réceptions données à son domicile en présence d'invités; en février, il signale seulement dix dîners pris à sa demeure, sans invité[1].

Ces réceptions, qui sont de longs dîners hivernaux, réunissent les membres du Beaver Club qui en profitent pour relater leurs aventures et leurs exploits dans le Nord-Ouest. Pour adhérer au Club, chaque membre doit avoir passé un hiver dans la région du négoce des fourrures. La date du séjour est frappée sur les médailles d'or remises aux membres, comme en témoigne celle de McGill datée de 1766.

Dès le XVIII[e] siècle, le portrait cesse d'être la prérogative de l'aristocratie et de l'épiscopat et s'ouvre à la classe

THE FUR TRADE "ESTABLISHMENT"

by Conrad E.W. Graham, Registrar
McCord Museum of Canadian History

Fur traders from Britain arrived quickly after the Treaty of Paris in 1763. Joseph Frobisher (1740–1810) arrived in that year and James McGill (1744–1813) was in Montreal by 1766. Both of these men and others like Hippolyte Trottier des Rivières traded in the Great Lakes region in a combination of partnerships over the years until the 1790s. These partnerships were with relatives and friends and their economics were those of the eighteenth century. Success was measured by profit and the amount of land that was amassed.

James McGill built "Burnside" as a country estate on the side of Mount Royal and Joseph Frobisher erected "Beaver Hall" on an estate of forty acres outside the town where they were able to entertain on a lavish scale. In January 1806, for example, Frobisher noted in his diary sixteen occasions when he dined out and five dinners at home when guests were present; in February, he noted only ten dinners at home without guests.[1]

This entertaining included lengthy winter dinners where members of the "Beaver Club" met to reminisce about adventures and trading exploits while in the Northwest. Entry into the club required that a member had to spend a winter in the fur trading country before admittance and this date appears on the gold medals struck by each individual member, as illustrated in the McGill medal with the date 1766.

By the eighteenth century, portraiture was no longer the prerogative of the aristocracy and church, but became a vehicle by which the newly enriched merchant class could strive for immortality by commissioning portraits. The entrepreneurs including McGill and

James McGill (1744–1813). Copie d'après Louis Dulongpré (1754–1843). Vers 1810. Huile sur toile. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

James McGill (1744–1813). Copy after Louis Dulongpré (1754–1843), c. 1810. Oil on canvas. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

Joseph Frobisher (1740–1810). Attribuée à Louis Dulongpré (1754–1843). Vers 1805. Huile sur toile. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Joseph Frobisher (1740–1810). Attributed to Louis Dulongpré (1754–1843), c. 1805. Oil on canvas. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

Thomas McCord (1750–1824). Artiste inconnu. Vers 1797. Huile sur toile. Musée McCord d'histoire canadienne. Photo : Musée McCord d'histoire canadienne.

Thomas McCord (1750–1824). Artist unknown. C. 1797. Oil on canvas. McCord Museum of Canadian History. Photo: McCord Museum of Canadian History.

mercantile nouvellement enrichie, lui permettant de passer à l'immortalité. Les hommes d'affaires, comme McGill et Frobisher, font leur la tradition européenne du portrait, peintures de personnages solennels, de profil aux trois quarts. Cette tradition perdure dans les colonies jusqu'au XIX[e] siècle, et les styles néo-classique ou Directoire si caractéristiques de la France de la fin du XVIII[e] siècle n'y connaissent guère de succès.

Ces marchands et leurs collègues ont lutté des années durant pour accéder à une certaine stabilité financière et mettre en place une classe qui exerce son influence dans la ville et dans la province, comme l'illustre le rôle que jouent Frobisher et McGill au sein de la milice et de l'Assemblée législative. En France, la nouvelle bourgeoisie s'efforce de prendre le pas sur la noblesse, détentrice exclusive du pouvoir et de l'argent. La nouvelle colonie, par contre, crée son propre « establishment » fondé sur l'argent et le négoce et qui commence à laisser sa marque dans la vie politique et publique.

[1] ***Dictionnaire biographique du Canada***, vol. v, p. 366.

Frobisher were familiar with mid-eighteenth century European portrait conventions which displayed, in three-quarter profile, solemn figures. This tradition appears to have remained popular in the colonial setting into the nineteenth century and little interest was shown in the neo-classical or Directoire styles popularized by the French in the latter part of the eighteenth century.

These merchants and their colleagues had worked many decades to achieve financial stability and strove to create an established order both in their town and state as illustrated by the fact that both Frobisher and McGill were officers of militia and members of the Legislative Assembly. In France, a new bourgeoisie was striving to be recognized against a nobility who was keeping for itself the power and money. The new colony in contrast was developing its own "establishment" based on money and commerce and it was beginning to leave its mark on politics and public office.

[1] ***Dictionary of Canadian Biography***, vol. V, p. 334.

[Menuets des Canadiens, 1807]. D'après un dessin de George Heriot (1759–1839). Gravée par Joseph Constantine Stadler (1780–1812). Publiée par Richard Phillips, dans *Travels Through the Canadas*, Londres, 1807. Gravure au pointillé. Musée David M. Stewart. Photo : Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

[Tous les Canadiens adorent danser, et, en toutes saisons, ils ne manquent jamais de s'adonner à cet agréable exercice.]
Geo. Heriot.

Minuets of the Canadians, 1807. From a drawing by George Heriot (1759–1839). Engraved by Joseph Constantine Stadler (1780–1812). Published by Richard Phillips in *Travels Through the Canadas*, London, 1807. Stipple engraving. David M. Stewart Museum. Photo: Daniel Roussel, Centre de documentation Yvan Boulerice.

"The whole of the Canadian inhabitants are remarkably fond of dancing, and frequently amuse themselves at all seasons with that agreeable exercise."
Geo. Heriot

LECTURES SUGGÉRÉES

GALARNEAU, Claude. ***La France devant l'opinion publique canadienne (1760–1815).*** Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1970, xi–401 p.

LAGRAVE, Jean-Paul de. ***Fleury Mesplet (1734–1794). Diffuseur des Lumières au Québec.*** Montréal, Patenaude Éditeur Inc., 1985, xv–503 p.

OUELLET, Fernand. ***Le Bas-Canada 1791–1840. Changements structuraux et crise.*** Éditions de l'Université d'Ottawa, 1980, 539 p.

ROY, Raoul. ***Résistance indépendantiste, 1793–1798.*** Montréal, Éditions québécoises, 1973, 304 p.

WALLOT, Jean-Pierre. ***Intrigues françaises et américaines au Canada 1800–1802.*** Montréal, Les Éditions Leméac, 1965, 142 p.

Id. Un Québec qui bougeait, trame socio-politique du Québec au tournant du XIX^e^ siècle. Montréal, Éditions du Boréal Express, 1973, 345 p.

SUGGESTED READINGS

GALARNEAU, Claude. ***La France devant l'opinion publique canadienne (1760–1815).*** Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1970, xi–401 p.

LAGRAVE, Jean-Paul de. ***Fleury Mesplet (1734–1794). Diffuseur des Lumières au Québec.*** Montréal, Patenaude Éditeur Inc., 1985, xv–503 p.

OUELLET, Fernand. ***Lower Canada 1791–1840. Social Change and Nationalism.*** McClelland and Stewart Ltd., 1980, xiv–427 p.

ROY, Raoul. ***Résistance indépendantiste, 1793–1798.*** Montréal, Éditions québécoises, 1973, 304 p.

WALLOT, Jean-Pierre. ***Intrigues françaises et américaines au Canada 1800–1802.*** Montréal, Les Éditions Leméac, 1965, 142 p.

_____. ***Un Québec qui bougeait, trame socio-politique du Québec au tournant du XIX^e^ siècle.*** Montréal, Éditions du Boréal Express, 1973, 345 p.

LISTE DES INSTITUTIONS PRÊTEUSES

Archives du ministère de la Guerre, France
Archives du ministère des Affaires étrangères, France
Archives du Séminaire de Trois-Rivières
Archives historiques du Séminaire de Québec
Archives nationales du Canada, Ottawa
Archives nationales du Québec, Montréal
Archives régionales de Rimouski, Québec
Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale
Bibliothèque nationale du Québec, Montréal
Collection nationale de monnaies, Ottawa
Environnement Canada, Service des parcs, Région du Québec, Québec
Honorable Serge Joyal, Montréal
La Brasserie Molson du Québec Limitée, Montréal
Musée David M. Stewart, Montréal
Musée de la civilisation, Québec
Musée des Ursulines de Trois-Rivières
Musée du Château Ramezay, Montréal
Musée McCord d'histoire canadienne, Montréal
Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières
Musée régional de Vaudreuil-Soulanges
Paroisse Saint-Antoine de Longueuil
Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (Simpa)

Plusieurs collectionneurs, conservateurs et archivistes ont collaboré au projet. Que chacun accepte l'expression de notre gratitude.

Sous la direction de Monik Barbeau-Verschelden, chef du Service des loisirs et du développement communautaire de la Ville de Montréal, l'équipe de réalisation de l'exposition se composait de : Jacques Lacoursière, concepteur; Nicole Lemay, conservatrice; Claude Morissette, coordonnateur; Bernard Tourville et Associés, design; Jean-Paul de Lagrave, conseiller spécial.

Les Archives nationales du Canada ont produit la publication.

Conception graphique : Turquoise Design Inc.

LIST OF LENDING INSTITUTIONS

Archives du ministère de la Guerre, France
Archives du ministère des Affaires étrangères, France
Archives du Séminaire de Trois-Rivières
Archives historiques du Séminaire de Québec
Archives nationales du Québec, Montreal
Archives régionales de Rimouski, Quebec
Bibliothèque municipale de Montréal, bibliothèque centrale
Bibliothèque nationale du Québec, Montreal
Château Ramezay Museum, Montreal
David M. Stewart Museum, Montreal
Environment Canada, Parks Service, Quebec Region, Quebec
Honourable Serge Joyal, Montreal
McCord Museum of Canadian History, Montreal
Molson's Brewery Quebec Limited, Montreal
Musée de la civilisation, Quebec
Musée des Ursulines de Trois-Rivières
Musée Pierre-Boucher de Trois-Rivières
Musée régional de Vaudreuil-Soulanges
National Archives of Canada, Ottawa
National Currency Collection, Ottawa
Saint-Antoine de Longueuil Parish
Société immobilière du patrimoine architectural de Montréal (SIMPA)

Many individuals, collectors, curators and archivists have cooperated on this project. Please accept our sincere thanks.

Under the direction of Monik Barbeau-Verschelden, Division Chief of the Service des loisirs et du développement communautaire of the City of Montreal, the exhibition production team was composed of: Jacques Lacoursière, conception; Nicole Lemay, curator; Claude Morissette, coordinator; Bernard Tourville et Associés, design; and Jean-Paul de Lagrave, special adviser.

The book has been produced by the National Archives of Canada.

Design: Turquoise Design Inc.